

# HUIT PERSONNES SAUVÉES AU LARGE DE KRISTEL *Un mort suite au chavirement d'une embarcation de harraga* P. 4

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

## EDUCATION **Les syndicats contre une réforme «partielle» du bac**

Lire l'article de M. Aziza page 3



**Notre supplément  
AUTOUR  
DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de

P. 12 à 14

PROJECT  
SYNDICATE  
AN ASSOCIATION  
OF NEWSPAPERS  
AROUND THE WORLD

Les dangers d'une  
reprise mondiale inégale



PAR KENNETH  
ROGOFF

Ancien économiste en chef du Fonds  
monétaire international, est professeur  
d'économie et de politique publique  
à l'Université d'Harvard

Du premier pas sur la Lune  
à nos missions sur Terre



PAR MARIANA  
MAZZUCATO

Professeur en économie de l'innovation  
et valeur publique à l'University College  
de Londres, ainsi que fondatrice et  
directrice de l'Institute for Innovation  
& Public Purpose (IIPP) de l'UCL

Biden voit les choses en grand



PAR JOSEPH  
E. STIGLITZ

Lauréat du prix Nobel d'économie,  
et professeur à l'Université  
de Columbia, est économiste  
en chef au Roosevelt Institute



## COLLECTIVITÉS LOCALES **Un aveu et une nouvelle vision**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2

LE MINISTRE DES AFFAIRES  
RELIGIEUSES À BLIDA

**«Le Hadj et la Omra  
ne sont pas  
à l'ordre du jour»**

Lire l'article de T. M. page 3



**4,5 kg de cocaïne  
saisis à Oran**

Lire l'article de  
Rachid Boutlélis page 4

**SIDI BEL ABBÈS**

**Deux jeunes  
retrouvés morts  
dans un véhicule**

P. 4



## Collectivités locales Un aveu et une nouvelle vision



El-Houari Dirmi

Dans le sillage du nouveau découpage administratif annoncé pour avant la fin de l'année en cours, une nouvelle vision concernant la gestion des affaires locales, a été développée jeudi, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud. Intervenant lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, Beldjoud a indiqué que l'approche adoptée par son secteur dans la gestion locale visait la « consécration de nouvelles dispositions relatives notamment à l'encadrement de la gouvernance et à la gestion de l'administration territoriale et de la fiscalité locale », a-t-il souligné. Le ministre a indiqué que la nouvelle vision de son secteur avait pour but « la consécration d'une série de nouvelles dispositions, par rapport aux textes en vigueur, relatives notamment à l'encadrement de la gouvernance et à la gestion de l'administration territoriale, de la fiscalité locale et de la ville, tout en mettant un terme au chevauchement des compétences et en définissant les champs d'intervention de chaque collectivité locale ». Cette approche avait également pour objectifs « la régulation de l'autorité de contrôle et la garantie de solutions lors des délibérations des assemblées locales élues », a encore fait savoir Kamel Beldjoud, outre « le renforcement et la promotion de l'investissement, la définition des modes de gestion des infrastructures publiques afin d'imprimer davantage de flexibilité à la gestion des affaires des collectivités locales », a-t-il ajouté. Le ministre n'a pas manqué de remarquer que les lois relatives à la commune et à la wilaya « avaient montré leurs limites, eu égard aux mutations politiques et socioéconomiques et aux nouvelles exigences du pays », a-t-il dit en réponse à une préoccupation du sénateur Fouad Sebouta sur le sort du projet relatif à la loi sur les collectivités locales. « Il est impératif de revoir leurs dispositions, d'autant plus que les collectivités territoriales, étant des structures publiques de l'Etat par excellence, constituent la pierre angulaire pour l'exécution des dispositions constitutionnelles, voire un espace idoine pour l'exercice de la démocratie », dira Beldjoud, rappelant également que « l'idée d'initier une réforme globale de l'organisation territoriale et de la gestion administrative au niveau local, à même de définir précisément les compétences de l'Etat et des col-

lectivités locales, dans le cadre d'une approche intégrée sous-tendue par la nouvelle Constitution, est l'un des engagements inscrits dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ». A ce titre, il a indiqué que le programme présidentiel renfermait un « ensemble de visions profondes des réformes à tous les niveaux, en ce sens que les pouvoirs publics s'attellent aujourd'hui à l'adaptation de tous les textes juridiques, législatifs et réglementaires, et des dispositions garantissant les droits des citoyens et définissant les obligations des institutions de l'Etat pour atteindre cet objectif ». Selon lui, le secteur de l'Intérieur « s'emploie à mettre en place des mécanismes et des dispositions visant à assurer la gestion et l'administration des affaires locales, en créant un cadre juridique garantissant la réalisation de cet objectif », a-t-il encore souligné.

Il s'agit, a-t-il précisé, de l'application des dispositions prévues dans les articles 16, 17, 18 et 19 de la Constitution, lesquels consacrent le principe de décentralisation dans le fonctionnement des assemblées élues, car « étant un espace de participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, en concrétisation du concept de la démocratie participative au niveau des collectivités locales ». Pour le ministre de l'Intérieur, la réalisation de l'équilibre socioéconomique des communes « passe par la prise de mesures spéciales au profit des communes moins développées, en conséquence, il est devenu nécessaire de mettre en place un nouveau système administratif permettant d'accéder aux solutions adéquates et compatibles avec les nouvelles situations liées au développement socioéconomique, de renforcer la décentralisation et d'encadrer la gouvernance urbaine, par l'exercice de la démocratie participative, à travers des dispositions et des mesures à même de conférer le rôle de réforme et de développement aux collectivités locales et territoriales et de créer des conditions propices », a-t-il affirmé. Cela nécessite « l'implication de tous les acteurs et ressources humaines et matérielles indispensables, en sus de la recherche des meilleurs voies et moyens pour une gestion efficace, une amélioration continue des situations des collectivités territoriales et une organisation cohérente et harmonieuse ainsi qu'une réorganisation des missions et règles liées à l'organisation et au fonctionnement des collectivités territoriales et au renforcement de la coopération entre elles », a-t-il conclu.

## Certificat de nationalité et casier judiciaire Zeghmati promet des sanctions

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati, a affirmé, jeudi depuis Constantine, que l'Etat infligera des « sanctions sévères » à l'encontre de toute personne qui n'appliquerait pas le décret exécutif promulgué par le Premier ministre fixant les conditions d'exemption de l'exigence de présentation du certificat de nationalité et du casier judiciaire dans les dossiers administratifs.

Présidant la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de la Cour de Constantine dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, M. Zeghmati a déploré le fait que certaines administrations exigeaient encore la présentation du certificat de nationalité et du casier judiciaire, affirmant que l'Etat infligera des sanctions sévères à l'encontre des personnes qui n'appliqueraient pas la loi.

La déclaration du ministre est intervenue lors de l'inauguration du siège de la Cour de Constantine où il a reçu des explications sur la délivrance de plus de 85.000 certificats de nationalité et plus de 97.000 casiers judiciaires durant la période allant de janvier 2020 à janvier 2021.

Le ministre a procédé à l'inauguration du nouveau siège de la

Cour de Constantine qui se trouve à proximité de la route Ain Bey et du centre régional d'archives judiciaires sis au niveau de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli.

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a insisté en outre sur l'importance d'exploiter le parquet électronique (e-nyaba) pour une meilleure prise en charge des plaintes et requêtes envoyées aux parquets de la République au niveau des tribunaux et celui de la Cour de justice, notamment au vu des moyens mobilisés dans ce sens par l'Etat pour rapprocher l'administration du citoyen.

M. Zeghmati a souligné qu'il était question dans le cadre de la nouvelle orientation adoptée par le Gouvernement de « développer l'administration électronique et de promouvoir le secteur de la justice, à travers l'amélioration des services fournis à distance et une meilleure prise en charge des plaintes des citoyens et requêtes envoyées aux parquets de la République au niveau des tribunaux et au parquet de la Cour de justice ».

Selon les explications fournies au ministre, 40 affaires ont été traitées par voie électronique

au niveau de la Cour de justice de Constantine durant la période allant de janvier 2020 à janvier 2021.

Le ministre a insisté, dans ce sens, sur « l'importance de la publicité et de la vulgarisation de l'utilisation du service e-nyaba, à travers les différents médias audiovisuels et écrits ».

Il a estimé, en outre, que ce service « n'est pas dûment exploité dans la wilaya de Constantine », préconisant davantage d'efforts pour mieux communiquer avec le citoyen à travers les médias.

Le ministre de la justice a souligné, en outre, que le taux des jugements rendus par contumace durant la période considérée au niveau de la Cour de justice de Constantine (35%) demeure « important et inacceptable », compte tenu de la nouvelle orientation adoptée par l'Etat portant essentiellement sur l'information du citoyen.

A cet égard, il a annoncé la tenue de réunions périodiques pour revoir les moyens de réduire le nombre des jugements rendus par contumace et leur trouver une solution afin de notifier le citoyen, en utilisant tous les moyens disponibles, « et même la radio s'il est nécessaire », a-t-il affirmé.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

### Le cheval de bataille changé ?

Même si l'Administration américaine semble prendre son temps pour dévoiler tous les

contours de sa nouvelle feuille de route, en matière de politique étrangère, les premières déclarations du nouveau locataire de la Maison Blanche, Joe Biden, tranchent radicalement avec les pratiques de son prédécesseur. Des positions franches qui suspendent plusieurs décisions diplomatiques adoptées sous l'ère Trump ont été clairement annoncées par le président américain, jeudi dernier, lors de son premier discours de politique étrangère. La couleur était en fait révélée depuis la signature d'un décret actant le retour des Etats-Unis dans l'Accord de Paris sur le climat, dès la première heure de son investisseur. Ainsi, parmi les plus importantes décisions figure la fin du soutien américain à la coalition saoudienne au Yémen, où les armes doivent se taire, comme l'a clairement laissé entendre le président américain. Une décision qui implique l'annulation des contrats de vente d'armes sophistiquées, aux Saoudiens notamment, qui étaient sur le point d'entrer en possession de munitions de précision suite à un marché conclu à la fin du mandat de l'ex-président. Une position qui conforte, quelque part, la politique étrangère de l'Algérie, l'un des rares pays arabes à ne pas avoir soutenu la coalition saoudienne, refusant toute participation dans cette guerre au Yémen. C'était très difficile de s'opposer aux Saoudiens qui ont formé, en 2016, cette coalition d'une dizaine de pays arabes (pays du Golfe, ainsi que l'Egypte, le Maroc et le Soudan), mais l'Algérie, qui n'était pas moins gêné de s'opposer au grand frère arabe, avait avancé le prétexte constitutionnel qui n'autorisait pas, anciennement, l'intervention de son armée hors des frontières du pays pour éviter de participer à ce qui est devenue de nos jours la plus grande catastrophe humanitaire du 21<sup>ème</sup> siècle. Cela permet-il d'espérer plus d'at-

tention dans la politique étrangère américaine aux souffrances des peuples ? Il faut attendre pour voir, car

les prétentions envers le Yémen, aussi bonnes soient-elles, ne devraient pas faire oublier que ce pays se trouve dans un Moyen-Orient appelé, en sus des relations avec la Russie, la Chine et les alliés US, à connaître de nouveaux rééquilibres de la politique étrangère américaine, notamment le retour à l'Accord sur le nucléaire iranien, incluant le Yémen dans sa sphère d'influence.

Pour l'Afrique du Nord, les attentes sont focalisées sur le dossier du Sahara Occidental ou sur ce que ferait l'Administration américaine du décret signé par son prédécesseur, reconnaissant la souveraineté du Maroc sur les provinces sahariennes ?

Des voix s'élèvent, d'un peu partout dans le monde, pour demander au Président Joe Biden d'annuler ce décret de la honte, mais le concerné n'y fera aucune allusion dans son discours sur la politique étrangère. Cela veut-il pour autant dire qu'il n'y pense pas ? Pas sûr, car s'il n'en a pas parlé, comme le fait d'avoir fait l'impasse sur la stratégie US face à la Chine et l'Iran, ou encore le problème palestinien, il a affirmé que son pays allait rebâtir ses alliances et faire la promotion de la démocratie et des Droits humains. Avec Trump, Joe Biden et d'autres qui les ont précédés à ce titre,

l'Amérique défendra toujours ses intérêts à travers sa politique étrangère, ce sont seulement les conférences coopératives, ou les voies et moyens qui changent au gré des besoins. Trump a signé le décret reconnaissant la souveraineté du Maroc sur la Sahara Occidental en contrepartie de la normalisation par le Maroc de ses relations avec Israël. Son successeur ne ferait pas autant de la normalisation des relations des pays arabes avec Israël, son cheval de bataille.

**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Rédaction Algéroise**  
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE



# Education Les syndicats contre une réforme «partielle» du bac La réforme du bac qui devait commencer dès l'année 2020 et prendre sa forme finale dès cette année, est un projet qui va connaître probablement un retard en raison de cette crise sanitaire imprévisible.

M. Aziza

C'est ce qu'ont affirmé des syndicats qui préviennent contre toutes réformes partielles que « nous refuserons d'embrasser », nous dira Messaoud Boudiba, porte-parole du Cnapeste.

Selon des informations relayées par des organes de presse et les réseaux sociaux, le ministère de l'Education compte adopter l'évaluation continue à l'examen du «baccalauréat», à partir de l'année prochaine sous la forme d'une fiche de synthèse.

Certains ont affirmé que l'évaluation se fera en deux étapes, à partir de la deuxième année du secondaire, avec la réduction du nombre de jours des épreuves écrites au bac à 3 journées au lieu de 5 actuellement.

Il a été même relayé que le ministère de l'Education a déjà réalisé une étude globale détaillée dans ce sens, en attendant que ce dossier soit validé par le gouvernement. Précisant que son adoption a connu déjà trois années de retard.

Pour Messaoud Boudiba, rien n'est officiel pour l'instant. Et de s'interroger sur les personnes ou les responsables qui sont derrière ces déclarations. Ce qui est pourtant sûr, dit-il, aucune information officielle n'est parvenue aux syndicats. En expliquant que l'ensemble des syndicats de l'éducation ont été destinataires en août dernier d'un avant-projet de réactualisation et de réforme des programmes ainsi que la réforme du baccalauréat.

Les syndicats ont été invités à faire une évaluation, à établir un diagnostic pour soumettre des propositions sur la réforme du système éducatif d'une façon globale et sur la réforme de l'enseignement du secondaire et l'examen du baccalauréat.

Toutes ces questions devaient selon la tutelle être débattues lors des assises nationales qui devaient être organisées par le ministère de l'Education.

Et notre interlocuteur de souligner que « le débat national sur la réforme du système éducatif n'a pas encore eu lieu, en raison de la crise sanitaire imprévisible du coronavirus » et que « les priorités aujourd'hui se situent ailleurs, notamment avec cette conjoncture assez exceptionnelle, je ne pense pas que des assises seront organisées vu la situation actuelle ».

En se montrant catégorique, le porte-parole du Cnapeste a affirmé que son syndicat est contre toute réforme « partielle ».

Et d'insister : « La réforme du bac doit répondre à une stratégie globale du système d'enseignement du secondaire en concertation avec le partenaire social et les enseignants.

Il faut éviter la précipitation ce qui nous éviterait de commettre ou de tomber encore une fois dans les erreurs du passé ».

Zoubir Rouina, président du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CLA), se dit pour la réforme de l'examen du baccalauréat, notamment la réduction du nombre de jours à trois jours au lieu de cinq actuellement.

Mais, dit-il, « tous les changements doivent se faire dans un cadre organisé avec la concertation de tous les acteurs concernés ; on doit poser d'abord un diagnostic précis pour mettre le doigt sur les véritables problèmes ». Et d'affirmer que « la situation sanitaire que connaît le pays et le monde entier d'ailleurs nous a imposé d'autres priorités ».

Pour lui, la réforme de l'examen du baccalauréat est un dossier consistant qui « comprend la réforme du système de l'enseignement du secondaire, l'enseignement technique et le baccalauréat professionnel ». « C'est un dossier qui doit être débattu dans le cadre des assises ou lors d'un débat national avec une analyse détaillée et un diagnostic préalable ». Or, dit notre interlocuteur, cela n'est pas possible aujourd'hui notamment avec cette crise sanitaire.

« Aujourd'hui, il y a beaucoup de pressions pour à la fois terminer le programme et permettre aux élèves une meilleure assimilation des cours, notamment avec le nouveau volume horaire. Personne ne sait combien de temps va durer cette situation.

Les enseignants sont sous pression, avec un volume horaire important pour eux, l'urgent aujourd'hui est le recrutement d'enseignants et d'essayer de tirer profit de cette situation qui nous a imposé le système de groupes avec un nombre d'élèves réduit ne dépassant pas les 22 par séance ». « On doit d'abord analyser ce système qui nous a été imposé par la conjoncture pour le développer ou pour revoir certaines failles, pour aller après vers des analyses plus poussées dans la réforme de l'enseignement du secondaire et la réforme de l'examen du baccalauréat, dans un cadre de concertation nationale », conclut notre interlocuteur.



Raina  
Raïkoum

Belkacem Ahcene Djaballah

## Le poids (et la peur!) des extrémismes

Les vaccins contre la Covid-19 sont (enfin) arrivés et les vaccinations ont (déjà) commencé, un peu partout à travers le pays, selon un calendrier et des modalités précises. Tant mieux ! Seront-ils respectés ? On l'espère. Tout en notant que les multiples mesures gouvernementales de confinement des populations sont (globalement) respectées, on peut dire que la sortie du tunnel n'est pas très loin tout en n'étant pas très proche. Il s'agit seulement de poursuivre, avec détermination et dans la plus grande rigueur sanitaire, sa route et son programme, quel qu'en soit le prix. Un prix économique et social objectivement déjà assez lourd - en plus des pertes humaines, hélas irrattrapables -, difficilement supportable tout particulièrement par les populations les plus démunies et les plus jeunes ; les premières par manque ou rareté de ressources de vie quotidienne décente, les secondes par difficulté d'accès aux lieux et moments de détente, de rencontres et d'exutoires. Déjà qu'en temps normal, ça « ramait » dur ! Globalement, il en est de même à travers le monde, chaque Etat gérant, à sa manière, sa société, ce qui n'est pas une mince affaire ; la crise, comme toute épreuve difficile, révélant au grand jour les particularismes, les paradoxes, les lacunes, les éclairs de génie et les engagements et hélas, les déviations.

Avec à la clé, soit des réussites (rares), soit des échecs rattrapables mais gênants, soit des catastrophes. Avec des pays (plutôt leurs dirigeants souvent confiants, parfois orgueilleux ou prétentieux) lesquels pensant faire front facilement, ont « laissé-faire, laissé-aller » et se sont vus assez vite débordés de malades et de victimes (USA, Brésil, Portugal, Pays scandinaves...).

D'autres, méfiants par nature ou par habitude, ont tout « bloqué » ou « fermé », mais il a fallu faire appel à des mesures et des moyens souvent de pression (Algérie) ou parfois de répression (Chine). Cependant la crise a révélé (plutôt a fait « ressurgir ») deux phénomènes (des « monstres » !) sociétaux dangereux car ils se situent sur le long terme, même en temps de

calme, toute crise (sanitaire ou autre), devenant un alibi supplémentaire pour revenir sur la scène et réoccuper le terrain : le conspironisme et le radicalisme religieux, deux phénomènes qui se rejoignent quelque part de par leur « foi » (sic !) en la seule « nature » humaine (excluant la raison et favorisant les pulsions) et/ou en la seule « puissance divine » (excluant l'argument scientifique, le doute et la critique). Le premier oublieux que tout ou partie du mal est en lui, instille, doucement mais « sûrement », et parfois brutalement le doute sur toute action ou initiative venant des autres en général et des pouvoirs d'Etat en particulier (à l'exemple de Trump qui perdant le pouvoir a fomenté des troubles contre les institutions étatiques qu'il dirigeait encore).

Le second mélange la religion à toutes les sauces, en exploitant le désarroi (le sien et celui des autres) causé par les angoisses, les peurs, les chagrins et la religiosité (à l'exemple de ce qui s'est passé dernièrement chez nous avec une « fetwa », au demeurant se voulant généreuse, non demandée (??) par le corps médical ou la Commission scientifique de suivi déclarant « hallal » les vaccins importés) Donc, deux attitudes qui génèrent, au quotidien, des comportements dangereux : Un populisme fait de refus de se plier aux règles basiques, même les plus simples et les plus élémentaires quand cela ne va pas, hélas, jusqu'à la contestation permanente puis l'opposition violente (à l'exemple de ce qui s'est passé récemment aux Pays-Bas avec des gens refusant le confinement et à Marseille et à Alger avec des supporters (?) de clubs de foot en crise). Un islamisme « soft » qui remet en cause, à travers le poids de la vie communautaire et de l'immixtion des religieux dans presque tous les actes de la vie sociale (décrétés « hallal » ou « haram »), les fondements d'une vie démocratique où la liberté individuelle, avec ses droits et ses responsabilités, ne doit pas être un vain mot. Entre les deux, un pouvoir d'Etat à l'étatisme hésitant, n'arrivant plus ou ne pouvant plus « jongler », en même temps, avec un bâton et avec des carottes.

## Le ministre des Affaires religieuses à Blida «Le Hadj et la Omra ne sont pas à l'ordre du jour»

T. M.

En réponse à une question sur la possibilité d'une reprise des voyages pour le Hadj et la Omra, le ministre des Affaires religieuses et des waqfs, M. Youcef Belmahdi, a déclaré que cette possibilité n'est pas à l'ordre du jour puisque l'Algérie n'a pas encore rouvert ses frontières : « nous nous focalisons actuellement sur la préservation de la santé des citoyens », a-t-il précisé. Belmahdi a fait cette déclaration lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite, jeudi, à la wilaya de Blida où il a procédé à l'inauguration de cinq nouvelles mosquées d'une capacité comprise respectivement entre 1500 et 4000 fidèles chacune. Continuant sur sa lancée, le

ministre a précisé : « qu'en maintenant ses frontières fermées par mesure sanitaire, l'Algérie évite une contamination par les nouvelles variantes du covid19 et donne l'exemple aux autres pays pour faire la même chose ».

Abordant la question du vaccin anti-covid19, Belmahdi a fait état d'une « campagne incitant les citoyens à boycotter le vaccin » par le biais de « certaines voix qui se sont élevées pour faire échouer la campagne de vaccination contre le covid19 : « la stabilité de l'Algérie dérange », affirma-t-il. Il précisa que ce n'est pas la commission de la fetwa qui a décidé de la fiabilité du vaccin, ce ne sont pas ses prérogatives, mais elle a accompagné les scientifiques dans cette démarche. « Nous tenons à rap-

peler que la vaccination est nécessaire mais que cela ne veut pas dire la fin de la contamination », précise-t-il, avant d'appeler au maintien des mesures préventives qui ont démontré leur efficacité. Concernant la réouverture totale des mosquées, le ministre des affaires religieuses estime que cela dépend de l'évolution de la situation sanitaire du pays et du respect des mesures de prévention par les citoyens.

A la fin de sa visite, le ministre a tenu à rendre un grand hommage aux deux femmes qui ont réalisé, chacune, une mosquée dans la wilaya de Blida qui en compte actuellement 346. Un centre culturel islamique a également été inauguré à Béni Méred par le ministre.



## Huit personnes sauvées au large de Kristel Un mort suite au chavirement d'une embarcation de harraga

Une personne est morte et 8 huit autres ont été sauvées suite au chavirement, jeudi à l'aube, d'une embarcation à son bord des candidats à l'émigration clandestine, a-t-on appris auprès des services de la protection civile. Les éléments de la protection civile sont intervenus près du port de Kristel dans la commune de Gdyl (à l'est d'Oran), dans un accident de chavirement d'un bateau à son bord des émigrés clandestins et sont parvenus à sauver et à secourir huit (8) personnes, a-t-on indiqué. Les personnes secourues sont toutes de sexe masculin dont l'âge varie entre 24 et 37 ans et se por-

tent bien à l'exception d'un souffrant d'hypothermie qui a été transféré à la polyclinique de la commune de Gdyl, a-t-on fait savoir. Dans la même opération, le corps d'un homme âgé de 35 ans a été repêché et déposé à la morgue de l'hôpital d'El Mohgoun (Arzew). L'opération, menée en coordination avec les garde-côtes, a été supervisée par le directeur de wilaya de la protection civile d'Oran, le colonel Mahfoudh Souiki, a-t-on souligné. Les services de la protection civile ont mobilisé pour cette opération une équipe spécialisée en plongée, a-t-on ajouté, signalant que l'opération de recherche se poursuit.

## 4,5 kg de cocaïne saisis à Oran

Rachid Boutlélis

Une quantité estimée à 4,5 kg de cocaïne a été saisie par les enquêteurs de la BRI, relevant de la Sûreté de wilaya, en fin de semaine, dans une habitation à Fernandville, à l'est d'Oran, apprend-on de sources sécuritaires. Agissant sur la base de renseignements, les enquêteurs ont exercé durant plusieurs jours une étroite surveillance, ponctuée par des filatures, sur un individu suspecté

d'être une «mule», chargé de réceptionner et de convoier la drogue dure, qui aurait été ramenée d'Espagne par voie de mer. Nos sources indiquent encore que 25 personnes qui seraient présumées impliquées dans ce réseau de trafic de drogue, ont été interpellées, lors de plusieurs opérations distinctes, ayant ciblé différents quartiers d'Oran. L'enquête se poursuit toujours pour tenter de déterminer les tenants et aboutissants de cette affaire.

## Sidi Bel Abbès Deux jeunes retrouvés morts dans un véhicule

Deux corps sans vie ont été découverts, jeudi, à l'intérieur d'un véhicule stationné dans un garage à Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de la cellule d'information et de communication des services de la protection civile de la wilaya. Les deux cadavres ont été retrouvés dans un véhicule stationné au garage d'un immeuble à la cité 210 logements de hai Sidi Djilal. Le vé-

hicule était en état de marche avec son chauffage allumé au moment de la découverte, a-t-on indiqué. La même source a fait savoir que les corps des victimes âgés d'une trentaine d'années ont été transférés à la morgue du CHU «Abdelkader Hassani» de Sidi Bel-Abbès. Les services concernés ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cette affaire.

## Poste de membre non permanent au Conseil de sécurité L'UA approuve la candidature de l'Algérie

L'Union africaine (UA) a approuvé, jeudi, la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025, a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. «Les travaux de la 38e session du Conseil exécutif de l'UA ont été clôturés par la validation de la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025", a tweeté jeudi soir M. Boukadoum. Le Conseil exécutif a mis l'accent sur «l'impératif attachement aux principes fondateurs de l'UA», a ajouté M. Boukadoum dans son tweet. Dans son intervention lors des travaux du Conseil exécutif de

l'UA, M. Boukadoum a affirmé que «l'Algérie, fermement vaincue du principe de solidarité et du partage équitable des charges et soucieuse de la concrétisation des objectifs du continent africain, sur tous les plans, tient à s'acquitter, à temps, de ses contributions financières au budget de l'UA et au Fonds pour la paix», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette session a été consacrée à l'examen d'une série de rapports, dont celui relatif à la mise en œuvre de la stratégie continentale commune de lutte contre la Covid-19, et d'exposés sur les activités de différents organes de l'UA au titre de l'exercice écoulé.

## SNTF Un plan stratégique de développement annoncé

M. Mehdi

La Société nationale de Transport ferroviaire (SNTF) s'est dotée d'un « plan stratégique de développement de l'entreprise » s'étendant sur deux « périodes : 2021 – 2025 et 2025 – 2030 ». Le Conseil de direction de l'Entreprise (CDE) s'est réuni, jeudi dernier, au siège de la direction générale, pour la « présentation du rapport stratégique de développement », selon un communiqué de la SNTF publié sur sa page 'Facebook'. L'objectif de la réunion était « d'informer tous les cadres concernés sur le contenu et les axes du plan, afin que chaque structure puisse développer son plan d'action dans le cadre des objectifs stratégiques communs de l'entreprise », indique la même source. Ont pris

part à la réunion, qui s'est déroulée en visioconférence, le directeur général de la SNTF, Karim Ayache, ainsi que « les cadres centraux, les responsables des filiales, les directeurs des régions ferroviaires et les directeurs des différentes unités de l'entreprise ». Le rapport présenté jeudi « reprend les actions stratégiques qui seront mises en œuvre par chaque structure de l'entreprise », a indiqué le DG de la SNTF, cité dans le communiqué. Selon le document, la SNTF prévoit de mener un « diagnostic rationnel, fidèle et sans complaisance » au sein de l'entreprise « dans un esprit constructif, afin de définir les faiblesses et les défis, et mettre en place les actions à engager pour améliorer la gestion et les performances » de la société. Sur le contenu du « plan

stratégique », il s'articule, ajoute le document, sur deux volets. Le premier volet concerne « le diagnostic stratégique de l'organisation, de la politique commerciale, de la politique d'investissement dans le matériel roulant et l'infrastructure ferroviaire et enfin, l'évolution des indicateurs financiers de rentabilité et de solvabilité ». Alors que le second volet concerne « les actions stratégiques à mener pour rationaliser l'organisation et la gestion, améliorer le service ferroviaire, et assurer une transition énergétique pour satisfaire les exigences en matière d'environnement ». Le Conseil de direction de la SNTF « se réunira périodiquement pour suivre l'évolution de la mise en œuvre du plan stratégique », a déclaré le DG de la société.

## Affaire du guide français Hervé Gourdel Le procès renvoyé au 18 février

Le procès des accusés dans l'assassinat du ressortissant et guide de montagne français Hervé Gourdel, tué en septembre 2014, a été renvoyé jeudi par le Tribunal de Dar El Beida (Est d'Alger) au 18 février en cours. Hervé Gourdel (55 ans), alpiniste, avait été enlevé par un groupe terroriste le 21 septembre à Tizi-Ouzou avant d'être assassiné le 24 du même mois. Le guide de montagne et touriste français s'était rendu dans le massif montagneux du Djurdjura pour y effectuer de l'alpinisme. Il y avait été enlevé le 21 septembre 2014, de nuit, près du village d'Ait Ouabane dans la Commune d'Akbil, par le groupe dénom-

mé «Jound Al-Khilafa («les soldats du califat»). Il se trouvait à bord d'une voiture, en compagnie d'amis algériens qui ont été libérés par les ravisseurs. Trois jours plus tard (le 24 septembre), Hervé Gourdel avait été décapité. La dépouille d'Hervé Gourdel avait été retrouvée et rapatriée en France en janvier 2015. Le groupe terroriste (Jound Al-Khilafa) en avait revendiqué l'acte en «représailles à l'engagement de la France aux côtés des Etats-Unis dans les frappes» contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Irak. Dès la décapitation de l'otage français, les forces de l'ANP avaient lancé 3.000 soldats sur les traces du groupe ter-

roriste et effectué un ratissage dans la zone, théâtre de l'assassinat, ainsi que dans les alentours. Les recherches entreprises pendant plus de trois mois avaient permis de retrouver, puis de mettre hors d'état de nuire, les trois terroristes impliqués dans l'assassinat du touriste français. Il s'agit de Laâredj Ayoub, éliminé le 9 octobre 2014, de Belhout Ahmed, tué le 14 novembre et de Abdelmalek Gouri, abattu le 22 décembre de la même année. A la tête de ce groupe terroriste, Abdelmalek Gouri avait revendiqué être l'auteur du rapt et de la décapitation de Gourdel. Il avait été éliminé dans la région des Issers.

## Des protestataires ferment la route Bejaia-Sétif

Des demandeurs de logements sociaux dont les noms n'ont pas figuré dans une liste d'attribution rendue publique par l'Assemblée populaire communale (APC) de Taskriout, à 55 km à l'est de Bejaia, ont obstrué vendredi un tronçon de la RN.09, alors que le président de ladite commune affirme que la liste des bénéficiaires a été "soigneusement et minutieusement" établie. Les contestataires de la liste affichée il y a quelques jours, ont procédé à l'obstruction d'un tronçon de la RN.09 reliant Bejaia à Sétif, imposant de furieux désagréments aux usagers, a-t-on appris de la municipalité. Les manifestants ont jonché la chaussée d'objets hétéroclites, empêchant tout trafic sur la voie où passent quotidiennement plus de 30.000

véhicules, accablée de surcroît par la paralysie de l'entrée et sortie du tunnel de Kherrata, avoisinant. Sa fermeture jeudi en fin de journée, par les manifestants à la tombée de la nuit, a pris au dépourvu des centaines d'automobilistes et suscitée un grand mouvement de panique et de colère, selon la même source. Cette montée au créneau est venue en réaction à l'affichage d'une liste de 40 attributaires de logements sociaux, qui a mécontenté une partie des demandeurs, dont le nombre est estimé à 854 sujets. Sitôt, la liste des bénéficiaires rendue publique, un mouvement de contestation s'est mis en place. Pourtant, le président de l'APC, Madjid Boudjit, affirme que cette liste a été "soigneusement et

minutieusement préparée". Elle a été arrêtée au bout d'une année de travail et de sortie sur le terrain de la commission du logement, composée notamment du chef de daïra, du président de l'APC, du directeur de l'OPGI de Kherrata et du représentant des moudjahidines, a-t-il expliqué. Et d'ajouter: "le choix a été fait en toute connaissance de cause et n'a pris en considération que les plus méritant". "On ne peut pas faire plus", a-t-il relevé, notant que c'est la foison des demandes de logements qui a été à l'origine de cette colère, espérant toutefois en absorber une partie avec le lancement imminent de deux programmes sociaux (formule LPA), respectivement de 40 et 50 logements. En milieu de journée, la route restait encore fermée.

## Coronavirus : 248 nouveaux cas et 5 décès enregistrés

Deux cent quarante-huit (248) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 194 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé vendredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 108629, dont 248 nou-

veaux cas les dernières 24 heures, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2909 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 74330, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 23 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 19 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 6

autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



Yémen

## Biden annonce la fin du soutien à la coalition saoudienne



Joe Biden a mis fin jeudi au soutien américain à la coalition saoudienne au Yémen et gelé le retrait des troupes américaines en Allemagne, tout en amorçant un changement de ton à l'égard de la Russie, en rupture avec la diplomatie de Donald Trump. "Nous renforçons nos efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre au Yémen", "qui a créé une catastrophe humanitaire et stratégique", a déclaré le président des Etats-Unis dans son premier discours de politique étrangère, au département d'Etat. "Cette guerre doit cesser", a-t-il martelé, confirmant la nomination d'un diplomate chevronné, Timothy Lenderking, comme émissaire pour le Yémen. "Et pour souligner notre détermination, nous mettons fin à tout soutien américain aux opérations offensives dans la guerre au Yémen, y compris aux ventes d'armes." Concrètement, Washington va annuler la vente controversée à Ryad de "munitions de précision" décidée à la fin du mandat de l'ex-président républicain, qui a toujours soutenu, envers et contre tout, le royaume saoudien, pilier avec Israël de sa politique anti-Iran. Remettre en cause ce soutien à l'Arabie saoudite, c'est donc bousculer les équilibres des alliances régionales et redessiner la stratégie des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Ryad dirige une coalition militaire accusée de nombreuses bavures envers les civils dans son intervention auprès du gouvernement yéménite contre les rebelles Houthis, appuyés par l'Iran. Sans mentionner la fin du soutien américain à la coalition conduite par l'Arabie, l'agence d'Etat saoudienne a indiqué jeudi que Ryad réaffirmait son soutien à "une solution politique globale" au Yémen et se félicitait "que les Etats-Unis soulignent l'importance des efforts diplomatiques" pour résoudre la crise.

### SILENCIEUX SUR L'IRAN

Les Houthis ont eux salué l'arrêt de l'implication américaine. "Nous espérons que ce sera le début d'une décision visant à mettre fin à la guerre au Yémen", a déclaré à l'AFP Hamid Assem, responsable politique des insurgés à Sanaa. Cette décision pourrait aussi être interprétée comme un geste de bonne volonté par l'Iran, qui s'apprête à en-

trer dans des tractations complexes avec Washington pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien dont Donald Trump avait claqué la porte. "Les Etats-Unis sont-ils prêts à réduire les centaines de milliards de dollars d'armes qu'ils vendent dans notre région? Sont-ils prêts à mettre fin au massacre d'enfants au Yémen?", avait interrogé en début de semaine le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif sur CNN International. Bien que le retour dans l'accord de 2015 soit considéré comme une "priorité cruciale" par la Maison Blanche, Joe Biden ne l'a pas évoqué dans son discours. Le 46e président des Etats-Unis a par ailleurs confirmé qu'il allait "stopper" le retrait partiel des troupes américaines d'Allemagne, le temps d'un "réexamen global de la posture" des forces déployées à l'étranger confié au ministre de la Défense Lloyd Austin.

### «LA DIPLOMATIE EST DE RETOUR»

Donald Trump avait annoncé en juin vouloir diminuer grandement, à 25.000 soldats, les forces américaines en Allemagne. Cette décision avait suscité des remous au sein de la classe politique américaine ainsi qu'en Europe, où les alliés de Washington, Berlin en particulier, ont été malmenés pendant les quatre années de mandat du milliardaire new-yorkais. "L'Amérique est de retour, la diplomatie est de retour", a martelé Joe Biden. "Nous allons rebâtir nos alliances". Il a défendu les valeurs classiques de la diplomatie américaine -- promotion de la démocratie et des droits humains -- délaissées selon lui par Donald Trump. Et pour illustrer ce "retour" du "leadership moral" sur la scène internationale, il a annoncé que les Etats-Unis accueilleraient dès l'an prochain 125.000 réfugiés dans le cadre du programme de réinstallation, soit une multiplication par huit par rapport aux 15.000 acceptés cette année, un plus bas historique. Le président Biden a enfin affiché sa détermination à contrer la Chine et la Russie, accusant son prédécesseur d'avoir été faible notamment à l'égard du président russe Vladimir Poutine. Les Etats-Unis doivent "être au rendez-vous face à l'avancée de l'autoritarisme, en particulier les ambitions croissantes de la Chine et la volonté de la Russie d'affaiblir notre démocratie", a-t-il lancé. "J'ai clairement dit au président Poutine, d'une façon très différente de mon prédécesseur, que le temps où les Etats-Unis se soumettaient face aux actes agressifs de la Russie (...) était révolu", a-t-il ajouté. Il est toutefois resté silencieux sur les mesures concrètes promises par son conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan pour faire "rendre des comptes" à Moscou. Et n'a quasiment rien dit de sa stratégie face à Pékin, pourtant unanimement considéré comme l'adversaire stratégique numéro un de la première puissance mondiale.

Tunisie

## Le président opposé à l'entrée en fonction des nouveaux ministres



Le président tunisien Kais Saïed a exprimé mercredi son opposition à l'entrée en fonction de 11 nouveaux ministres du gouvernement de Hichem Mechichi, signe de l'aggravation de la crise politique paralysant le pays. Le 16 janvier, M. Mechichi a procédé à un remaniement affectant 11 ministères dont ceux de l'Intérieur, de la Justice et de la Santé. Après un vote de confiance le 27 janvier en leur faveur, les nouveaux ministres devaient prêter serment au palais présidentiel avant de prendre leur fonction. Mais la cérémonie n'a toujours pas eu lieu. M. Saïed avait critiqué le remaniement, regrettant de ne pas avoir été consulté et accusant certains ministres d'être soupçonnés de corruption. Il a aussi fustigé la procédure employée,

pas constitutionnelle selon lui. Rien dans les textes n'oblige le gouvernement à obtenir l'approbation du Parlement pour un remaniement. En revanche le remaniement doit être accompagné d'une délibération du Conseil des ministres, comme le stipule la Constitution, une procédure qui n'a pas été respectée selon M. Saïed. "Je ne reculerai pas devant mes principes. J'ai juré devant Dieu en mettant ma main sur le Coran de respecter la Constitution", a-t-il déclaré mercredi devant Nouredine Taboubi, secrétaire générale de la puissante syndicale l'UGTT.

"Je ne serai jamais (au service NDLR) de quiconque qui cherche à renverser l'Etat", a poursuivi ce spécialiste du droit constitutionnel. Ce bras de fer entre le président,

un indépendant, et les principaux partis au Parlement -le mouvement d'inspiration islamiste Ennahdha et les libéraux de Qalb Tounès, favorables au nouveau gouvernement-, intervient alors que le pays est touché de plein fouet par la pandémie de coronavirus et ses retombées sociales. L'UGTT a mis en garde contre "l'exacerbation de la crise politique à un point qui menace l'entité de l'Etat". Cette crise porte atteinte à la "crédibilité de la Tunisie à l'étranger" et risque d'aggraver les difficultés sociales, a averti le syndicat dans un communiqué. La Tunisie, qui dépend de bailleurs de fonds, n'a pas encore bouclé son budget 2021, et pourrait faire face à un nouveau recul historique du PIB en 2021, avec -9% attendu selon la Banque mondiale.

## Trump ne témoignera pas dans le cadre de son procès au Sénat



Donald Trump ne témoignera pas dans le cadre de son procès au Sénat, a annoncé jeudi un de ses conseillers, déclinant une invitation formulée par l'élue démocrate qui mène l'accusation dans ce dossier. L'ancien "président ne témoignera pas dans une procédure contraire à la Constitution", a déclaré à l'AFP Jason Miller.

Le milliardaire républicain sera jugé à partir de mardi pour "incitation à l'insurrection" dans le cadre de la procédure de destitution qui, selon sa défense, ne peut s'appliquer qu'à un président en exercice. Le démocrate Jamie Raskin, qui jouera le rôle de procureur lors des audiences, a estimé dans un communiqué que le refus de Donald Trump de témoigner "en disait long" et établissait "de toute évidence une conclusion défavorable appuyant sa culpabilité". M.

Raskin l'avait invité à "témoigner sous serment avant ou pendant le procès à propos de sa conduite le 6 janvier", jour où ses partisans ont attaqué le Capitole. "Nous proposons que votre témoignage, qui comprendra bien sûr un contre-interrogatoire, ait lieu entre le lundi 8 et le jeudi 11 février", lui avait écrit l'élue de la Chambre des représentants. "Si vous déclinez cette invitation, nous nous réservons tous les droits, y compris celui d'arguer lors du procès que votre refus de témoigner pèse lourdement contre vous", avait ajouté M. Raskin. Les avocats de l'ancien président avaient immédiatement dénoncé un "coup de communication" dans une procédure selon eux "anticonstitutionnelle". "Cela confirme ce que tout le monde sait: vous ne pouvez pas prouver vos accusations contre le 45e pré-

sident des Etats-Unis, qui est redevenu un simple citoyen", ont-ils répondu à M. Raskin dans un courrier mis en ligne par plusieurs médias. L'ancien président républicain est accusé d'avoir encouragé ses partisans à se lancer à l'assaut du Capitole, au moment où les élus certifiaient la victoire de Joe Biden à la présidentielle. Juste avant l'attaque, il s'était adressé à une foule de manifestants réunis à Washington pour contester sa défaite. "Vous ne reprendrez jamais notre pays en étant faibles. Vous devez montrer de la force", leur avait-il lancé. Une semaine plus tard, la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates, l'a mis en accusation et Donald Trump est devenu le premier président de l'Histoire des Etats-Unis à subir à deux reprises l'infamie d'un "impeachment".



## Algérie/France - France/Algérie, une contribution de l'Association Josette et Maurice Audin

### Les pistes

- Dire et partager la vérité sur la colonisation de l'Algérie par la France et les atrocités et injustices commises par celle-ci sur le peuple algérien.
- Ouvrir toutes les archives relatives à la colonisation et la guerre d'Algérie/guerre d'indépendance algérienne.
- Continuer à établir la vérité sur les conditions de l'assassinat de Maurice Audin et la disparition de milliers d'Algériens et de Français de cette guerre.
- Soutenir politiquement et financièrement toutes les initiatives citoyennes de solidarité et d'amitié entre les peuples français et algérien.

L'Association Josette et Maurice Audin, créée en 2004 à l'initiative du mathématicien Gérard Tronel (ancien membre du Comité Audin 1957-1962), s'est donné comme objectifs d'établir la vérité sur les circonstances de l'assassinat de Maurice Audin par des militaires français et sur le lieu où sa dépouille a été enterrée; d'établir la vérité sur la disparition de milliers d'Algériens et de Français pendant la guerre; dénoncer l'utilisation de la torture comme système de terreur à l'égard de la population algérienne et plus largement combattre l'utilisation de la torture contre les peuples dans le monde entier; agir pour la défense des mathématiciens victimes de persécutions et de répression dans le monde entier; renforcer les liens d'amitiés et de solidarité entre les peuples algérien et français, en particulier avec le Prix Maurice Audin de mathématiciens.

### L'AFFAIRE MAURICE AUDIN

Le combat de Josette Audin et de ses enfants, de leurs avocats, de médias, de mathématiciens, d'élus, de militants politiques et associatifs a permis que le 13 septembre 2018, le président de la République Emmanuel Macron reconnaisse la responsabilité de l'État français dans l'assassinat de Maurice Audin et dans la mise en place d'un système d'arrestations, de tortures et d'assassinats, soutenu par l'ensemble des pouvoirs publics à l'encontre des militants de l'indépendance algérienne.

En 2019, un cénotaphe (monument funéraire ne renfermant pas de dépouille) a été inauguré au cimetière parisien du Père-Lachaise, cimetière où les cendres de Josette Audin, disparue début 2019, ont été répandues. Un représentant de l'ambassade d'Algérie en France assistait à cette inauguration. Ce cénotaphe, qui est le seul monument en France dédié à un combattant de l'indépendance algérienne, a donc acquis une position symbolique importante.

Depuis, chaque année, le 11 juin, date anniversaire de l'enlèvement de Maurice Audin, un rassemblement est organisé autour de la famille, des militants de l'Association, des élus locaux, des parlementaires, des mathématiciens, des historiens, des journalistes.

> Le 11 juin 2021 et les 11 juin suivants, il serait bien que la République française soit représentée au plus haut niveau de son exécutif à cette cérémonie anniversaire.

> Un nouvel appel à l'ouverture d'archives privées et de collecte de témoignages doit être lancé afin de continuer à rechercher des éléments à propos de l'assassinat de Maurice Audin et du lieu où il a été enterré.

### LES DISPARUS

La question des personnes «disparues» comme Maurice Audin entre les mains des forces de l'ordre françaises durant la guerre d'indépendance algérienne est une préoccupation majeure de l'AJMA.

Celle-ci soutient depuis son lancement en

**Alors que le rapport de l'historien Benjamin Stora fait couler beaucoup d'encre et suscite des réactions contrastées, l'Association Josette et Maurice Audin poursuit ses actions de rapprochement entre la France et l'Algérie, pour la vérité et pour la justice. Et met en débat ses suggestions.**

septembre 2018 le travail de recherche mené sur le site [www.1000autres.org](http://www.1000autres.org), qui fait appel à témoignages sur le sort d'un gros millier de personnes victimes de disparition forcée, restées anonymes depuis leur enlèvement par l'armée française à Alger en 1957. Il a reçu des centaines de témoignages qui lui ont permis à ce jour d'identifier 320 disparus définitifs, morts sous la torture ou d'exécution sommaire, leurs corps restant introuvables.

Le 20 septembre 2019, l'AJMA a coorganisé à l'Assemblée nationale une riche journée d'étude impliquant des historiens, des archivistes et des juristes, consacrée à cette question. L'intégralité des communications et débats a été diffusée en ligne. Au cours de cette journée, le projet d'un recours devant le Conseil d'État pour obtenir la levée de l'entrave à l'accès à certaines archives concernant les disparitions, recours déposé depuis, avait été débattu et formulé.

> La recherche de ces «disparus» doit être menée beaucoup plus activement qu'elle ne l'a été depuis 1962. Un bilan de l'activité du groupe de travail dédié depuis 2012 à cette recherche doit être rendu public. Une véritable campagne d'appel au versement dans les centres d'archives publics des archives privées des acteurs de l'époque doit être menée. L'Association contribuera pour sa part à des initiatives et rencontres en Algérie avec des proches et descendants de disparus.

> Soutenir l'idée avancée par Benjamin Stora de reconnaissance de l'assassinat d'Ali Boumendjel [avocat, ami de René Capitant, compagnon du général de Gaulle, défenestré par l'officier français; Paul Aussaresses, en mars 1957, meurtre avoué par le bureau dans ses Mémoires]. Cette reconnaissance marquerait un pas supplémentaire dans le fait de regarder en face ce passé colonial, comme une suite de la déclaration Audin, en souhaitant que tous les proches et descendants des victimes de la disparition forcée, de la torture et des exécutions sommaires reçoivent aussi cette réparation symbolique qu'elles attendent du crime dont elles ont été victimes. Le site [www.1000autres.org](http://www.1000autres.org) fournit la preuve de l'importance de cette question des disparus.

> L'État français et l'État algérien doivent coopérer et mettre en place des moyens afin de recueillir des informations pour identifier les tombes et fosses communes, ainsi que des moyens pour l'identification des corps.

### LES ARCHIVES

Bien qu'une communication «de plein droit» découle de la loi en vigueur pour les archives de plus de 50 ans, une instruction interministérielle (IGI) rend obligatoire une procédure de déclassification préalable pour tous les documents classifiés depuis... 1934 !

L'effet immédiat de ce texte est d'interrompre brutalement des centaines de travaux de recherche, dont des thèses de doctorat, dans les archives publiques ayant trait à la vie publique de notre pays. Ce sont des décennies couvrant des périodes aussi sensibles que la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide et les conflits coloniaux ou encore Mai 68, qui sont désormais soumises au bon vouloir et aux faibles moyens humains des administrations, ainsi qu'aux longs délais d'échanges entre les services versants et les centres d'archives alors que la loi de 2008 les rend en principe librement communicables jusqu'en 1970.

Cette IGI asservit la liberté de la recherche et porte une atteinte irrémédiable à ce travail sans quoi il n'existe pas de République démocratique : le respect de la loi. Avec l'IGI-1300, un texte réglementaire se substitue à la loi et va à l'encontre d'un principe fondamental de notre droit intégré à la Constitution «Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas» (art. 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, 1789).

Elle contrarie considérablement la réalisation de la promesse du président de la République lors de sa visite à Josette Audin d'une plus grande ouverture des archives de la guerre d'Algérie, notamment concernant les disparus. «Aussi, le travail de mémoire ne s'achève-t-il pas avec cette déclaration. Cette reconnaissance vise notamment à encourager le travail historique sur tous les disparus de la guerre d'Algérie, français et algériens, civils et militaires. Une dérogation générale, dont les contours seront précisés par arrêtés ministériels après identification des sources disponibles, ouvrira à la libre consultation tous les fonds d'archives de l'État qui concernent ce sujet» (Déclaration du président de la République le 13 septembre 2018).

Cette situation soulève une vive protestation d'historiens, français et étrangers, d'archivistes et de citoyens.

> L'Instruction interministérielle doit être annulée, et l'accès aux archives être soumis à la loi de 2008. Des directives du Premier ministre et de la ministre de la Culture doivent être données à l'ensemble des administrations détentrices des archives.

> La dérogation générale annoncée par le président de la République le 13 septembre 2018 doit être prise sans tarder

> La venue en France de chercheurs algériens pour consulter les archives françaises doit être facilitée.

> Le guide des disparus de la guerre d'Algérie doit être complété, remanié notamment en ce qui concerne la période couverte ainsi que sur la nature des disparitions, par exemple les cotes d'archives non encore communicables et indiquées dans le guide doivent être rendues communicables par un arrêté de dérogation générale. Le travail du site [www.1000autres.org](http://www.1000autres.org) doit être reconnu et aidé par les autorités publiques et une collaboration doit être introduite entre ce site et les équipes des Archives nationales qui ont commencé à établir un Guide des disparus.

### LES ANTICOLONIALISTES EN FRANCE

Benjamin Stora: «Ces anticolonialistes, intellectuels et militants surtout, sont encore peu connus en France et en Algérie... De Louise Michel à Jean Jaurès, d'André Breton à François Mauriac, d'Edgar Morin à Emilie Busquant, la femme de Messali Hadj, ou de Pierre Vidal-Naquet à Gisèle Halimi, les noms et les trajectoires de ceux qui ont refusé le système colonial doivent être portés à la connaissance des jeunes générations, pour que l'on sorte des mémoires séparées, communautarisées».

> Promouvoir cette histoire, qui au-delà des noms connus est celle des «soldats du refus», des éditeurs, des journalistes, des militants politiques ou des manifestants...

### LE PRIX DE MATHÉMATIQUES MAURICE AUDIN

En 2004, à l'initiative du mathématicien Gérard Tronel et de l'Association Maurice Audin, un prix de mathématiques Maurice Audin a été créé reprenant ainsi l'initiative lancée en 1958 par le mathématicien Laurent Schwartz, président du Comité Audin.

La particularité de ce prix de mathématiques est qu'il est attribué (d'abord chaque année et maintenant tous les deux ans) à deux mathématiciens: un algérien et un français.

Il est d'une grande valeur scientifique car le jury est composé de mathématiciens de renom, algériens et français, certains titulaires de la célèbre médaille Fields (Pierre-Louis Lions, Wendelin Werner, Cédric Villani, Ngô Bô Châu). Afin que les lauréats puissent présenter leurs travaux à leurs collègues, ils reçoivent une somme d'argent couvrant les frais de déplacement. Il est soutenu en Algérie par la direction générale de la recherche scientifique et le ministre chargé de la Recherche scientifique; en France, par l'Institut Henri Poincaré et les sociétés de mathématiques. Ce prix est l'expression d'une volonté de coopération scientifique entre mathématiciens algériens et français.

> Cette initiative inscrite dans la durée mérite d'être mieux connue et valorisée. Des moyens financiers durables [ministère des Affaires Étrangères, ministère de l'Enseignement supérieur...] doivent venir appuyer l'initiative et permettre ainsi de la pérenniser.

> Les chaires de mathématiques Maurice Audin dans les deux pays doivent également être mieux connues et encouragées.

### ÉCHANGES ET LIENS D'AMITIÉS

Un rapprochement des peuples algérien et français passe par des échanges, échanges réguliers et soutenus dans de nombreux domaines : culturel, scientifique, sportif, associatif. L'accueil réciproque des chercheurs doit être organisé et amplifié.

> Revoir la politique des visas afin de faciliter ces échanges.

> Contribuer à la production d'événements ou de documents, notamment audiovisuels, permettant de faire connaître largement cette histoire et ses enjeux, en particulier aux jeunes. L'association soutient d'ores et déjà plusieurs projets en ce sens.

Le 4 février 2021

L'Association Josette et Maurice Audin communique cette contribution au président de la République ainsi qu'aux ministres en charge des différents sujets : ministre de la Culture, ministre de l'Enseignement supérieur, ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Intérieur.

Ce document est également adressé à l'ambassadeur d'Algérie en France, ainsi qu'à l'ambassadeur de France en Algérie, ainsi qu'à l'ensemble des médias, français et algériens.

Lorsque la situation sanitaire le permettra, l'Association organisera des rencontres en Algérie avec des proches et descendants de disparus.

Association Josette et Maurice Audin  
c/o Ligue des Droits de l'homme, 138 rue Marcadet, 75018 Paris.  
[contact@association-audin.fr](mailto:contact@association-audin.fr)  
[www.association-audin.fr](http://www.association-audin.fr)  
[@asso\\_audin](https://twitter.com/asso_audin)

## AÏN DEFLA

## 1.500 cas de cancer pris en charge en cinq ans

Au total, 1.500 cas de pathologies cancéreuses ont été pris en charge à Aïn Defla depuis l'année 2016 à ce jour, a-t-on appris jeudi du responsable du service oncologie de l'Etablissement public hospitalier (EPH) du chef-lieu de wilaya, lequel fait état d'une tendance «haussière» de la maladie. «Depuis son inauguration en 2016, le service d'oncologie de l'EPH de Aïn Defla a pris en charge 1.500 cas de pathologies cancéreuses nécessitant une chimiothérapie, un bilan qui ne cesse de s'alourdir d'année en année», a précisé à l'APS son responsable, le médecin en chef Dr Abada Mohamed, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le cancer célébrée le 4 février de chaque année. Faisant état de 80 cas de cancer pris en charge par cette structure à son inauguration, le spécialiste a noté que ce chiffre a plus que quintuplé en l'espace de 5 années, passant à 423 en 2020. «Le nombre de malades cancéreux pris en charge par notre service en 2016, lequel ne dépassait pas les 80, est passé à 423 l'année dernière, soit plus du quintuple, un indice on ne peut plus révélateur sur la tendan-

ce haussière de la maladie», a-t-il observé. Se référant aux statistiques établies par son service, il a noté que s'agissant de la femme, le cancer du sein occupe la première place (20% des pathologies traitées) alors que chez l'homme, la prostate et les poumons arrivent en tête des organes touchés. «En sus du régime alimentaire adopté (particulièrement riche en sucre et en gras), cette progression est liée à des facteurs de risque identifiés tels le tabac, l'alcool, les polluants industriels reconnus cancérigènes, l'obésité, la sédentarité ainsi que l'exposition prolongée au soleil», a-t-il détaillé.

S'attardant sur le cancer du sein, il s'est réjoui que la chirurgie et la chimiothérapie y afférentes soient assurées à 100% par le service d'oncologie de Aïn Defla grâce, a-t-il expliqué, à la «conjugaison» des efforts des cinq chirurgiens y exerçant. Pour ce qui est des autres types de cancer, notamment digestif (colon et estomac) et gynécologique (ovaire et col de l'utérus) nécessitant une chirurgie, il a fait savoir que leur prise en charge est effectuée au niveau du Centre anti-cancer (CAC) de Blida avec lequel le service d'onco-

logie de Aïn Defla travaille en collaboration. «Les autorités locales nous ont fait part de leur disposition à nous aider pour le transport de nos malades à Blida», a-t-il signalé. Outre Aïn Defla, la structure comptant huit oncologues et treize agents paramédicaux reçoit des malades des wilayas de Chlef, Tissemsilt et Relizane, faisant état d'une patiente envoyée par le secteur sanitaire de Timimoun. Observant que l'Algérie enregistre chaque année 60.000 nouveaux cas de cancer, le directeur de la santé et de la population de Aïn Defla, le Dr Hadj Sadok Zoheir, a, pour sa part, noté que le danger réside dans le fait que l'avènement de la Covid-19 est susceptible «d'éclipser» le cancer, «une redoutable maladie qui ne cesse de gagner du terrain». «Les progrès dans la chirurgie et les soins de support inhérents au cancer rendent les traitements plus supportables, mais il ne faudrait absolument pas que la vigilance observée à l'égard de cette maladie baisse à cause notamment de l'avènement de la Covid-19», a-t-il averti, mettant en exergue l'importance du dépistage précoce.

## Une bande spécialisée dans le vol des câbles en cuivre démantelée

Les services de la Gendarmerie nationale de Aïn Defla ont démantelé récemment à Khémis Miliana une bande de six (6) individus spécialisée dans le vol et le trafic des câbles en cuivre à partir des gares ferroviaires, en saisissant 110 m de cette matière, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication et des relations publiques du Groupement local de ce corps de sécurité.

Suite à des informations faisant état du vol par un groupe d'individus de câbles en cuivre à partir de la voie ferrée implantée non loin de la gare ferroviaire de Khémis Miliana, les éléments de la brigade de la Gendarmerie locale ont

mis en place un plan visant leur neutralisation, a-t-on indiqué de même source.

Tirant profit de manière optimale du renseignement ainsi que des patrouilles nocturnes, les éléments de la Gendarmerie ont identifié l'un des membres de la bande, l'arrestant en début de semaine en flagrant délit de vol de câbles en cuivre à proximité de la gare de Khémis Miliana, signalant que l'individu recourait, dans l'exécution de son activité criminelle à une hache, de couteaux ainsi qu'à une houe.

Acculé, le présumé coupable a reconnu s'adonner à cette activité en compagnie de cinq de ses acolytes, a-t-on expliqué, faisant état

de la saisie de 110 m de câbles en cuivre, deux haches, 3 houes et autant de couteaux.

Un membre de la bande est en fuite et est activement recherché par les services de gendarmerie, a-t-on fait savoir. Après accomplissement des procédures légales, un PV a été dressé à l'encontre des membres de la bande pour les griefs de «constitution d'un groupe de malfaiteurs en vue de préparer un vol visant des propriétés publiques». Présentés mercredi devant le procureur de la république près le tribunal de Khémis Miliana, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on conclu de même source.

## M'SILA

## Réouverture de 4 marchés à bestiaux

Les services de la wilaya de M'sila ont pris jeudi de la décision de rouvrir quatre (4) marchés à bestiaux dans les communes de Chellal, Sidi Amer, Ain Errich et Metarfa, ont indiqué les mêmes services. La réouverture de ces marchés fermés depuis plusieurs mois dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus a été conditionnée par le respect des mesures préventives dont la distanciation entre les troupeaux mis en

vente, le port du masque et la désinfection des mains, a précisé la même source.

Cette décision porte à 10 le nombre des marchés à bestiaux ouverts dans la wilaya de M'sila après la réouverture depuis deux semaines de 6 marchés à bestiaux des communes d'Ouled Derradj, Ouled Madhi, Ain El Melh, Bousaâda, Ain Lahdjel et Sidi Aïssa, a ajouté la même source.

Les services de la wilaya de M'sila affirment que les marchés

à bestiaux seront soumis à un contrôle intense pour veiller au respect de mesures visant à contenir la propagation du Covid-19. La wilaya de M'sila compte pas moins de 40 marchés à bestiaux. Les plus importants sont ceux dont la réouverture a été autorisée, selon la même source, qui a précisé que ces marchés sont sources de revenus pour les communes où ils se trouvent et représentent des espaces importants pour le commerce du bétail à l'échelle nationale.

## ALGER

## Naissance d'un bébé lama au jardin d'essais d'El-Hamma

Le zoo du Jardin d'Essais d'El-Hamma (Alger) a vu la naissance, en décembre 2020, pour la première fois, d'un bébé lama mâle également appelé cria, que les visiteurs peuvent désormais contempler, à la faveur de la réouverture de cet espace, a-t-on appris, jeudi, du Directeur général du jardin.

Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelkrim Boulahia a indiqué que le zoo du jardin d'essais d'El-Hamma, avait vu, en décembre dernier, la naissance pour la première fois, d'un lama mâle.

Les visiteurs du jardin peuvent désormais voir le petit lama qui est d'ailleurs en bonne santé, à la faveur de la réouverture au

public, des portes de cet espace, dans le cadre de l'allègement des mesures de fermeture des espaces publics, au titre de la lutte contre la propagation du nouveau Coronavirus, a affirmé M. Boulahia.

Cette naissance «exceptionnelle» vient s'ajouter à celle enregistrée fin 2019, avec la naissance de trois lionceaux (deux mâles et une femelle), sachant que c'est un événement rare et inédit pour ce type de félins en cage», a ajouté le même responsable.

## BLIDA

## L'ADE se prononce sur la qualité de l'eau au quartier Ben Salah

Tahar Mansour

Suite à une probabilité d'une contamination de l'eau du robinet après des informations faisant état de cas de vomissements et de diarrhées chez deux familles demeurant à Ben Salah dans la commune de Ben Khelil (Oued El Alleug), les services spécialisés de l'ADE ont procédé à des prises d'échantillons les 31 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2021. En parallèle et par mesure préventive, l'alimentation en eau potable a été suspendue au niveau de ce quartier et un programme de substitution par camion-citerne a été mis en place. Après analyse des échantillons par le laboratoire de l'ADE, il s'est avéré que ceux-ci contenaient une quantité normale de

chlore et aucune trace de germes toxiques, autrement dit, l'eau est potable. Dans le même temps, les services techniques de l'ADE ont procédé au nettoyage du réservoir 500 m<sup>3</sup> alimentant le quartier Ben Salah, par mesure préventive et entrant d'ailleurs dans le programme de nettoyage et d'entretien mis en place par l'ADE, selon le communiqué parvenu hier à notre rédaction. En outre, l'ADE a programmé des contrôles quotidiens et réguliers de l'eau distribuée au niveau de ce quartier pour éviter toute mauvaise surprise. En date du 4 février, l'alimentation normale en eau potable a été reprise au niveau de Ben Salah, après que l'ADE a confirmé, grâce aux différentes analyses, la non-contamination de l'eau.

## BEJAIA

## Un mort et neuf blessés dans une collision

Une personne est décédée et neuf autres ont été blessées dans une collision entre un fourgon de transport des voyageurs et un véhicule léger survenu mercredi après-midi sur la RN.09 (Bejaia-Sétif) à hauteur d'un carrefour sensible, non loin du lieu dit Lotha, à 22 km à l'Est de Bejaia, a indiqué jeudi un communiqué de la protection civile.

Parmi les blessés, toutes des femmes, trois jeunes filles d'une vingtaine d'années étaient à bord de la voiture de tourisme. Les six autres étaient à bord du fourgon et comptent deux trentenaires, une adolescente de 15 ans, une quinquagenaire et une octogénaire ainsi qu'un bébé de deux jours, a-t-on précisé.

La conductrice du véhicule, une étudiante de 19 ans, a été gravement atteinte et a fini par succomber à ses

blessures dans la soirée, selon des membres de sa famille résident à Aokas. Les autres blessées sont maintenues dans leurs lieux d'hospitalisation, réparties notamment à travers la polyclinique de Souk-el-Ténine et l'hôpital d'Aokas, en fonction de la gravité de leurs blessures.

Les causes de l'accident n'ont pas été déterminées. Il reste cependant, que le lieu de sa survenue est connu pour être un point noir, éminemment redoutable.

Il s'agit d'un carrefour en plein autoroute (Bejaia-Souk-el tenine), qui offre une sortie dangereuse vers la localité de Lotha et une ombelle de fermes et de pépinières, dont l'accès est pour le moins dangereux autant aux automobilistes qu'aux piétons, notamment ceux sortant des plages environnantes.

## TIZI-OUZOU

## La plateforme de numérisation des rendez-vous pour la radiothérapie lancée

Le Ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a donné jeudi à partir de Tizi-Ouzou, le coup d'envoi de la plateforme de numérisation des rendez-vous de radiothérapie au niveau national.

«La mise en place de cette plateforme, qui est une des priorités du plan national de lutte contre le cancer, est un grand pas en avant qui améliorera la prise en charge des patients en réduisant les délais de rendez-vous», a déclaré le ministre qui effectuait une visite de travail dans cette wilaya, à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer.

Cet outil numérique relié à l'ensemble des centres de traitement du

cancer au niveau national concernera, dans un premier temps, les malades souffrant du cancer du sein et sera, graduellement, généralisé aux autres types de cancers.

Désormais, le patient qui sollicite un rendez-vous de radiothérapie pour ce type de cancer, se verra proposé de manière instantanée les places disponibles à travers les différents centres au niveau national.

Il permettra, également, «une meilleure optimisation et rentabilité des équipements, notamment, ceux des centres du Sud du pays qui sont sous exploités» a souligné, de son côté, le professeur Messaoud Zitouni, coordinateur du plan national de lutte contre le cancer.

## 330 millions DA pour la réhabilitation des structures sanitaires

Une somme de 330 millions de DA a été consacrée durant l'année 2020 à la réhabilitation des structures sanitaires à Tizi-Ouzou a indiqué, jeudi, le wali Mahmoud Djamaa, lors de la visite de travail effectuée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid. M. Djamaa qui a présenté un état des lieux du secteur de la santé au ministre a, également, ajouté que trois polycliniques, à Redjaouana, sur les hauteurs du chef-lieu de wilaya, Ouaguenoune à l'Est et Draa El Mizan au Sud-ouest, sont en cours de réalisation. Il y a aussi, a-t-il énuméré, trois hôpitaux de 60 lits chacun, à Quadhias (Sud-

ouest), Ain El Hammam (Sud-est) et Bouzguène à l'Est dont les travaux sont en cours et dont le premier sera opérationnel le 5 juillet prochain et fin 2022 pour les deux autres. Durant l'année écoulée toujours, et à la faveur de la lutte contre la pandémie de Coronavirus, un plan de renforcement des différentes structures de la wilaya en matière d'équipements a été mis en œuvre ayant permis l'acquisition de divers équipements, a-t-il indiqué. Le responsable local a, également, à l'occasion, sollicité le concours du ministre pour l'ouverture de salles d'urgences pour les malades cardiaques au niveau de certaines structures à travers la wilaya.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 jomada ethania 1442

El Fedjr 06h18	Dohr 13h02	Assar 15h57	Maghreb 18h22	Icha 19h42
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## CONSTANTINE

### Plus de 200 actions de sensibilisation à la sécurité routière en milieu scolaire

Plus de 200 actions de sensibilisation à la sécurité routière, ciblant les élèves des établissements scolaires, ont été organisées depuis la rentrée 2020-2021, à l'initiative des services de la sûreté de wilaya de Constantine, a révélé jeudi un cadre de ce corps sécuritaire.

L'organisation de ces campagnes d'information et d'orientation vise à sensibiliser les élèves de différents cycles scolaires aux dangers des accidents de la circulation et à expliquer les risques liés au manque d'attention et de respect du code de la route en milieu urbain, a indiqué à l'APS, le responsable de la cellule de l'information et de la communication à la sûreté de wilaya, le lieutenant Bilal Benkhelifa, en marge d'une journée "portes ouvertes" sur la sensibilisation des dangers des accidents de

la circulation, organisée en faveur de cette frange de la société, à la clôture des vacances scolaires d'hiver.

«L'opération qui a touché pas moins de 10.529 élèves, tous paliers confondus, vise également à rendre les enfants, conscients quant à l'importance de préserver leur vie», à l'entrée et à la sortie des établissements scolaires, a souligné le même officier lors de cette journée, organisée à la maison de la culture Malek Haddad, notant que des officiers de police et d'agents spécialisés en éducation routière, ont été mobilisés afin d'assurer la réussite de ce genre d'initiatives.

Le programme de sensibilisation et d'orientation, est inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de la Direction générale de la sûreté de wilaya (DGSN), visant la prévention contre ce phéno-

mène qui a pris de l'ampleur, ces dernières années, chez la frange des adolescents, ne respectant pas le code de la route, a fait remarquer M. Benkhelifa. Cette manifestation "portes ouvertes" dédiée aux tous petits à l'occasion des vacances scolaires, a été marquée par l'installation d'un stand de sensibilisation aux dangers des jeux électroniques et des réseaux sociaux.

Aussi, un parc d'initiation aux règles de la sécurité routière, ayant pour objectif d'inculquer aux écoliers, notamment ceux de la première année primaire, le comportement à adapter en traversant la rue, a été aménagé à cette occasion. Il est à signaler que 900 dépliantes renseignant sur les méthodes de prévention contre les accidents routiers et des dangers des vidéos et jeux Internet, ont été distribués aux élèves.

### 1,5 milliard DA pour l'amélioration de l'AEP dans les nouvelles cités

Un budget de 1,5 milliard de dinars a été mobilisé pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) dans les nouvelles cités de la wilaya de Constantine, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des ressources en eau.

Mettant en avant l'importance accordée par l'Etat à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau, la même source a indiqué que des efforts «colossaux» étaient en cours à travers toutes les nouvelles cités de la wilaya

de Constantine pour renforcer l'AEP et par ricochet améliorer les conditions de vie des populations ciblées.

Le budget dégagé à cet effet (1,5 milliard DA) permettra l'amélioration de l'AEP à travers les nouvelles agglomérations de la circonscription administratives Ali Mendjeli et les commune Didouche Mourad et Ain Abid notamment, a-t-on fait savoir.

La direction des ressources en eau de la wilaya de Constantine a proposé dans le cadre de son plan d'action pour

l'amélioration de la qualité du service public de l'eau, une quinzaine d'opérations d'AEP, d'assainissement et de mobilisation des ressources en eau en vue d'éliminer les points noirs signalés à travers tout le territoire de la wilaya, a-t-on ajouté. Dans ce sens, la même source a également fait état de la mobilisation d'une enveloppe financière de 250 millions de dinars pour la réalisation de projets d'assainissement ciblant les quartiers d'El Gammass et Sissaoui dans la ville de Constantine.

## DIDOUCHE MOURAD

### 81 cancéreux testés positifs au coronavirus admis à l'hôpital

Pas moins de 81 malades atteints de cancer et ayant contracté le coronavirus ont été admis, en 2020, au service oncologie médicale de l'établissement hospitalier de la commune de Didouche Mourad (Constantine), a indiqué jeudi à l'APS, une responsable relevant de cette structure de santé.

Testés positifs au Covid-19 ces cancéreux ont reçu un traitement médical spécial adapté à leur pathologie initiale et 74 d'entre eux ont guéri, a précisé le médecin chef du service oncologie médicale relevant de cette infrastructure sanitaire, Assia Bensalem, en marge de la journée mondiale de lutte contre le cancer célébrée annuellement le 4 février, déplorant également le décès de 7 personnes parmi les malades hospitalisés.

Mme. Bensalem a fait savoir dans ce même contexte qu'un programme de sensibilisation sur les méthodes de prévention contre le coronavirus, destiné

en particulier aux cancéreux exposés aux risques de contamination, a été établi à l'hôpital de Didouche Mourad, troisième établissement de santé référentiel, en matière de traitement du Covid -19.

Elle a, dans ce sens, relevé qu'une équipe pluridisciplinaire composée de médecins généralistes et spécialistes et des psychologues, a été mobilisée pour assurer le bon déroulement de cette opération de sensibilisation.

Par ailleurs, et selon la même praticienne, 650 nouveaux cas de cancer, tous types confondus ont été recensés en 2020, à l'établissement hospitalier de la commune de Didouche Mourad, soulignant que ces patients effectuent des contrôles réguliers, au sein du service de l'oncologie.

Le nombre de nouveaux cas de malades atteints de cancer a connu une "légère" baisse l'année précédente par rapport à l'an 2019 marquée par l'en-

registrement de 800 personnes, a révélé la même responsable qui a fait remarquer que cette diminution est due à la réduction de l'activité de dépistage, en raison de l'appréhension des malades à se rendre aux hôpitaux, en cette conjoncture marquée par cette crise sanitaire.

De par sa fréquence, le cancer du sein demeure le plus important chez la femme suivi des cancers du côlon-rectum, tandis que chez l'homme le cancer du côlon-rectum arrive en première position, suivi de celui des poumons, a-t-elle détaillé.

Plus de 17.590 malades atteints de cancer ont suivi le traitement de chimiothérapie au sein de l'hôpital de la commune de Didouche Mourad, pendant l'année 2020 marquée aussi par la réalisation de 13.544 consultations médicales spécialisées liées à ce domaine, selon les statistiques des mêmes services.

## GUELMA

### 6 voleurs de bétail sous les verrous

Le numéro vert de la Gendarmerie nationale a amplement contribué cette semaine à la neutralisation d'un gang de délinquants composé de 6 membres, spécialisés dans le vol de bétail. L'appel nocturne à partir de la commune d'El Fedjoudj, située à quel-

ques encablures du chef-lieu de wilaya, a orienté l'avancée suspecte d'un troupeau conduit par plusieurs personnes. Cette alerte a déclenché le dispositif de recherches et d'investigations de la Gendarmerie nationale propre à ce type de délit très fréquent, qui a abou-

ti à intercepter le troupeau composé de 33 têtes d'ovins, ainsi que les auteurs du vol. Auditionnés dans une procédure de flagrant délit, les 6 suspects ont été présentés à la justice à Guelma et écroués.

Mohammed Menani

## ILLIZI

### Le poste frontalier de Debdeb bientôt ouvert à l'activité commerciale

Le poste frontalier terrestre de Debdeb (Illizi) va être ouvert bientôt à l'activité commerciale avec la Libye, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. La décision d'ouverture du poste frontalier en question a été approuvée, après l'accord entre

les parties habilitées des pays concernés en vue d'impulser l'activité économique et commerciale dans la région, a-t-on signalé.

Les autorités de la wilaya d'Illizi ont été saisies pour les informer de la démarche, en vue de prendre les mesu-

res nécessaires en ce sens au niveau du Poste Debdeb-Ghadamès (Libye) et veiller à l'application de la décision devant permettre aux opérateurs économiques habilités à exploiter ce poste à des fins d'activité commerciale uniquement, a précisé la source.

La mesure devra donner lieu à plus d'ouverture économique et commerciale sur la Libye de sorte à renforcer les échanges commerciaux dans la région, a conclu la source.

## EL-OUED

### 35 places pour la formation d'aides-soignants

Au moins 35 places pédagogiques pour la formation spécialisée d'aides-soignants sont offertes au profit des structures sanitaires dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Cette offre de formation entre dans le cadre de la stratégie du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière visant à assurer une formation paramédicale pour combler le déficit en ce type de personnel au niveau des structures de santé, a-t-on indiqué.

Ces places pédagogiques d'aide-soignant de santé publique sont réparties à travers les régions de la wilaya, selon un plan prévoyant de palier au déficit ayant contraint à la fermeture d'unités de santé dans certains villages et zones enclavées, notamment sur la bande fron-

tière, a expliqué la source.

Ces postes de formation sont ouverts aux postulants disposant d'un niveau de troisième année secondaire de différentes filières, après les procédures d'inscription sur le site électronique du ministère de tutelle qui débute aujourd'hui, a-t-on signalé.

Les critères de sélection des candidats s'effectuent sur la base d'un concours, à travers un examen écrit sur des questions en rapport direct avec le domaine médical, et ce en vue d'améliorer le niveau du personnel paramédical dans les établissements publics hospitaliers (EPH) et de santé de proximité (EPSP), a expliqué la source.

Les postes à pourvoir concernent la formation d'aide-soignant dans deux spécialités, à savoir auxiliaire de puériculture de santé publique et assistant dentaire, selon la DSP d'El-Oued.

## ANNABA

### Quatre nouvelles unités pour la Gendarmerie nationale

La Gendarmerie nationale d'Annaba sera renforcée «dans le courant de l'année 2021" par la création de 4 nouvelles unités en mesure d'améliorer la couverture sécuritaire à travers tout le territoire de la wilaya, notamment dans les nouvelles agglomérations, a-t-on appris jeudi, au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan annuel de ce corps de sécurité. La nouvelle ville Mustapha Ben Aouda sera renforcée, dans ce cadre, par une brigade territoriale de la Gendarmerie nationale et d'une section de sécurité et d'intervention spécialisée (SSI), en plus d'une brigade territoriale dans la région de H'djar Eddis à la commune Sidi Ammar, alors que la cellule de l'environnement de la localité El Barka Zerga à El Bouni sera promue en une brigade territoriale de l'environnement, a précisé le commandant du Groupement territorial de la gendarmerie nationale d'Annaba, le lieutenant-colonel Malik Ben Ameur. Les nouvelles unités destinées aux nouvelles agglomérations, notamment celles enregistrant des courbes croissantes s'agissant du nombre d'habitants, devront permettre une couverture sécuritaire équilibrée à travers la wilaya et rapprocher le citoyen de ce

corps de sécurité, selon le même intervenant, rappelant la création en 2019 de 5 nouvelles brigades territoriales dont 2 à la localité El Barka Zerga (El Bouni) et à El Kalitoussa dans la commune de Berrahal. Ce corps de sécurité s'emploie, à travers la cartographie de répartition équilibrée des brigades territoriales de la Gendarmerie nationale, à renforcer le travail de proximité, de sensibilisation et la lutte contre toutes les formes de criminalité et garantir la sécurité et la quiétude dans la société, a-t-on fait savoir. Comparativement à l'année 2019, ce corps de sécurité a enregistré en 2020 une augmentation dans le nombre des affaires de faux et usage de faux, de corruption, de fraude, de trafic de drogue et de psychotropes, selon la même source qui a fait état d'une régression dans le nombre des affaires liées aux agressions ciblant les personnes et les biens. Durant l'année 2020, il a été procédé au traitement de 56 affaires relatives au faux et usage de faux et de corruption contre 41 affaires similaires traitées durant l'année 2019, alors que les agressions contre les personnes et les biens ont reculé de 594 affaires traitées en 2019 à 341 affaires similaires traitées en 2020, selon le bilan annuel communiqué.

## OUARGLA

### Le nombre des accidents de la route en baisse

La wilaya d'Ouargla a enregistré une baisse sensible du nombre d'accidents de la circulation durant l'année écoulée estimée à 31,20% comparativement à l'année l'ayant précédée, selon un bilan annuel d'activités de la gendarmerie nationale rendu public jeudi. Au moins 108 accidents de la route ont été relevés en 2020, faisant 43 morts et 190 blessés, durant l'année 2020, contre un bilan de 157 accidents en 2019 ayant causé la mort de 57 personnes et des blessures à 335 autres, a-t-on précisé. Un taux de 27,77% des ac-

cidents a été enregistré sur des routes non classées et des pistes, est-il ajouté dans le même bilan qui impute 17,59% des accidents aux motocyclistes et 1,87% aux dromadaires.

La baisse du nombre d'accidents est justifiée, entre autres, par les campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière organisées au profit des usagers de la route au niveau des barrages de contrôle routier et en direction des élèves au niveau des établissements scolaires, selon le bilan présenté par le groupement territorial de la gendarmerie de la wilaya.

#### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

23 jomada ethania 1442

El Fedjr 06h04	Dohr 12h48	Assar 15h44	Maghreb 18h09	Icha 19h29
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Ils exigent le versement des créances impayées Les concessionnaires privés chargés de la collecte des ordures se rassemblent devant la wilaya

K. Assia

Les concessionnaires privés chargés de la collecte des ordures ménagères sont revenus à la charge. Plus d'une cinquantaine d'entre eux se sont rassemblés, jeudi, devant le siège de la wilaya d'Oran pour dénoncer la détérioration de leurs conditions socioprofessionnelles et exiger le versement de leurs dus. Les contestataires ont immobilisé, depuis 6h du matin, une cinquantaine de camions poubelles, au parking de la wilaya avec un seul mot d'ordre interpellé le chef de l'Exécutif pour leur venir en aide. A l'origine de ce malaise, les promesses non respectées des services de l'APC d'Oran à verser les créances impayées du collectif, explique le représentant des protestataires. Ces derniers atten-

dent, toujours le versement des créances impayées de l'année 2020 et quelques mois de l'année 2019. Ils précisent à ce titre, que toutes les démarches entreprises pour percevoir leurs dus sont restées sans suite. En affichant leur mécontentement, ils rappellent qu'ils ont contracté des crédits pour l'acquisition de ces camions poubelles et qu'ils doivent les rembourser. «Des réponses devaient être apportées, il y a quelques jours, mais rien n'a été fait et aucune mesure n'a été prise pour la régularisation de notre situation», indique-t-on et d'ajouter «que toutes les formalités administratives ont été effectuées et les dossiers, également, déposés auprès du service des Finances de l'APC d'Oran mais en vain». Notons que plusieurs mouvements de contestation avaient été observés, par le

passé, par le collectif et ce, pour dénoncer le non-versement des arriérés de paiement. Juste après son installation, le wali d'Oran avait ordonné à l'ensemble des services concernés de prendre en charge le dossier et résoudre le problème. Une réunion de coordination, portant sur la situation générale de la commune et regroupant les différents acteurs, le chef de daïra et le maire d'Oran, avait été tenue afin de se pencher sur le dossier. En 2019, des groupes de travail avaient été installés à la demande de l'ancien wali d'Oran pour étudier et prendre en charge l'ensemble des préoccupations des travailleurs de la commune dont celui soulevé par les concessionnaires privés chargés de la collecte des ordures ménagères et sous-traitants de l'APC d'Oran.

## Pôle urbain Ahmed Zabana de Misserghine Vers la distribution de plus de 8.000 logements AADL ce premier trimestre

Quelque 8.700 logements location-vente (AADL) au nouveau du pôle urbain «Ahmed Zabana» de Misserghine (Oran) seront distribués durant le premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris mercredi du directeur du logement de la wilaya. Les travaux de réalisation de ce quota de logements ont été achevés à 100%, ainsi que les travaux de raccordement au réseau de gaz de ville, de revêtement des routes et d'aménagement extérieur dont notamment la réalisation d'espaces verts, d'aires de jeux pour les enfants et l'éclairage public, a déclaré Khoukhi Yacine, soulignant que les logements se-

ront distribués au plus tard le mois de mars prochain. Le même responsable a toutefois fait savoir que la réalisation du réservoir d'eau d'une capacité de 10.000 mètres cubes n'est pas totalement achevée, annonçant que les tests techniques de distribution de l'eau potable seront lancés dans 10 jours. Cette opération entre dans le cadre du programme d'aménagement de ce nouveau pôle urbain qui a bénéficié d'une enveloppe de 1,8 milliard DA pour l'achèvement des travaux de raccordement aux différents réseaux, notamment l'eau potable, l'assainissement et l'éclairage public, selon la

direction de la construction et de l'architecture. Dans le cadre de la même opération, deux autres réservoirs d'eau d'une capacité globale de 15.000 m<sup>3</sup> sont en réalisation pour alimenter en eau potable le même pôle urbain, a-t-on indiqué, ajoutant que les travaux dont les délais de réalisation ont été fixés à 12 mois sont en voie d'achèvement. Le même programme comprend aussi la réalisation des canalisations d'eau potable sur 3 kilomètres jusqu'à la station principale sise à proximité du nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» de Misserghine, ainsi que la réalisation d'une station de pompage d'eau potable.

## Postes et télécommunications Environ 570 établissements scolaires raccordés au téléphone fixe et internet

Environ 570 établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement dans la wilaya d'Oran ont bénéficié de raccordement aux réseaux de téléphonie fixe et d'internet haut débit et de la quatrième génération (4G) en 2020, a-t-on appris de la directrice de la poste et des télécommunications. Meriem Seddiki a signalé qu'au cours de l'année écoulée 569 établissements

scolaires des trois paliers sur un total de 770 ont été raccordés aux réseaux du téléphone fixe et d'internet à haut débit et 4G. Au cours de la même période, 353 établissements scolaires du cycle primaire ont été raccordés au réseau du téléphone fixe, dont 279 connectés à internet haut débit et les autres au réseau 4G, a-t-elle détaillé. Aussi, 152 CEM ont été raccordés au ré-

seau du téléphone fixe, dont 104 connectés à internet haut débit et 64 lycées au réseau du téléphone fixe dont 48 en internet haut débit, a-t-on ajouté. La direction de wilaya de la poste et des télécommunications œuvre pour raccorder, en 2021, 183 écoles primaires, 12 CEM et 7 lycées au réseau de téléphonie fixe et à l'internet haut débit et à la 4G, selon Mme Seddiki.

## Aïn El Turck Les dunes du littoral classées site naturel protégé

Les autorités de wilaya d'Oran ont élaboré, récemment, un arrêté portant classement «site naturel protégé» des dunes des communes côtières d'Aïn El Turck, Bousfer et El Ançor qui s'étendent sur une superficie de 648 ha, selon un communiqué de la Direction de l'environnement. L'arrêté de wilaya paru le 25 novembre dernier classe cette bande sableuse du littoral en tant que site naturel exceptionnel, ce qui interdit son exploitation et toute autre atteinte conduisant à sa dégradation, comme spécifié dans le communiqué. Le classement de ce site d'intérêt est une initiative du ministère de tutelle ayant fait l'objet d'une proposition de la Commission nationale des domaines protégés conformément à la loi relative aux domaines protégés dans le cadre du développement durable, a-t-on souligné, indiquant que le domaine protégé est scindé en 3 zones, à savoir: une bande centrale, une

bande de séparation et une bande de passage. L'arrêté du wali interdit toute activité, à l'exception des activités de recherche scientifique dans la zone centrale qui contient des richesses faunistiques et floristiques uniques. Pour ce qui est de la bande de séparation qui ceinture la zone centrale, il sera permis d'effectuer des travaux écologiques des ressources vivantes, à savoir l'éducation écologique et de détente, l'écotourisme, la recherche appliquée et la recherche fondamentale, de même qu'elle sera ouverte au public pour des visites guidées, a-t-on fait savoir. L'arrêté, est-il souligné dans le document de la direction de l'Environnement «ne permet aucun changement ou travail qui risque de provoquer un déséquilibre dans la bande de séparation», relevant que la bande de passage qui ceinture la zone de séparation peut être utilisée en tant que lieu pour effectuer divers travaux de développement envi-

ronnemental et des activités de détente, de repos, de loisirs et de tourisme. Les activités inhérentes à la recherche scientifique, le suivi sur le terrain, les études et la mobilité pour des raisons de détente, de repos, de loisirs et de tourisme, auront besoin d'une autorisation préalable des services de la direction de l'Environnement de la wilaya, en qualité d'instance de gestion du domaine protégé, a-t-on expliqué de même source, avant de préciser qu'il y a une procédure pour présenter, à la direction de l'Environnement, des rapports cycliques sur les activités réalisées. L'arrêté interdit également l'ensemble des activités portant atteinte au site dont le rejet des déchets et de matières nocives et polluées et l'atteinte aux animaux, notamment durant la période de procréation et de migration, de même que toute prospection, chasse et l'ensemble des activités prohibées dans les espaces naturels et écologiques.

## Direction de l'énergie Plus de 50 investisseurs raccordés au réseau électrique en 2020

Pas moins de 54 investisseurs dans les domaines industriel et agricole de la wilaya d'Oran ont été raccordés au réseau électrique en 2020, a-t-on appris mercredi du directeur local de l'énergie, Omar Sebaa. Le responsable a fait part de l'étude, l'année dernière, de 88 opérations de raccordement au profit d'investisseurs des secteurs de l'industrie et de l'agriculture au réseau électrique pour un coût global de plus de 875 millions DA, dont 54 projets ont été livrés la même année.

Il a ajouté que 15 projets sont en cours de réalisation en attendant la signature de conventions entre la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) et les investisseurs concernés par 19 autres projets. Le directeur de l'énergie a souligné que plusieurs mesures ont été prises pour faciliter les opérations d'alimentation en électricité et en gaz des projets d'investissement (industriel, agricole et touristique), notamment celle liée au paiement des frais

de raccordement par tranches sur la base d'une convention signée entre l'investisseur et la SDO concernant les travaux et le choix de l'entreprise. Le responsable a indiqué, dans ce sens, que 100 entreprises agréées sont spécialisées en travaux de raccordement électrique et 50 autres dans le raccordement au réseau de gaz, faisant savoir que la SDO a consacré 700 millions DA pour le réaménagement des réseaux de l'électricité et du gaz pour les exercices 2020 et 2021.

## Lutte contre la commercialisation de stupéfiants 73.253 comprimés psychotropes et plus d'une tonne de kif saisis

K. Assia

Les affaires de commercialisation de kif traité et de comprimés psychotropes ont augmenté en 2020 comparativement à 2019. Le bilan du groupement de la Gendarmerie d'Oran fait état de 430 affaires en 2020 contre 335 affaires en 2019. Quelque 282 affaires de kif traité, 7 affaires de cocaïne et 108 affaires de comprimés psychotropes ont été solutionnées en 2020 contre 221 de kif, 8 affaires de cocaïne et 101 de comprimés psychotropes en 2019.

Les gendarmes ont arrêté 499 individus dont 157 ont été écroués et 342 ont bénéficié de la liberté provisoire, en 2020 contre 437 individus arrêtés dont 175 placés sous mandat de dépôt et 262 ont bénéficié de la liberté provi-



soire en 2019. Toutefois, les quantités de kif saisies ont diminué avec 1395,579 kg saisis en 2020 contre 7322,99kg en 2019. Idem pour les saisies de cocaïne qui sont passées de 103,5 g en 2019 à 7,21 g en 2020. Par ailleurs, les saisies

de comprimés psychotropes ont augmenté pour passer de 21.048 comprimés en 2019 à 73.253 comprimés psychotropes en 2020.

Dans ce registre, on saura que le groupement de la Gendarmerie d'Oran a mis un plan minutieusement étudié afin de lutter contre le trafic et la commercialisation des stupéfiants. Il s'agit de réactiver le renseignement, le renforcement de la coordination avec les autres services de sécurité et l'approfondissement des investigations afin de démanteler les réseaux et parvenir à identifier les têtes pensantes.

Le Quotidien d'Oran

RECRUTE

des correcteurs maîtrisant la langue française  
et l'outil informatique.

Les demandes sont à adresser par mail à :

admin@lequotidien-oran.com

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Mansour Bouabdallah, 83 ans, Grand-Terre  
Benkada Aouad, 62 ans, Mascara  
Belop Jemaï, 76 ans, Sig  
Yousfi Ghalem, 39 ans, Makarri

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 jourmada ethania 1442

El Fedjr 06h33	Dohr 13h17	Assar 16h15	Maghreb 18h40	Icha 19h59
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Pour éviter leur squat Des immeubles désaffectés programmés à la démolition

**Suite aux dernières instructions du wali d'Oran, les services techniques de la commune d'Oran, procéderont à la démolition des immeubles désaffectés situés au centre-ville, a-t-on appris, hier, de sources proches de l'APC.**

D. B.

Nos sources indiquent que le wali d'Oran a décidé de mettre un terme au squat des immeubles par de nouvelles familles, notamment après le tragique effondrement qui a coûté la vie à deux personnes, au quartier 'Jules Ferry'. A ce titre, nos sources indiquent que sept immeubles, ainsi que des hangars désaffectés, situés au centre-ville d'Oran, feront l'objet de démolitions, dans les prochains jours. Nos interlocuteurs signalent qu'il s'agit d'immeubles très vétustes, désaffectés depuis plusieurs années et qui ne sont pas inscrits dans le programme de réhabilitation des immeubles du centre-ville.

A ce titre, et selon nos sources, une première opération a été lancée à partir du quartier 'Miramar' où trois anciennes bâtisses ont été démolies ainsi qu'un grand local d'une société dissoute. Une autre opération a ciblé un immeuble situé sur une des artères adjacentes du Bd Larbi Ben M'hidi.

Huit autres immeubles seront aussi démolis, dans les jours à venir. Nos interlocuteurs indiquent que la priorité a été accor-

dée aux immeubles qui présentent un réel danger pour les passants et pour les immeubles mitoyens. Outre le centre-ville, nos sources affirment que d'autres immeubles désaffectés sont programmés à la démolition dans, les prochains jours, à Haï Derb. D'ores et déjà cinq immeubles désaffectés ont été démolis dans ce quartier populaire, après une première opération de relogement qui a ciblé 300 familles, l'année dernière. Les immeubles qui n'ont pas encore été démolis ont été complètement emmurés et les escaliers détruits.

D'autre part, et selon nos sources, pour annihiler toute tentative de réoccupation des habitations désaffectées après le relogement, une commission composée de représentants des secteurs urbains, en compagnie des éléments de la police, sillonne l'ensemble des quartiers ayant connu des relogements. Des inspections sont effectuées, régulièrement, notamment dans les habitations qui ont été emmurées pour constater si elles ont été de nouveau squattées.

Signalons que plus d'une quarantaine d'immeubles, évacués après les derniers relogements,

ont été démolis, dans plusieurs quartiers de la ville, depuis le début de l'opération en 2014. L'opération de démolition se poursuit toujours et ciblera plus d'une centaine d'immeubles répartis dans plusieurs quartiers. Contrairement aux précédentes opérations de relogement, les services de l'OPGI et des APC ont entamé la démolition des immeubles désaffectés. Dans ce contexte et suite au relogement des 400 familles de Haï Snaouer, le site en question a été, entièrement, rasé et d'autres démolitions ont ciblé la cité DNC et Bab El Hamra. De son côté, l'Office de promotion et de gestion immobilière d'Oran, suite au relogement des occupants des immeubles du vieux bâti, effectué le 21 juin 2014, avait démolé des immeubles évacués dans les secteurs urbains de Sidi El Houari, El Mekhari, El Amir, El Mokrani, Es-Seddikia, Sidi El Bachir et El Badr. Toutefois, les immeubles menaçant ruine, évacués de leurs occupants et non démolis, présentent actuellement un grand danger pour la sécurité des riverains et des passagers et risquent de s'effondrer, à tout moment.

## Le groupement de la Gendarmerie d'Oran dresse son bilan Une stratégie efficace pour lutter contre la criminalité



K. Assia

Pas moins de 276 affaires de crimes, 5.380 affaires de délits et 3.838 infractions ont été enregistrés et traités en 2020, contre 539 affaires de crimes, 8.388 délits et 1.690 infractions en 2019, par les services de la Police judiciaire du groupement de la Gendarmerie d'Oran, a déclaré jeudi, le commandant du groupement de la Gendarmerie d'Oran, le colonel Bouzid Mohamed Abdelraouf, lors d'une conférence de presse animée au siège de cette institution. Les gendarmes ont arrêté 12.630 individus, dans le cadre de la lutte contre la criminalité générale dont 612 ont été écroués, en 2020, contre 14.498 individus arrêtés et 2009 placés sous mandat de dépôt en 2019. Cette baisse est due, selon le responsable, à la stratégie mise en place par ce corps sécuritaire et qui repose sur l'intensification du travail de renseignement, l'occupation et le bon redéploiement des unités sur le terrain et également l'intervention des gendarmes, dans le

temps et l'espace. Tout en soulignant l'efficacité des interventions et les résultats concluants obtenus dans l'élucidation des différentes affaires, le responsable a précisé que la majorité des affaires traitées et solutionnées sont celles de vol et de commercialisation de stupéfiants avec respectivement 65 et 430 enregistrées en 2020 contre 696 et 335 en 2019. Les gendarmes ont aussi traité 17 affaires d'homicide et tentatives d'homicide en 2020 contre 31 affaires en 2019. En matière de vol de cheptel, le bilan d'activité fait ressortir 14 affaires traitées contre 26 en 2019. Cette diminution s'explique par l'intervention rapide des gendarmes et l'efficacité et l'importance de la ligne verte le '1055' laquelle a permis d'avorter plusieurs tentatives de vol de cheptel explique-t-on. L'institution ne cesse de développer les techniques et moderniser les équipements, et ce, à travers de nouveaux plans, le tout pour améliorer les enquêtes et surtout parvenir à des résultats concluants. Dans ce registre et dans le cadre

de la lutte contre la cybercriminalité et surtout toutes les affaires d'escroquerie sur les réseaux sociaux, le groupement a installé des cellules de vigilance composées de gendarmes spécialisés afin de lutter contre toute pratique d'atteinte aux biens et aux personnes via Internet. Dans le cadre de la lutte contre le vol des véhicules, le groupement de la Gendarmerie d'Oran a traité 65 affaires en 2020 contre 45 en 2019. D'autre part, 1.889 affaires ont été traitées par la Police économique et 73 affaires par la Brigade d'atteinte aux biens. Avec 51 unités et structures de la Gendarmerie répartis à travers les 26 communes et 9 daïras de la wilaya, ce corps sécuritaire sera renforcé par de nouvelles infrastructures notamment à El Braya et Mers El Kébir de quoi répondre aux attentes de la population et renforcer davantage l'action de proximité entre gendarme et citoyen. En dernier, le responsable a salué les efforts de la presse et a mis en exergue l'impact de ce partenariat en matière de prévention et de sensibilisation.

## EPIC CET Oran Les meilleurs trieurs des déchets ménagers récompensés

L'EPIC de gestion des Centres d'enfouissement technique de la wilaya d'Oran (EPIC CET Oran), qui a lancé, au cours de l'année 2020, plusieurs opérations encourageant le tri sélectif des déchets ménagers, récompensera les 20 meilleurs trieurs, lors d'une cérémonie qui aura lieu, jeudi prochain, a-t-on appris auprès de sa direction. Il s'agit de trieurs qui ont participé activement aux opérations de l'apport volontaire des déchets recyclables, notamment le PET (plastique transparent), pour le déposer au Centre de tri de proximité de Haï 'Mdina Jdida', a expliqué la chef de service valorisation à l'EPIC, Amina El Mogherbi. Des opérations comme «Donne des bouteilles, on te donne un masque» ou «Des bouteilles contre des tickets de recharge de téléphonie mobile» ont suscité beaucoup d'engouement auprès de la population, note la même responsable. Ainsi, la direction de l'EPIC

CET a décidé de récompenser les 20 meilleurs trieurs de l'année 2020 avec des cadeaux d'une certaine valeur, comme des appareils électroménagers, des packs de produits alimentaires ou de détergents, de la literie fabriquée avec de la 'wat' issue de plastique recyclé, a-t-elle encore précisé.

La cérémonie de remise des cadeaux aura lieu au Centre de proximité de Haï 'Mdina Jdida'. Le 1<sup>er</sup> prix sera décerné à un citoyen qui a apporté 44.075 bouteilles, le 2<sup>ème</sup> à un autre (11.000 bouteilles) et le 3<sup>ème</sup> revient à un qui a à son compte 2.500 bouteilles, a fait savoir Mme El Mogherbi. Cette nouvelle initiative de l'EPIC CET Oran s'ajoute à celles qui visent à encourager le tri sélectif des déchets ménagers et à ancrer la culture de la valorisation des déchets chez le citoyen, note la même responsable, qui se dit satisfaite de toutes les opérations lancées dans ce sens.

## SEOR: Coupure d'eau demain dans nombre de quartiers

Des quartiers et cités de la ville d'Oran et le nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana' verront, dimanche prochain, une coupure d'eau à cause des travaux de raccordement à un nouveau réservoir à Ain El-Beida, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

Les travaux programmés pour 24 heures, par la direction de l'Urbanisme et de la Construction de la wilaya,

portant sur le raccordement d'une nouvelle station de pompage de l'eau potable, au nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana' à un réservoir d'une capacité de 2x50.000 m<sup>3</sup>, à Ain El Beida, a-t-on précisé. La même source a souligné que la perturbation en alimentation en eau touchera les quartiers 'Bouâmama' et 'Ellouz' (ex Les Amandiers), la cité 1.300 logements AADL et le nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana'.

## Chambre de l'Agriculture Des sessions de formation en élevages bovin et avicole

La Chambre de l'Agriculture d'Oran a lancé, jeudi, des sessions de formation au profit de 150 jeunes, dans les filières d'élevage de vaches laitières, d'aviculture et de culture des plantes médicinales et aromatiques, a-t-on appris auprès de cette chambre. Ces formations de 3 mois interviennent pour satisfaire la demande enregistrée à la chambre précitée partant de l'engouement accru pour la pratique de ces activités agricoles, surtout celle des plantes médicinales et aromatiques devenue prometteuse dans les industries de transformation, a indiqué le secrétaire général de la Chambre de l'Agriculture.

Zeddami Houari a fait savoir que sur demande, 85 stagiaires recevront une formation en élevage de vaches laitières, 37 autres en aviculture et 30 en culture des plantes médicinales et aromatiques,

soulignant que ces sessions ciblent surtout les jeunes porteurs de projets et les universitaires.

En fin de ces sessions ponctuées par des diplômes, des visites sont programmées dans des exploitations agricoles dans le cadre de la formation pratique, a-t-il déclaré, ajoutant que la Chambre de l'Agriculture d'Oran souhaite que les dispositifs d'emploi prennent en considération le diplôme permettant aux jeunes de concrétiser leurs projets dans les filières où ils ont acquis l'aptitude. La Chambre de l'Agriculture d'Oran a formé 74 personnes en élevage de vaches laitières, 61 autres en apiculture et 58 en plantes médicinales et aromatiques en 2019 et en début 2020, a-t-on rappelé, expliquant que la Chambre a suspendu la formation à cause de la pandémie du Covid-19.

## Hassi Bounif et Hassi Ameur Protesta pour dénoncer la dégradation du cadre de vie

Rachid Boulélis

Une fin de semaine mouvementée a caractérisé l'essentiel de l'ambiance dans la région-est d'Oran, notamment sur les routes des communes de Hassi Bounif, Hassi Ameur et Hassiane Toulal, où une protesta des habitants, revendiquant l'amélioration des conditions de vie perdue, depuis 2 jours. Les protestataires ont carrément campé, au sens propre du terme, aux abords des routes reliant ces communes, mettant ainsi dans l'obligation les automobilistes à effectuer de grands détours. Les revendications gravitent autour de l'éradication définitive de la décharge sauvage, à la sortie de la commune de Hassi Bounif et la restauration des routes dans cette zone entre autres. «L'entreprise chargée des travaux de restauration de la route a subitement levé l'ancre en emportant son matériel. Le projet a été délocalisé pour

des raisons indéterminées, au bénéfice du douar Boudjemaâ, alors que nous sommes en principe prioritaires » ont confié des manifestants sur un ton laborieusement sarcastique, avant d'ajouter « nous n'allons pas baisser les bras jusqu'à la satisfaction de nos légitimes revendications. Nous dénonçons aussi le laxisme impavide à l'égard de nos requêtes affiché absurdement par les autorités concernées. Nous interpellons le wali et l'invitons à effectuer une visite sur les lieux pour constater de visu le calvaire auquel nous sommes confrontés depuis des années». Nos interlocuteurs ont également dénoncé les effets putrides sur leur santé, enfantés par la décharge sauvage. Ils ont décidé d'observer aujourd'hui (samedi) un rassemblement devant le siège de la mairie de Hassi Bounif. Notons que les protestataires ont commencé à se disperser, hier, vendredi après 2 jours de sit-in.



## TIARET

## Il tue son cousin pour un lopin de terre

El-Houari Dilmi

Troisième drame du genre depuis le début de l'année en cours. Un sexagénaires a été tué mercredi après-midi par son cousin au lieu-dit « El Aârar », dans la commune de Tidda, à quelque 35 kilomètres au nord de Tiaret. En effet, la victime, âgée

de 61 ans, s'apprêtait à traverser le lopin de terre, objet d'un différend avec son cousin du même âge, quand ce dernier l'a surpris avec un coup de couteau asséné au niveau du ventre, le tuant sur le coup. L'auteur présumé du crime a été arrêté et le corps de la victime évacué vers l'établissement hospitalier de Oued Lilli.

Il s'agit du troisième crime du genre après celui d'un jeune homme de 18 ans tué d'un coup de fusil à Aïn Dzarrit, suivi quelques jours plus tard par un autre crime, celui d'un quinquagénaire tué par balles à Aïn Dheb, à quelque 70 km au sud de Tiaret, à la frontière avec la wilaya de Laghouat.

## MOSTAGANEM

## Réouverture des marchés à bestiaux



Les services de la wilaya de Mostaganem ont pris jeudi la décision de réouverture des marchés hebdomadaires de vente de bestiaux, a-t-on appris auprès de la cellule d'information et de communication de la wilaya. Avec la réouverture de ces marchés fermés depuis plusieurs mois à cause de la pandémie de Covid-19, les clients et maquignons doivent respecter le protocole sanitaire exigé sur instruction du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales concernant la reprise de l'activité de vente de bestiaux.

Les mesures préventives contre la propagation du coronavirus comportent le respect de la distanciation physique, le port obli-

gatoire d'un masque de protection et l'intensification des opérations de désinfection et de stérilisation avec la fourniture d'une solution alcoolique ou d'autres désinfectants.

Le chef du service observation du marché et information économique à la direction de wilaya du commerce, Ghali Sid Ahmed a souligné que cette décision concerne seulement les marchés de vente de bestiaux sans le reste des marchés hebdomadaires de huit communes que sont Achaacha, Sidi Lakhdar, Sidi Ali, Yanarou (commune de Mansourah), Aïn Tédèles, Bouguirat, Mesra et Aïn Nouissy. Pour veiller au respect du protocole sanitaire, des comités de contrôle périodiques de ces

espaces commerciales seront composés d'inspecteurs du commerce, des agents vétérinaires et d'éléments spécialisés des corps de sécurité, a-t-on fait savoir. Pour la même occasion, le secrétaire de wilaya de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) Mohamed Hadj Taifour a insisté, devant les opérateurs économiques, sur le strict respect du protocole sanitaire, tout en saluant les récentes décisions prises par les autorités locales et centrales dont celles de l'assouplissement du confinement sanitaire, du prolongement des heures de travail pour certaines activités commerciales et de la réouverture des marchés de bétail.

## Une arme à feu et de la drogue saisies

La police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem a réussi à saisir une arme à feu et 13 cartouches de munition, ainsi qu'une quantité de plus de 2 kilos de kif traité, a-t-on appris, jeudi, auprès de ce corps de sécurité. Le lieutenant de police, Belabiodh Fodil, a indiqué dans une déclaration à l'APS que l'opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations parvenues au service de la police judiciaire, faisant état d'un individu en possession d'une arme à feu de première catégorie.

L'enquête enclenchée par le

même service s'est soldée par l'arrestation du suspect et la récupération de l'arme en question, de type «Berretta», en plus d'un chargeur contenant 13 balles de calibre 9 millimètres, indique la même source, ajoutant que les investigations menées par la brigade criminelle ont démontré que le suspect était également en possession d'une quantité de drogue.

Après l'obtention d'une autorisation de perquisition délivrée par le procureur de la République du tribunal de Mostaganem, les enquêteurs ont inves-

ti le domicile du suspect et ont découvert la quantité de drogue, 2,8 kilos de kif traité, soigneusement dissimulée dans la boîte arrière d'une moto, selon le lieutenant Belabiodh.

Le suspect sera présenté devant le procureur de la République du tribunal de Mostaganem, pour création d'un groupe de malfaiteurs, dans le but de la préparation d'un crime, de détention illégale d'arme à feu de première catégorie, ainsi que de transport et détention de stupéfiants à des fins commerciales, a-t-on indiqué.

## TLEMCCEN

## Covid: 16 milliards pour protéger les écoles

Khaled Boumediene

La directrice de l'éducation de la wilaya de Tlemcen, Houria Bekkouche, a annoncé mercredi à Seb Dou que son secteur a bénéficié, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), d'une enveloppe de 16 milliards de centimes pour l'approvisionnement en masques de protection, détecteurs de température, antiseptiques, désinfectants et gels hydroalcooliques pour les mains de près de 745 établissements d'éducation de la wilaya (64 lycées, 161 CEM et 520 écoles primaires), en vue de protéger la santé des élèves et les personnels enseignants et administratifs. Le coup d'envoi de distribution de ce premier lot de matériel destiné à quelque 16 écoles primaires des zones d'ombre des communes de Seb Dou (04 écoles), El Aricha (07 écoles) et El Gor (05 écoles) a été donné par la responsable de l'éducation de Tlemcen au niveau du CEM « frères Youbi » de Seb Dou et ce, en présence de Rahmane Belkacem, inspecteur général de l'éducation de la circonscription de la daïra de Seb Dou et de l'ensemble des directeurs et enseignants.

Ces divers produits seront mis à la disposition de tous les établissements scolaires de la wilaya. A ce titre, Mme Bekkouche a rappelé les mesures prises au niveau des établissements scolaires où un dispositif de suivi spécifique a été mis en place pour accompagner les élèves et appliquer strictement le protocole sanitaire et les mesures de prévention et de protection. «Pour cette crise sanitaire de coronavirus, le ministère de l'Education nationale a mobilisé d'importantes res-

sources financières pour garantir les meilleures conditions de scolarisation des élèves, notamment pour le cycle primaire où les cantines scolaires et les espaces de restauration des zones d'ombre. Outre les moyens de prévention, de protection et de désinfection, les élèves des écoles primaires bénéficient des repas chauds. Pour le respect du protocole sanitaire déjà mis en place, une attention particulière est accordée par les chefs d'établissement pour l'aménagement des locaux, les installations sanitaires suffisantes et correctement équipées permettant le lavage et l'approvisionnement en eau potable, la mise en place d'un mobilier adapté, l'allongement du temps de service de cantine pour éviter les brassages des différents groupes d'élèves, l'espacement des élèves sur les tables et le maintien de la qualité nutritionnelle des repas, pour développer les capacités d'apprentissage et la croissance des élèves », a souligné Houria Bekkouche.

Répondant à une question du Quotidien d'Oran sur le nombre de contaminations enregistrées dans les écoles et si des classes ont été fermées à cause du virus, la directrice de l'éducation de Tlemcen a fait savoir que les établissements ne sont pas transformés en clusters même si trois ou quatre cas de Covid-19 ont été enregistrés parmi tous les élèves scolarisés. Il convient de rappeler que des opérations de nettoyage et de désinfection ont été menées dans les établissements scolaires depuis le début de la pandémie de la Covid-19 et ce, en coordination avec les services compétents des collectivités locales, d'autres organismes et des associations du mouvement associatif et scouts.

## EL-BAYADH

## Plus de 530 quintaux d'aliment de bétail saisis

Hadj Mostefaoui

Les éléments de la direction des prix, assistés de ceux de la sûreté de daïra de Bougtob, ont saisi lors d'une opération de contrôle au marché aux bestiaux de cette localité plus de 536 quintaux d'orge et de maïs concassé, exposés à la vente par deux individus. L'enquête a révélé que les deux propriétaires du chargement ne disposaient pas de facture d'achat justifiant la source d'approvisionnement et encore moins

de registre de commerce. Une opération qui a permis de lever le voile sur un vaste réseau de spéculateurs qui monopolise la commercialisation de ce produit. Les deux mis en cause ont été présentés au parquet territorialement compétent tandis que la marchandise a été saisie.

Cette saisie intervient dans une cette période de forte spéculation sur les produits céréaliers destinés au bétail et au moment où les éleveurs rencontrent des difficultés dans l'approvisionnement.

## Cinq blessés dans une collision

H.M.

Un accident de la circulation s'est produit jeudi en fin d'après-midi sur le tronçon routier de la RN 6A reliant le chef-lieu de la commune de Kef Lahmar à El-Bayadh. Un véhicule léger est entré en collision avec un ca-

mion de transport de marchandises. Selon la protection civile, l'accident a fait cinq blessés qui ont été évacués vers l'hôpital Mohamed Boudiaf d'El-Bayadh. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale de cette localité pour déterminer les circonstances de cet accident de la circulation.

## CHLEF

## Des voleurs de cheptel arrêtés

Abbad Miloud

Suite au dépôt de plainte d'un citoyen au niveau de la sûreté de daïra de Zeboudja, informant qu'il a été victime d'un vol de treize têtes d'ovins, des éléments de la brigade de police judiciaire de la sûreté en question ont diligenté une enquête. Les investigations ont permis d'arrêter quatre personnes au niveau d'un

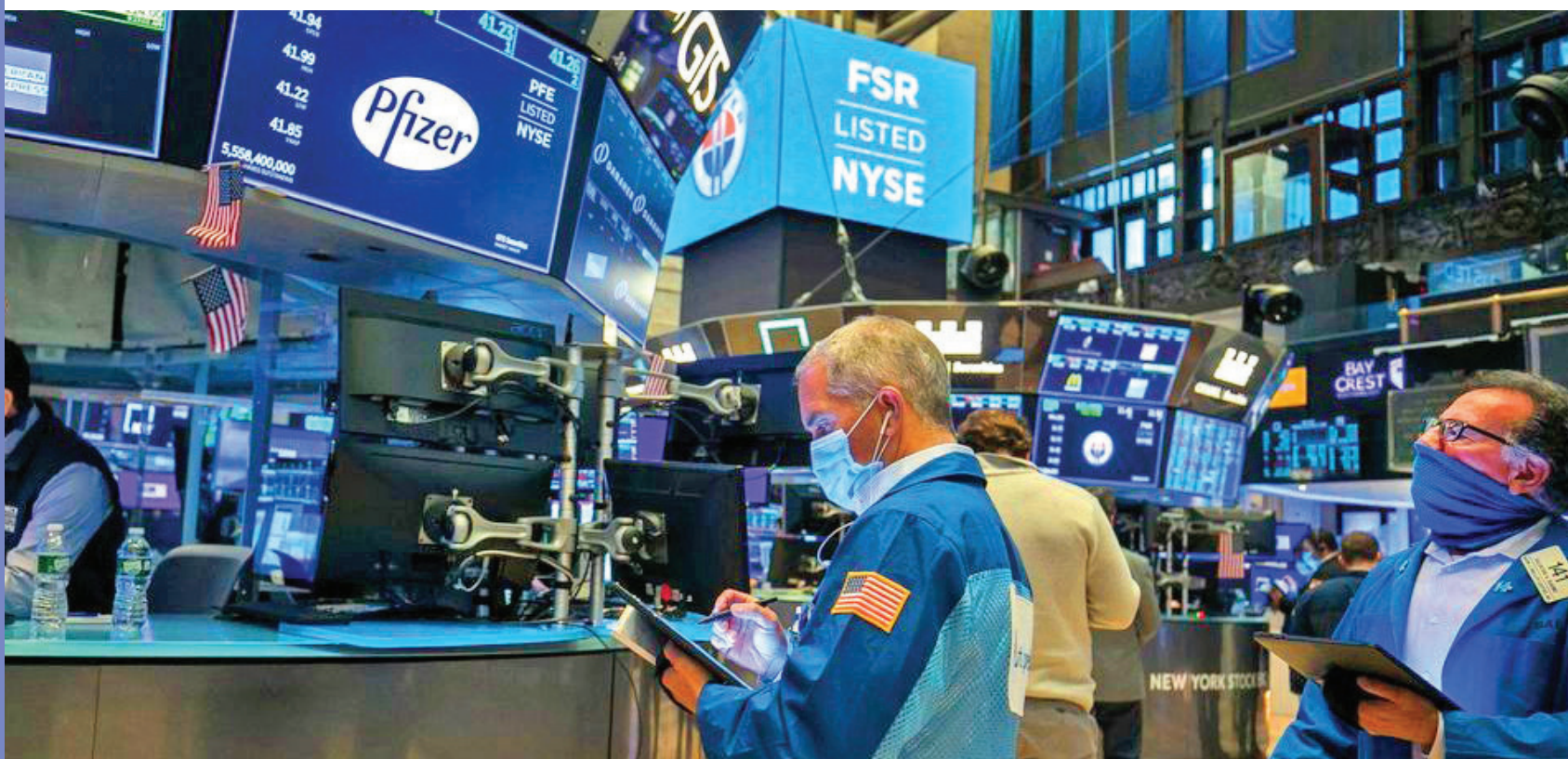
marché aux bestiaux de la région. Les mis en cause dont l'âge varie entre 20 et 45 ans exposaient les ovins volés à la vente. Les bêtes volées ont été récupérées avant d'être remises à leur propriétaire.

Les quatre individus ont été présentés en fin de semaine devant le parquet de Ténès pour constitution d'association de malfaiteurs et vol de cheptel.



# Les dangers d'une reprise mondiale inégale

**CAMBRIDGE –** À l'instar des vaccins contre le COVID-19, la reprise économique ne sera pas répartie de manière égale à travers le monde au cours des deux prochaines années. Malgré le soutien politique considérable fourni par les gouvernements et les banques centrales, les risques économiques demeurent profonds, et pas seulement pour les économies émergentes exposées à des difficultés imminentes de dette, ni seulement pour les pays à revenu faible confrontés à une aggravation dramatique de la pauvreté. La victoire sur le coronavirus étant encore très lointaine, et à l'heure d'un populisme puissant, d'une dette mondiale record, ainsi que d'une normalisation des politiques qui s'annonce inégale, la situation demeure précaire.



PAR KENNETH ROGOFF

*Ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur d'économie et de politique publique à l'Université d'Harvard*

**I**l ne s'agit pas d'oublier les bonnes nouvelles des 12 derniers mois. Des vaccins efficaces ont été mis à disposition en un temps record, beaucoup plus rapidement que l'avaient prédit la plupart des experts. La réponse monétaire et budgétaire massive a permis de bâtir un pont en direction d'une fin tant espérée de la pandémie. Les populations ont également appris à mieux vivre avec le virus, avec ou sans l'aide des autorités nationales.

Mais si les perspectives de croissance à travers le monde se révèlent bien meilleures que beaucoup le prédisaient dans les premiers jours de la pandémie, la récession actuelle reste catastrophique. Le Fonds monétaire international s'attend à ce que les États-Unis et le Japon ne retrouvent pas leur niveau de production pré-pandémique avant le deuxième semestre de cette année. La zone euro et le Royaume-Uni, dont la production décline à nouveau, ne retrouveront quant à eux pas ce niveau avant l'année 2022.

L'économie chinoise combat dans sa propre catégorie, et devrait d'ici la fin de l'année 2021 enregistrer une croissance de 10 % par rapport à la fin 2019. Mais à l'autre extrémité du spectre, nombre d'économies en voie de développement et marchés émergents pourraient avoir besoin de plusieurs années pour retrouver leur trajectoire pré-pandémique. La Banque mondiale estime que la pandémie de COVID-19 devrait pousser vers la pauvreté 150 millions de personnes supplémentaires d'ici la fin 2021, sur fond d'insécurité alimentaire galopante.

Les divergences observées dans les projections de performance sont très nettement liées au calendrier de disponibilité des vaccins, qui de-

vraient être largement mis à disposition des économies développées et de certains marchés émergents d'ici le milieu de cette année, mais pour lesquels les populations des pays pauvres devront probablement attendre jusqu'en 2022 voire au-delà.

Un autre facteur réside dans le fossé considérable qui existe entre les pays riches et les pays pauvres en termes de soutien macroéconomique. Dans les économies développées, les dépenses publiques et baisses d'impôts supplémentaires face à la crise du COVID-19 ont atteint en moyenne environ 13 % du PIB, et les prêts et garanties à nouveau 12 % du PIB. Par opposition, les augmentations de dépenses publiques et les réductions fiscales dans les économies émergentes n'ont représenté au total qu'environ 4 % du PIB, et les prêts et garanties 3 %. Au sein des pays à revenu faible, ces chiffres ne dépassent pas 1,5 % du PIB en soutien budgétaire direct, et sont insignifiants sur les plans des garanties.

**A**vant la crise financière de 2008, les économies émergentes disposaient de bilans relativement solides comparés à ceux des pays développés. Seulement voilà, elles sont entrées dans la crise avec sur les épaules une dette privée et publique beaucoup plus lourde, et sont par conséquent aujourd'hui beaucoup plus vulnérables. Beaucoup se retrouveraient actuellement en très grande difficulté sans la présence de taux d'intérêt proches de zéro dans les économies développées. Et malgré ces taux, une vague croissante de défauts souverains s'observe actuellement, notamment en Argentine, en Équateur et au Liban. De fait, un épisode de « taper tantrum 2.0 » approche du sommet de la liste des choses susceptibles de mal tourner, et risquerait, s'il se produisait, de ne pas impacter seulement les marchés émergents. L'épisode de taper tantrum de 2013 était survenu lorsque la Réserve fédérale américaine avait commencé à évoquer la possibilité de normaliser tôt ou tard sa politique monétaire, déclenchant alors d'immenses flux sortants de fonds hors des marchés émergents. Cette fois-ci, la Fed s'efforce de signaler qu'elle n'a pas l'intention de rehausser les taux d'intérêt avant un long moment, allant même jusqu'à introduire un nouveau cadre monétaire qui équivaut pour l'essentiel à la promesse de maintenir le

pied sur la pédale jusqu'à ce que le chômage retombe au plus bas.

Cette politique est tout à fait logique. Comme je le répète depuis 2008, laisser l'inflation augmenter temporairement jusqu'au-dessus de l'objectif de 2 % de la Fed ferait beaucoup plus de mal que de bien dans un environnement caractérisé par des niveaux élevés de dette, et par une production encore inférieure à son niveau potentiel. On dénombre en effet aujourd'hui neuf millions de travailleurs de moins qu'il y a un an aux États-Unis.

**S**i les États-Unis atteignent toutefois leurs objectifs de vaccination d'ici l'été, et que les mutations du coronavirus demeurent sous contrôle, des prévisions d'augmentation des taux d'intérêt zéro par la Fed pourraient bien apparaître en nombre. C'est d'autant plus probable compte tenu de l'épargne colossale que de nombreux Américains ont accumulée, en raison d'une part de l'augmentation du prix des actifs, et d'autre part des aides publiques que de nombreux bénéficiaires ont préféré conserver en épargne.

Bien que les politiques de taux d'intérêt ultra-faibles à travers le monde contribuent à prévenir les cicatrices à long terme, nombre de grandes sociétés, dont les entreprises du Big Tech, n'ont pas besoin d'aide pour propulser le cours de leurs actions jusqu'à des sommets. Ceci alimente inévitablement une colère populiste (que l'on a pu entrevoir dans la réaction de certains responsables politiques américains face à la récente guerre autour du prix des actions GameStop).

**L'**inflation a beau rester obstinément faible pour le moment, une explosion suffisamment puissante de la demande pourrait la faire grimper, et conduire la Fed à élever ses taux plus tôt qu'elle ne le prévoit actuellement. L'effet ricochet d'une telle démarche sur les marchés des actifs créerait une scission entre les forts et les faibles, et frapperait particulièrement violemment les marchés émergents. Dans le même temps, les dirigeants politiques, même aux États-Unis, finiront par devoir laisser les faillites survenir, et la restructuration avoir lieu. Une vague croissante de reprise est inéluctable, qui cependant ne remettra pas tous les navires à flots.

*Traduit de l'anglais par Martin Morel*



## Du premier pas sur la Lune à nos missions sur Terre



PAR MARIANA  
MAZZUCATO

Professeur en économie de l'innovation et valeur publique à l'University College de Londres, ainsi que fondatrice et directrice de l'Institute for Innovation & Public Purpose (IIPP) de l'UCL.\*

**P**ar opposition, ceux des pays et États qui ont investi dans les capacités de leur secteur public s'en sont dans l'ensemble beaucoup mieux sortis. C'est particulièrement vrai dans les pays en voie de développement, le Vietnam et l'État indien du Kerala se démarquant à cet égard.

Plutôt que d'agir comme des investisseurs en premier ressort, trop de gouvernement sont devenus des prêteurs de derniers recours, passifs, en s'attaquant aux problèmes seulement après l'apparition des difficultés. Or, comme aurait dû nous l'enseigner la Grande Récession post-2008, il est beaucoup plus coûteux de secourir une économie nationale lors d'une crise que de maintenir une approche proactive d'investissement public.

Trop de gouvernements n'ont pas retenu cette leçon. Confrontés à un nouveau défi à l'échelle de la société, ils semblent désormais clairement s'être dessaisis de leur rôle dans le façonnement des marchés, en laissant les institutions publiques s'affaïssir à travers l'externalisation et d'autres fausses efficacités. Le recul du secteur public a laissé place à l'idée selon laquelle l'entrepreneuriat et la création de richesse seraient le domaine réservé des affaires – un point de vue adopté par ceux-là mêmes qui défendent le principe de valeur créée par les parties prenantes.

En réalité, plus nous souscrivons au mythe de la supériorité du secteur privé, plus nous serons en difficulté face aux crises futures. Pour « reconstruire en mieux » à l'issue de la crise actuelle, comme se sont engagés à le faire l'administration du président américain Joe Biden ainsi que de nombreux autres gouvernements, il s'agira de redynamiser le secteur public, pas seulement en reconstruisant les politiques et en développant les capacités organisationnelles de l'État, mais également en ravivant le discours de l'État en tant que source de création de valeur.

Comme je l'explique dans mon dernier livre *Mission Economy: A Moonshot Guide to Changing Capitalism*, le premier pas de l'homme sur la Lune a nécessité à la fois un secteur public extrêmement efficace et un partenariat avec le secteur privé, autour d'objectifs déterminés. Ayant démantelé ces capacités, nous ne pouvons plus espérer reproduire les réussites du passé, sans parler de grandes ambitions telles que prévues dans les Objectifs de développement durable (ODD) et l'accord climatique de Paris.

Le programme Apollo a démontré comment un objectif clairement défini pouvait susciter un changement organisationnel à tous les niveaux, à travers une collaboration public-privé multisectorielle, des contrats d'approvisionnement axés sur la mission, ainsi qu'une innovation et une prise de risques conduites par l'État. Les initiatives de ce type ont par ailleurs tendance à créer des retombées – logicielles, smartphones, lait maternisé – extrêmement bénéfiques.

**LONDRES** – Le COVID-19 a mis en lumière les faiblesses multiples du capitalisme moderne. Dans de nombreux pays, les réductions de dépenses passées dans les services sociaux et la santé publique ont amplifié les dommages causés par la pandémie, de même que plusieurs autres blessures auto-infligées à l'État ont conduit à des défaillances dans la coordination et la mise en œuvre des mesures politiques, avec pour conséquence de grandes difficultés dans les tests et le traçage à grande échelle, la production d'équipements médicaux, et l'éducation pendant les confinements.



Le modèle de la mission sur la Lune constitue une source d'idées et d'inspiration pour viser aujourd'hui plusieurs missions sur Terre. Pour atteindre par exemple les 17 ODD, nous devons les considérer comme autant de missions clairement définies, susceptibles de poser les bases d'une innovation multisectorielle ascendante. La fin du plastique dans les océans exigera ainsi investissement et innovation dans des domaines aussi divers que le transport maritime, les biotechnologies, les produits chimiques, la gestion des déchets, ou encore la conception. C'est précisément ce que fit le programme Apollo en favorisant l'innovation dans l'aéronautique, la nutrition, la science des matériaux, l'électronique, les logiciels, et d'autres domaines.

L'idée d'une approche axée sur la mission ne doit pas consister pour un gouvernement à « choisir les vainqueurs », mais plutôt à choisir les orientations de changement – telles que la transition écologique – qui nécessitent investissement et innovation dans de nombreux secteurs. Toute la puissance des instruments politiques doit être déployée pour créer des projets qui aboutissent à des solutions via l'intervention de multiples acteurs engagés. La NASA avait élaboré ses contrats d'approvisionnement autour d'objectifs, tout en encourageant les solutions ascendantes, ainsi qu'en incluant des coûts fixes et des clauses empêchant les profits excessifs, de sorte que la mission sur la Lune implique un partage à la fois des fruits et des risques. C'est une importante leçon pour les nombreux gouvernements qui souffrent aujourd'hui de coûts plus élevés et d'une qualité inférieure dans le cadre de l'externalisation.

Si les missions terrestres partagent de nombreux points communs avec les missions lunaires, les deux ne sont toutefois pas synonymes. Parmi les similitudes, un leadership audacieux et visionnaire est nécessaire de la part des gouvernements, qui doivent disposer des moyens de penser et faire les choses en grand.

Songez au vaccin contre le COVID-19. L'esprit collectif et l'approche axée sur un résultat, dans le cadre de la recherche et développement sur le vaccin, ont rappelé l'an dernier le programme Apollo.

Si les avancées technologiques peuvent produire de nouveaux outils, elles ne constituent pas nécessairement des solutions en elles-mêmes. Nos missions terrestres exigent une certaine attention aux évolutions politiques, réglementaires et comportementales. Plusieurs vaccins sûrs et efficaces ont été créés et testés en un temps record grâce à des collaborations public-privé, avec l'intervention absolument cruciale d'investissements publics. Une inégalité dans l'acquisition des vaccins entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible est toutefois apparue, et n'a fait que s'accroître depuis.

Dans le cadre d'une mission sur Terre telle que la vaccination mondiale, l'innovation technologique n'est utile qu'à hauteur de son application dans le monde réel. Un « apartheid du vaccin » – par opposition à un vaccin pour le peuple – constituerait une catastrophe économique et morale. Si les sociétés pharmaceutiques entendent respecter leur engagement affirmé autour du principe de valeur créée par les parties prenantes, il leur faut partager leurs brevets, données et savoir-faire autour du vaccin contre le COVID-19, dans le cadre du Pool d'accès aux technologies contre le COVID-19, qui reste trop peu utilisé.

Les gouvernements doivent eux aussi adopter véritablement le principe de valeur liée aux parties prenantes, qui ne s'applique pas seulement à la gouvernance d'entreprise. Les collaborations public-privé doivent par ailleurs être régies dans l'intérêt public, plutôt que reproduire les échecs associés à l'économie numérique d'aujourd'hui, qui a émergé sous sa forme actuelle après que l'État ait fourni les fondations technologiques pour ensuite négliger la réglementation sur le reste de l'édifice. Résultat, une poignée de géants technologiques ont engendré une nouvelle ère d'extraction de valeur via les algorithmes, qui bénéficie à quelques-uns au détriment du plus grand nombre.

Les technologies à elles seules ne résoudront jamais les problèmes sociaux et économiques. Dans l'application du principe de mission lunaire aux défis complexes qui existent sur Terre, les dirigeants politiques doivent prêter attention à de

nombreux autres facteurs sociaux, politiques, technologiques, comportementaux, et parvenir à une vision commune de la société civile, des entreprises et des institutions publiques.

Nos différentes missions terrestres doivent également faire intervenir activement les citoyens. La neutralité carbone doit ainsi être conçue aux côtés des citoyens sur leur lieu de vie, par exemple dans les logements sociaux. En adoptant véritablement une approche inclusive axée sur les parties prenantes, une mission peut devenir une puissante plateforme civique et un formidable moteur de croissance durable, comme entrevu dans les appels au Green New Deal, à la santé pour tous, ou encore aux plans de réduction de la fracture numérique.

Ces enseignements valent particulièrement pour l'administration Biden, qui sera en mesure d'exploiter la puissance d'un État entrepreneurial composé d'organisations telles que l'Agence pour les projets de recherche avancée de défense, ou telles que les Instituts nationaux de la santé, qui investissent jusqu'à 40 milliards \$ par an dans l'innovation en matière de médicaments.

Il existe aujourd'hui une formidable opportunité d'entreprendre des politiques industrielles au-delà des compartimentations sectorielles et technologiques traditionnelles, ainsi que de restaurer une gouvernance axée sur la mission, dans l'intérêt public. Une stratégie industrielle moderne en direction d'une Renaissance verte, par exemple, exigera de tous les secteurs – de l'intelligence artificielle aux transports, en passant par l'agriculture et la nutrition – qu'ils innover et s'orientent dans une nouvelle direction. Le président John F. Kennedy a connu sa mission sur la Lune. Celle de Biden doit avoir lieu sur Terre.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

\*Également présidente du Conseil sur l'économie de la santé pour tous au sein de l'Organisation mondiale de la santé, elle est l'auteur d'un récent ouvrage intitulé *Mission Economy: A Moonshot Guide to Changing Capitalism* (Allen Lane, 2021).



# Biden voit les choses en grand

**NEW YORK** – Le président américain Joe Biden a proposé un plan de sauvegarde de 1 900 milliards \$ pour permettre à l'économie américaine de se relancer après la pandémie. De nombreux Républicains s'y opposent, soudainement attachés à une religion budgétaire dont ils n'ont que faire lorsque leur parti contrôle la Maison-Blanche.



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

Lauréat du prix Nobel d'économie, et professeur à l'Université de Columbia, est économiste en chef au Roosevelt Institute.\*

**L**es réductions d'impôts massives offertes aux milliardaires et grandes sociétés en 2017 ont engendré les déficits budgétaires les plus élevés de toute l'histoire aux États-Unis, hors périodes de récession profonde ou de guerre. La croissance et les investissements promis ne se sont pour autant jamais matérialisés.

**P**ar opposition, le plan de dépenses de Biden est nécessaire d'urgence. Les derniers chiffres publiés indiquent un ralentissement de la reprise américaine à la fois en termes de PIB et d'emploi. De nombreux éléments de preuve suggèrent que le plan de relance pourrait conférer un élan considérable à l'économie, et la croissance économique générer des recettes fiscales substantielles, pas seulement pour le gouvernement fédéral, mais également pour les États et municipalités aujourd'hui à court des fonds dont ils ont besoin pour assurer des services essentiels.

**L**es opposants au plan Biden font par ailleurs valoir avec mauvaise foi un risque d'inflation – ce spectre redouté qui aujourd'hui relève davantage du fantasme que de la menace véritable. Certaines données indiquent en effet une possible diminution des salaires dans certains pans de l'économie. Pour autant, si l'inflation venait à survenir, les États-Unis disposeraient de nombreux outils monétaires et budgétaires prêts à être utilisés.

Évidemment, l'économie se porterait mieux sans taux d'intérêt zéro, et si les

décideurs politiques augmentaient les impôts en imposant des prélèvements sur la pollution ainsi qu'en rétablissant une plus grande progressivité du système fiscal. Rien ne saurait justifier que les Américains les plus fortunés payent mois d'impôts, en pourcentage de leurs revenus, que d'autres beaucoup moins favorisés. Les Américains les plus riches étant les moins impactés par la pandémie de coronavirus, que ce soit médicalement ou économiquement, jamais le système fiscal régressif américain n'était apparu aussi détestable.

**C**hacun peut observer combien la pandémie dévaste certains secteurs de l'économie, conduisant à de nombreuses faillites, notamment parmi les petites entreprises. Le risque est réel de voir l'absence d'adoption d'un grand plan de relance entraîner des dégâts considérables et potentiellement durables, dans la mesure où la faiblesse des performances économiques vient accentuer l'anxiété économique (qui s'ajoute à l'anxiété induite par la pandémie elle-même), conduisant à une spirale vers le bas, dans laquelle les comportements prudents réduisent la consommation et l'investissement, ce qui fragilise encore davantage l'économie.

**E**n effet, quelle qu'en soit la cause, la faiblesse des bilans et les faillites d'entreprises alimentent une contagion vouée à gagner l'économie entière, avec l'intervention de puissants effets d'hystérèse. Car pour les entreprises qui ont fait faillite pendant la pandémie, la faillite restera une réalité une fois le COVID-19 sous contrôle.

**L**e fait que le COVID-19 soit une pandémie – d'ampleur globale – vient aggraver la situation. Car bien que les meilleures données disponibles suggèrent un impact moins violent que prévu il y a un an pour de nombreux pays en

voie de développement et marchés émergents, le ralentissement sans précédent de l'économie mondiale signifie une baisse de demande pour les exportations américaines.

**À** la différence des pays développés, les pays pauvres ne disposent pas de ressources suffisantes pour soutenir leur économie. La Chine a joué un rôle majeur dans la reprise postérieure à la crise financière mondiale de 2008, mais bien qu'elle ait été la seule grande économie à croître en 2020, sa reprise s'est révélée nettement plus faible qu'au lendemain de la crise de 2008 (lorsque la croissance annuelle de son PIB a dépassé 9 % et 10 % respectivement en 2009 et 2010). La Chine laisse par ailleurs croître désormais ses excédents commerciaux, ce qui signifie une impulsion moindre pour la croissance mondiale.

**D**ans la mesure où le plan Biden intègre les composantes clés de ce qu'il convient de faire, ce plan promet d'importants retours sur investissement. Une première priorité consiste à veiller à ce que les fonds soient disponibles pour combattre la pandémie, permettre aux enfants de regagner l'école, et faire en sorte que les États et localités puissent continuer d'assurer les services de santé, d'éducation, et autres services dont dépendent les citoyens. Le prolongement de l'assurance chômage n'aidera pas seulement les plus vulnérables. En rassurant la population, il conduira à une augmentation des dépenses, et par conséquent à des bienfaits pour l'ensemble de l'économie.

**L**e moratoire sur les expulsions jusqu'au 31 mars et l'aide aux familles à revenus faibles encourageront également les dépenses. Plus généralement, dans la mesure où il est établi que les ménages pauvres ont fortement tendance à consommer, un plan ciblé sur l'augmentation des re-

venus au bas de la pyramide (notamment l'augmentation du salaire minimum, des crédits d'impôts pour enfants à charge, et du crédit d'impôt sur les revenus du travail) contribuera à revitaliser l'économie.

**S**ous la présidence Trump, les programmes axés sur les petites entreprises n'ont pas été aussi efficaces qu'ils auraient pu ou auraient dû l'être – notamment parce que trop d'argent a été versé à des entreprises pas réellement petites, et en partie à cause d'un ensemble de problèmes administratifs. Il semble que l'administration Biden s'attaque à ces problèmes. Si elle parvient à les surmonter, l'accroissement de l'aide aux petites entreprises sera non seulement bénéfique à court terme, mais permettra également de placer l'économie sur les bons rails à mesure de l'atténuation de la pandémie.

**L**es économistes débattront évidemment de toutes les caractéristiques de conception du plan – quelles quantités de fonds attribuer ici ou là, quel seuil fixer pour l'obtention d'aides en espèces, et quand commencer à revoir à la baisse le programme d'assurance chômage. Les individus raisonnables pourront s'inscrire en désaccord concernant ces détails. L'ajustement de ces éléments fait parti de l'exercice du compromis en politique.

**C**e que ne doit pas faire débat, en revanche, c'est la nécessité urgente de déployer d'importantes quantités d'argent, et le fait que toute opposition à cette idée soit aussi cruelle que dangereusement myope.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

\*Il a également été vice-président principal et économiste en chef de la Banque mondiale. Son ouvrage le plus récent s'intitule *People, Power, and Profits: Progressive Capitalism for an Age of Discontent*.



## Football - Ligue 1 Le MCO et l'ASO en arbitres

Adjal Lahouari

La mise à jour de mercredi dernier a donné une autre physionomie à la partie haute du tableau. L'OM a confirmé ses bonnes dispositions tandis que le CRB éprouve toujours des difficultés au niveau de l'attaque. De son côté, la JS Saoura a rebondi, à l'inverse du MCA qui a reculé au classement. Cette 12<sup>e</sup> journée, qui débutera aujourd'hui avec six matches, s'achèvera dimanche. Encore une fois, l'incertitude planera sur plusieurs stades en raison des difficultés de certaines équipes à bien s'exprimer à domicile. C'est le cas précisément du leader sétifien, qui espère l'apport du Ghanéen Lomotoy pour combler une lacune devenue persistante.

Or, l'adversaire du jour n'est autre que le MCO qui, rappelons-le, a ramené cinq nuls hors de ses bases. Le problème des Mouloudéens se situe aussi au niveau de l'attaque. Or, cet après-midi, il y a la défense la plus solide de la Ligue 1.

Quoi qu'il en soit, entre deux équipes pratiquant du beau football, le spectacle semble garanti, ceci dit sans oublier la nécessité du résultat. De leur côté, les M'Ililis, après leur démonstration face au MCA, n'ont glané que deux points en deux rencontres, ce qui explique leur re-

cul au tableau. Aujourd'hui, ils auront l'opportunité de rebondir avec la réception de l'USMBA, en crise à divers niveaux. Et pourtant, les coéquipiers de Hamza sont passés récemment très près de la victoire face à l'USMA. Au stade du 20-Août, les Canaris auront une tâche pour le moins compliquée. D'une part, ils auront en face un NAHD revigoré par ses deux dernières victoires et, d'autre part, ils risquent d'être déconcentrés par leur problème de salaires et de primes. Ils ont même failli boycotter la séance de mardi.

Ce n'est pas de cette manière que la JSK réaliserait ses ambitions. A Tlemcen, on aura droit à un duel à l'issue incertaine entre deux équipes en quête de points.

Le secteur défensif du Widad, qui a tenu bon face au MCA et au RCA, aura un rôle prépondérant dans ce match, car les Pacistes, comme d'habitude, vont attaquer. Alors, attention aux Mouali et Benbouali, qui voudront remporter leur première victoire à l'extérieur. Au RCR, il n'y a pas que la malchance évoquée par son entraîneur. C'est la stérilité de l'attaque qui n'a pas trouvé le chemin des filets adverses lors des trois dernières rencontres. Cette sortie à Magra n'est pas sans danger, le Nejm ayant récemment obtenu de bons résultats chez lui. Enfin, cette journée de samedi sera

clôturée par le débat USB-CSC. Les Biskris font de la résistance comme l'attestent leurs deux derniers résultats face au MCA et au CABBA. De son côté, le CSC s'est ressaisi, et tout indique que ce sera une rencontre à l'issue incertaine. C'est le derby USMA-MCA qui devait constituer la principale affiche de cette journée. Mais des changements ont en décidé autrement. Les dirigeants du MCA ont sollicité le report du derby de dimanche auprès de leurs homologues de l'USMA qui ont accepté. Pour ce qui est de la barre technique, il y a, dit-on, une liste d'entraîneurs où le nom d'Abdelkader Amrani figure en tête. En tout cas, la célébration du centenaire du MCA s'annonce mal et fort agité. Il faut espérer que les esprits se calment et que tout rentre dans l'ordre au sein de ce club historique. Pour leur part, les gars de la JSS ont tous les atouts pour enchaîner avec une nouvelle victoire à domicile. En effet, le CABBA, lanterne rouge, n'a pas les moyens de contrer la JSS qui aura la possibilité de grimper sur le podium. Mais tout dépendra du résultat du choc programmé au stade Mohamed Boumezrag de Chlef. Depuis le revers subi à domicile face à la JSK, les coéquipiers de Beldjillali ont fait un parcours satisfaisant. Cette fois, il y aura le CRB, une équipe de calibre respectable comme chacun sait. Il s'agit donc d'un duel très prometteur entre deux adversaires désireux de jouer les premiers rôles cette saison. De leur côté, les Médéens, sur leur forme actuelle, ont toutes les chances de battre la JSMS qui n'arrive plus à s'imposer sur ses terres. L'OM est bien placé pour conserver son poste de dauphin.

### Aujourd'hui (14h30)

**Aïn M'lila:** ..... ASAM ..... - ..... USMBA  
**Alger:** ..... NAHD ..... - ..... JSK  
**Sétif:** ..... ESS ..... - ..... MCO  
**Magra (15h00):** ..... NCM ..... - ..... RCR  
**Tlemcen (15h00):** ..... WAT ..... - ..... PAC  
**Biskra (15h00):** ..... USB ..... - ..... CSC

### Dimanche à 14h30

**Skikda:** ..... JSMS ..... - ..... OM  
**Chlef (15h00):** ..... ASO ..... - ..... CRB  
**Béchar (15h00):** ..... JSS ..... - ..... CABBA  
USMA - MCA (Reporté)

## FAF El-Moro candidat à la présidence

M. B.

L'ancien président de la LSSPA-ASMO et membre actuel du conseil d'administration du club oranais, Mohamed El-Moro, a annoncé vendredi officiellement sa candidature pour le poste de président de la Fédération algérienne (FAF), dont l'assemblée générale électorale (AGE) est prévue le mois de mars prochain. «J'ai décidé officiellement de présenter ma candidature, car je pense qu'il est de mon devoir d'assurer la progression du

travail accompli jusque-là et d'apporter un plus au football national.

Aussi, je vous avoue que cette décision m'est venue après l'instance de plusieurs membres de la FAF, qui ont émis le vœu de me soutenir jusqu'au bout dans cette démarche. Mon objectif aussi est de percer dans le domaine de la formation et préserver les acquis que l'Algérie a pu assurer ces dernières années», a déclaré l'intéressé lors de son passage à la radio nationale hier.

L'annonce faite par le diri-

geant de l'ASM Oran intervient quelques jours après celle de l'ancien membre du Bureau fédéral Walid Sadi, sous l'ère de l'ancien président de la FAF Mohamed Raouraoua et de Mahfoud Kerbadj, ex-président de la LFP. Elu le 20 mars 2017 à la tête de la FAF, en remplacement de Mohamed Raouraoua, l'actuel président de l'instance fédérale Kheireddine Zetchi ne s'est toujours pas prononcé sur sa décision de briguer ou non un second mandat à la FAF.

## LFP - Sanctions La suspension de Benyoucef réduite à trois mois

La suspension de quatre ans de l'ex-milieu de terrain de la JS Kabylie, Lyes Benyoucef, en mai 2019 pour dopage, a été réduite à trois mois ferme, a annoncé jeudi la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP).

Selon cette dernière, la ré-

duction de la période de suspension intervient «conformément aux articles 10.2.4 et 27.3 du code mondial antidopage 2021». L'ancien joueur de la JSK avait été suspendu quatre ans de toute compétition ou activité sportive à compter du 28 mai 2019 et devait s'acquitter

d'une amende financière de 200.000 DA. Formé au Paradou AC, Benyoucef avait été contrôlé positif pour consommation de produits interdits, lors de la rencontre DRB Tadjenanet - JS Kabylie qui s'est déroulée le 1er avril 2019 pour le compte de la 25e journée de Ligue 1.

## Valse des entraîneurs L'Algérie sur le podium mondial !

M. Zeggai

Même si certains parlent d'un limogeage, la direction du MCA et l'entraîneur Nabil Neghiz ont trouvé, selon un communiqué du club, avant-hier, un accord pour «une séparation à l'amiable» au lendemain de la défaite concédée à Béchar (1-0). «La réunion entre les membres du conseil d'administration et l'entraîneur Nabil Neghiz a débouché sur une séparation à l'amiable», indique-t-on.

Arrivé à Mouloudia en février 2020 en remplacement du Français Bernard Casoni, Nabil Neghiz n'a pas tenu finalement longtemps et quitte le club après une mauvaise série de deux matches nuls à domicile et deux défaites à l'extérieur. Plusieurs noms sont annoncés pour pallier au départ de Neghiz, mais c'est celui du coach Abdelkader Amrani, qui a résilié son contrat avec le CSC pour insuffisance de résultats, qui arrive en tête de liste. Ainsi, le jeu de «chaises musicales» se poursuit en Ligue 1 puisque Nabil Neghiz est le quinzième technicien à plier bagage après le Français François Ciccolini (ex-USMA), Nadir Leknaoui (ex-NAHD), Abdelkader Amrani (ex-CSC), Zelfani Aymen et Youcef Bouzidi (ex-JSK), Bernard Casoni (ex-MCO), Fodil Moussi (ex-ASO), Mohamed Ba-

cha (ex-NCM), Hakim Malek (ex-PAC), Moez Bouakaz (ex-USB), Liamine Bougherara (ex-USMBA), Aziz Abbès (ex-WAT), Younes Ifticene (ex-JSMS) et Dziri Bilal (ex-CABBA). A propos de ces mouvements, Fouad Bouali a été désigné à la barre technique de la JSMS en remplacement de Younes Ifticene, qui a jeté l'éponge au lendemain de la défaite concédée à domicile face au NAHD (1-0), dans le cadre de la 10<sup>e</sup> journée.

Le nouvel entraîneur de la JSMS, qui reste sur une courte expérience avec le NAHD, s'est engagé pour un contrat jusqu'à la fin de la saison et sera assisté par l'entraîneur adjoint Kheir Eddine Kherris, alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à Mourad Habbi. Le CABBA, lui, est toujours sans responsable technique, puisque Aziz Abbès s'est désisté à la dernière minute pour opter pour le MC El-Eulma. Par cette instabilité technique chronique, l'image du championnat ne cesse malheureusement de se ternir.

Après le scandale lié à l'arrangement des matches, l'Observatoire du football CIES n'a pas manqué de critiquer, après une étude établie par ses services, la situation des clubs algériens qui «consomment» beaucoup de techniciens durant la saison. En effet, l'Observateur du football a réalisé dernièrement une

analyse portant sur l'utilisation des entraîneurs dans 84 championnats d'élite dans le monde et ce, entre la période de l'année 2015 et décembre 2019. L'Algérie est classée troisième au monde en terme de consommation d'entraîneurs par les clubs de la ligue, soit derrière la Bolivie et la Tunisie. Étonnant ! Selon cette étude, le championnat algérien arrive avec une moyenne de 7,9 de nombre d'entraîneurs ayant dirigé trois matches de championnat lors de cette période (cette étude ne concerne que les clubs qui ont toujours évolué en championnat d'élite depuis 2015), soulignant que la JS Kabylie, l'un des clubs les plus huppés du championnat national et le plus titré en Algérie, a battu le record de limogeages d'entraîneurs, en dépassant le seuil de vingt entraîneurs utilisés depuis 2015 !

La JSK est, depuis l'arrivée de la nouvelle direction sous l'actuel président Cherif Mellal, a «consommé» cinq entraîneurs, à commencer par Bouzidi en passant par Dumas, Velud et Chay avant la venue de Zelfani et Bouzidi de nouveau. La JSK n'est d'ailleurs pas le seul club qui figure dans ce triste classement, puisque nombreux sont les clubs algériens qui sont considérés parmi les 30 clubs au monde qui changent régulièrement d'entraîneurs.

## West Ham Benrahma confirme sa progression



West Ham a retrouvé le chemin de la victoire en s'imposant sur la pelouse d'Aston Villa (3-1) grâce à un grand Said Benrahma, à l'occasion de la 22e journée de Premier League. Une nouvelle fois titulaire, Benrahma a signé sa troisième passe décisive de la saison en champion-

nat anglais (sa deuxième contre Aston Villa). Auteur d'une très belle prestation, l'international algérien a servi sur un plateau, le Tchèque Thomas Suck pour l'ouverture du score à la 51e minute de jeu. Les deux autres buts de la formation londonienne ont été inscrits par le joueur prêt

par Manchester United, Lingard qui disputé sa première rencontre sous le maillot des Hammers. Au classement, West Ham revient à deux points du 4e Liverpool, battu sur pelouse par Brighton. Prochain rendez-vous pour Benrahma et ses coéquipiers samedi à Fulham.

## Naples Ghoulam positif au Covid-19

Le défenseur international algérien de SSC Naples Faouzi Ghoulam, a été testé positif au Coronavirus (Covid-19), et a été aussitôt appelé à observer une période d'isolement, a annoncé vendredi le club pensionnaire de Serie A italienne de football dans un

communiqué. «Le prélèvement nasopharyngé moléculaire réalisé en privé, jeudi après-midi, par le footballeur Faouzi Ghoulam, a abouti à un résultat positif au Covid-19.

Le joueur est asymptomatique et observera la période d'isolement chez

lui», a indiqué le Napoli sur son compte Twitter.

Du coup, le latéral gauche algérien est d'ores et déjà forfait pour le match en déplacement aujourd'hui sur le terrain de la Genoa (20h45), dans le cadre de la 21e journée du championnat.



## USM Bel-Abbès Une situation délétaire



M. Zeggai

« L'inconscience a par fois des audaces que la sagesse n'a pas le pouvoir de réprimer », ce proverbe sied bien à ce qui se passe à l'USMBA. Fausses démissions, dettes évaluées à des dizaines de milliards de centimes, instabilité technique et administrative, aucune assemblée générale des actionnaires, changements des structures sans respect des lois et enfin une équipe gérée comme un club de quartier. Comment une équipe de la trempe de l'USMBA, qui a enfanté de grands joueurs et de grands hommes, puisse-t-elle tomber aussi bas ? Est-ce un hommage à rendre aux frères Hassani, Larbi Ben Barek, Hasnaoui Okacha, Amar Rouai, Lacarne, les frères Abdi, Salhi, Amar, Khelladi, Hamri, Henia, Kherit et les autres figures emblématiques de ce club ?

Aujourd'hui, la réalité est là, tout le monde est complice de ce désastre. « L'histoire est écrite par les vainqueurs », a-t-on coutume de dire. Là, les dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'USMBA et l'ingérence des autorités locales des dernières années dans la gestion directe du club n'ont rien gagné. Au contraire, ils ont ruiné le club qui a défrayé la chronique dans un passé récent avec en plus des mascarades qui ont dénaturé carrément l'image du club belabbésien. A titre d'exem-

ple, que signifie cette divergence née entre les responsables après la nomination de l'entraîneur Moez Bouakaz ? C'est sûr, il y a un conflit d'intérêts personnels. Ce conflit entre deux structures censées collaborer dans l'intérêt du club, risque à présent de menacer sérieusement l'avenir des « Vert et Rouge ». Le président du CA de la SSPA, Abdelghani El Hennani, a rejeté l'idée du recrutement du coach suisse-tunisien et affirme avoir pris attache avec Kheireddine Madoui. C'est le flou total au moment où l'équipe a grandement besoin de sérénité pour éviter une relégation, qui se profile à l'horizon. A notre avis, même la demande de limogeage du secrétaire du club et du manager général prête à confusion. Au vu de ce qui se trame ici et là, la situation n'est pas prête pour connaître son épilogue étant donné que le courant ne passe plus entre les trois dirigeants, délégués par le conseil d'administration de la SSPA pour gérer les affaires de l'équipe de football et la dite structure, à sa tête le président Abdelghani El Hennani. On vient d'apprendre qu'une pétition des membres de l'AG, soutenus par d'anciens présidents de clubs, est en train de circuler pour mettre fin à ce carnaval et à la mauvaise gestion du CA. Dans l'autre camp, on indique en outre qu'il compte convoquer prochainement un conseil d'administration pour examiner la situation du club

et prendre des décisions importantes. Où sont ceux qui ont géré le prêt de Lamara et les dettes avec la FAF ? Pourquoi personne ne s'est soucié des deniers publics pour exiger un audit de la gestion financière ? Pourquoi personne ne s'est manifesté pour trouver les solutions, ou plutôt les mécanismes de financement pour résoudre le problème des dettes de la CNRL et éviter par conséquent le départ du coach Bougherara ?

Est-il concevable que l'USMBA soit restée sans entraîneur depuis la première journée du championnat pour une raison de la non-qualification des nouvelles recrues ? Et autant de questions qui restent sans réponses. En somme, chacun tire de son côté au grand dam de ceux qui avaient écrit l'histoire de ce club et les grandes compétences de Sidi Bel Abbès qui ont préféré prendre du recul pour la simple raison est que les conditions de travail ne s'y prêtent pas et où personne ne respecte plus personne. Ce qui est plus grave est que l'USMBA risque la disparition de la scène footballistique, c'est du moins l'impression qui se dégage. Comment est-on tombé si bas ? La réponse se trouve chez ceux qui sont à l'origine de ce désastre.

Il est à préciser finalement que l'entraîneur Moez Bouakaz, et selon des sources proches du club, n'a pas effectué le déplacement hier avec l'équipe à Ain M'lila pour des raisons qu'on ignore...

## CAN 2023 - U17

### L'Algérie candidate à l'organisation

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a donné son accord pour la candidature de l'Algérie à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 des moins de 17 ans (U17), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) sur son site. « La Fédération algérienne de football, qui a introduit une demande dans ce sens, devra prendre les dispositions nécessaires permettant de garantir une meilleure présentation et promotion du dossier de candidature », pré-

cise l'instance fédérale dans un communiqué.

Concernant la demande introduite par la FAF auprès du MJS pour accueillir la finale de la Ligue des champions africaine ou celle de la Coupe de la Confédération 2020-2021, « ladite demande est en attente », a-t-on appris auprès de la fédération. Cette demande fait suite à l'ouverture par la Confédération africaine de football (CAF) des candidatures pour accueillir les finales des compétitions continentales des clubs pour l'actuelle édition.

Pour rappel, la CAF avait lancé le 18 janvier un appel à candidatures pour l'organisation des finales de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération 2020/2021, prévues en juillet prochain. Depuis la saison dernière, les finales des compétitions interclubs se jouent sur un seul match. La finale de la Coupe de la Confédération se déroulera le 10 juillet et celle de la Ligue des champions aura lieu le 17 juillet. Cependant, la CAF se réserve le droit de changer les dates sus-mentionnées.

## Athlétisme - FAA La candidature de Benmissi finalement retenue

La candidature de Kamel Benmissi au poste de président de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), rejetée une première par la commission de candidatures, a été finalement retenue par la commission de recours, a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. Après le rejet de sa candidature

conformément à la note méthodologique du ministère de la Jeunesse et des Sports, l'ancien président de la FAA, Benmissi avait introduit un recours qui a abouti. Les dossiers des trois autres candidats confirmés au poste de président de la FAA sont: Yacine Louail (ancien athlète), Mourad Benslimani (Ligue

de Médéa) et Farid Boukaïs (Ligue de Tizi-Ouzou). Par ailleurs, les dossiers de 28 candidats ont été retenus pour un poste au sein du nouveau Bureau fédéral de la FAA.

L'Assemblée Générale élective de la FAA est prévue le 8 février au siège du Comité et sportif algérien (COA), à Alger.

## Handisport - JP 2021 L'Algérie pour un maximum de points

La sélection algérienne de para-athlétisme composée de 18 athlètes, dont 7 filles, prendra part du 6 au 14 février, au Grand Prix de Fazza à Dubaï (Emirats Arabes Unis), avec l'objectif d'arracher d'autres places qualificatives aux Jeux paralympiques de Tokyo-2021, en plus des douze déjà acquises. Cette sortie est la première pour une délégation handisport, depuis février 2020, en raison de la situation sanitaire, liée à la pandémie du Covid-19. « On croise le doigts pour nos athlètes qui ont trop souffert lors de l'arrêt des activités sportives et la fermeture des lieux d'entraînements, pendant presque neuf mois, à cause du Covid-19. C'est leur première compétition test où ils vont essayer de réaliser les minimas de participation aux Jeux paralympiques de Tokyo, prévus en août », a déclaré Nemer Korichi, président du Directoire, chargé de gérer la gestion

des affaires courantes de la Fédération algérienne handisport (FAH) et préparer les échéances internationales pour le rendez-vous nippon. Pour ce faire, les athlètes retenus pour le Grand Prix de Dubaï ont bénéficié de quelques stages de préparation en Algérie. « La reprise était très difficile pour l'ensemble des athlètes, très affectés par l'arrêt de la préparation. Mais au fur et à mesure des stages, ils ont repris confiance et le meeting de Dubaï sera leur premier test », a tenu à relever, le Directeur des équipes nationales (DEN), Mohamed Miloudi. Le Grand Prix de Fazza, le 12e du genre est l'avant dernière compétition de qualification aux Jeux paralympiques-2021. Si l'Algérie a déjà obtenu 12 places en para-athlétisme, pour les joutes de Tokyo, d'autres tickets seront mis en jeu à Dubaï, qui d'habitude draine la foule, surtout lors de l'année para-

lympique. « Nos athlètes déjà qualifiés auront pour mission de confirmer leur forme, mais les autres sont appelés à réaliser les minimas mis en jeu dans les différentes épreuves et concours. Ce sera aussi une occasion pour leurs staffs d'évaluer leur préparation avec un test révélateur, en attendant le Grand Prix de Tunis (mars) qui en sera le dernier tournant de qualification », a expliqué le président du directoire.

Malgré la difficulté de la tâche qui les attend à Dubaï, les athlètes, surtout les près-qualifiés, se sont déclarés « prêts » à jouer cette qualification, avant même le rendez-vous de Tunis. Après les tests PCR d'usage effectués, mercredi, un dîner a été organisé à l'honneur de la délégation à l'hôtel El-Mehdi de Staouéli (Alger), pour encourager les athlètes et les entraîneurs, et les sensibiliser sur la situation sanitaire afin qu'ils soient très vigilants.

## Tennis - Tournoi ITF de Monastir Ibbou file en quarts de finale



La tennismoman algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée jeudi soir pour les quarts de finale du tournoi professionnel féminin à Monastir (Tunisie), en dominant l'Espagnole Veleria Koussenkova (6-3, 6-3). Au prochain tour, l'ex-championne d'Afrique junior (22 ans), sera opposée à la Française Manon Arcangioli, avec comme principal enjeu, une qualification en demi-finale. Ibbou, 598e au classement mondial de la WTA, est classée tête de série N4 de ce tournoi à 15.000 dollars, alors qu'Arcangioli est tête de série N6.

Au premier tour, disputé mercredi dernier, Ibbou avait assez facilement dominé la jeune Serbe Eléna Milovanovic sur le score de 6-1, 6-2.

Ce tournoi sur surface rapide marque le retour d'Ibbou à la compétition, après un mois d'arrêt forcé, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

En effet, une montée en flèche des cas de contamination au COVID-19 avait engendré l'annulation de plusieurs événements sportifs en Tunisie, particulièrement entre les mois de décembre et janvier, dont

les quatre tournois de tennis auxquels devait prendre part l'Algérienne. Ce n'est que dernièrement, après une baisse significative des cas de contamination au coronavirus en Tunisie que les autorités de ce pays ont permis la reprise de certains événements sportifs, dont des tournois de tennis. Ibbou en a donc profité pour s'engager dans ce tournoi, avec l'espoir de réussir un bon parcours, qui lui permettra de récolter suffisamment de points pour améliorer son classement mondial, aussi bien chez l'ITF que chez la WTA.



## Ligue des champions d'Europe Liverpool interdit d'entrée en Allemagne

Le Liverpool FC ne sera pas autorisé à entrer sur le territoire allemand pour jouer son 8e de finale de Ligue des champions contre Leipzig prévu le 16 février en raison des restrictions liées à la pandémie, a indiqué jeudi le ministère de l'Intérieur allemand. L'interdiction d'entrée sur le territoire allemand depuis la Grande-Bretagne ne prévoit pas «de dérogation spéciale pour les sportifs professionnels», a indiqué à l'AFP une porte-parole du ministère de l'Intérieur.

En conséquence, «le club de Leipzig a été averti que les événements prévus ne rentraient pas

dans les dérogations existantes», a-t-elle ajouté. La veille, le club saxon avait indiqué avoir demandé aux autorités allemandes d'accorder à Liverpool une telle dérogation pour que l'équipe puisse venir sur le sol allemand.

Or, depuis la semaine dernière, l'Allemagne a interdit aux compagnies aériennes de transporter vers le territoire allemand des personnes en provenance de zones touchées par des mutations du coronavirus, à l'exception des citoyens allemands ou des personnes résidant en Allemagne. Cette réglementation court officiellement jusqu'au 17 février au moins et con-

cerne au premier chef la Grande-Bretagne où un variant du coronavirus, estimé beaucoup plus contagieux, est très répandu. Le club de Leipzig s'attendait à une telle décision et, selon les informations du SID, filiale sportive de l'AFP, est en train de plancher à un plan B.

L'UEFA a donné jusqu'au 8 février au club allemand pour trouver une alternative, au risque sinon de perdre la rencontre sur tapis vert 3-0. Parmi les solutions désormais possibles figurent la possibilité de jouer le match sur terrain neutre, donc hors de l'Allemagne, ou d'intervenir les matches aller et retour.

## Coupe d'Espagne Un choc Séville-Barça en demies

Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe du Roi a été effectué vendredi. Le prochain tour de l'épreuve offre une belle affiche entre le FC Barcelone et le FC Séville. En quarts de finale, le Barça s'est difficilement qualifié contre Grenade (5-3 ap), tandis que le club sévillan a éliminé Almería (1-0). Cette manche aller-retour se jouera les 10 février et 3 mars prochains. L'autre rencontre opposera Athletic Bilbao, tombeur du Betis Séville (1-1, 4-1 tab), à Levante, qui a sorti Villarreal (1-0, ap).

Pour rappel, l'Athletic Bilbao est devenu le dernier qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Espagne 2020-21 en éliminant aux tirs au but le Betis (1-1 à la fin du temps réglementaire et de la prolongation), jeudi soir au stade Benito-Villamarín de la capitale andalouse. Alors que l'essentiel de la rencontre avait été de faible niveau, avec beaucoup de fautes de part et d'autre et presque aucune occasion de but franche, les choses se sont emballées dans les dix dernières minutes.

Tout d'abord pour l'ouverture du score par l'attaquant du Betis Juanmi (84e), entré en jeu dix minutes plus tôt; puis par l'égalisation de l'Athletic dans le temps additionnel, sur une tête rageuse au ras du poteau de Raoul Garcia (34 ans), à la réception d'un centre d'Inigo Martinez (90+4).

La prolongation n'ayant rien apporté de nouveau, les deux



équipes ont dû se départager aux tirs au but. Et la séance a tourné à l'avantage des Basques 4 à 1, les Sévillans Sergio Canales et Juanmi ayant vu leur tir repoussé par Unai Simon.

Les demi-finales seront jouées par matches aller et retour les 10 février et 3 mars. La finale est programmée le 17 avril au stade de La Cartuja à Séville.

Il reste encore la finale de l'édition 2019-2020 à disputer. Celle-

ci sera 100% basque puisqu'elle opposera l'Athletic Bilbao, encore lui, et la Real Sociedad, le 4 avril 2021, également à Séville.

L'Athletic Bilbao, 23 Coupes d'Espagne à son tableau de chasse (2e meilleur score derrière le Barça avec 30 succès) est donc toujours en lice dans les deux éditions, et son entraîneur Marcelino peut encore réussir un triplé fameux puisqu'il a remporté cette Coupe du Roi avec Valence en 2019.

## Ajax Amsterdam Onana suspendu un an pour dopage

Le gardien de but de l'Ajax Amsterdam Andre Onana est suspendu un an par l'UEFA pour infraction aux règles antidopage, a annoncé le club sur son site internet vendredi. Des traces de furosemide, un diurétique, ont été retrouvées dans les urines de l'international camerounais de 24 ans, le 30 octobre dernier lors d'un contrôle inopiné, précise le club dans un communiqué, ajoutant que le joueur et le club allaient faire appel de la sanction devant le Tribunal arbitral du sport (TAS). «La suspension est effective à partir d'aujourd'hui et s'applique à toutes les activités de football, nation-

ales et internationales, ajoute le communiqué. La direction s'entend au communiqué publié sur son site. Selon le club, le 30 octobre dernier, Onana s'est senti mal et a pris un médicament initialement destiné à son épouse.

Selon le club, le Lasimac (un diurétique et hypotenseur) «n'améliore pas les performances» d'un sportif. Raison pour laquelle le club «ne s'attendait pas à une suspension ferme». «Onana n'avait aucune intention de tricher.

Cependant, l'UEFA estime, sur la base des règles antidopage applicables, qu'un sportif a le devoir à tout moment de veiller à ce

qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme», note le club. Pour l'Ajax, il s'agit d'un deuxième coup dur en 24 heures. Jeudi, le Franco-ivoirien Sébastien Haller, arrivé début janvier à l'Ajax Amsterdam en provenance de West Ham pour 22,5 millions d'euros, n'a pas été inscrit pour l'Europa League. Haller, transféré le plus coûteux du club néerlandais, ne peut donc pas disputer la Ligue Europa, pour laquelle l'Ajax affrontera Lille en 16e de finales les 18 et 25 février. «C'est une énorme erreur administrative de notre part», a regretté l'entraîneur de l'Ajax Erik ten Hag.

## Mondial des clubs Manuel Neuer se méfie d'Al-Ahly

Qualifié ce jeudi pour les demi-finales de la Coupe du monde des clubs après avoir battu Al Duhail en quart de finale de la compétition, Al Ahly affrontera le Bayern Munich lundi.

Même si l'ogre allemand part largement favori sur le papier contre le club égyptien, Manuel Neuer ne

veut surtout pas sous-estimer les Egyptiens. «Al Ahly est un adversaire familier.

Cette équipe a remporté la Ligue des champions et je m'attends donc à une rencontre difficile. Al Ahly était déjà présent en 2013. Ce n'est jamais évident de se retrouver face à une équipe qu'on con-

naît mal », a souligné l'Allemand sur le site de la FIFA, visiblement méfiant. A noter qu'avant la qualification d'Al Ahly ce jeudi, aucune équipe africaine n'a pu atteindre les demi-finales de la Coupe du monde des clubs depuis 7 ans. Le dernier club à l'avoir fait est le Raja Casablanca en 2013.

## Championnats européens

### Angleterre - 23e journée

<b>Aujourd'hui</b>		
(13h30):	Aston Villa	- Arsenal
(16h00):	Burnley	- Brighton
	Leeds	- Crystal Palace
	Sheffield	- Chelsea
	Tottenham	- West Brom
	Newcastle	- Southampton
(18h30):	Fulham	- West Ham
<b>Dimanche</b>		
(15h00):	Wolverhampton	- Leicester
(17h30):	Liverpool	- Man City

<b>Lundi</b>		
(21h00):	Man United	- Everton

### Italie - 21e journée

<b>Aujourd'hui</b>		
(15h00):	Atalanta	- Torino
	Sassuolo	- Spezia
(18h00):	Juventus	- AS Rome
(20h45):	Genoa	- Naples
<b>Dimanche</b>		
(12h30):	Benevento	- Sampdoria
(15h00):	AC Milan	- Crotone
	Udinese	- Hellas Vérone
(18h00):	Parma	- Bologne
(20h45):	Lazio Rome	- Cagliari

### Espagne - 22e journée

<b>Aujourd'hui</b>		
(14h00):	Levante	- Grenade
(16h15):	Huesca	- Real Madrid
(18h30):	Elche	- Villarreal
(21h00):	Séville	- Getafe
<b>Dimanche</b>		
(14h00):	Real Sociedad	- Cadix
(16h15):	Athletic Bilbao	- Valence
(18h30):	Osasuna	- Eibar
(21h00):	Betis	- Barcelone

<b>Lundi</b>		
(21h00):	Atlético Madrid	- Celta Vigo

### Allemagne - 20e journée

<b>Aujourd'hui</b>		
(15h30):	Leverkusen	- Stuttgart
	Fribourg	- Dortmund
	Schalke 04	- RB Leipzig
	Mayence	- Union Berlin
	Augsbourg	- Wolfsburg
(18h30):	M'gladbach	- Cologne
<b>Dimanche</b>		
(15h30):	Hoffenheim	- Francfort
(18h00):	Bielefeld	- Werder Brême

### France - 24e journée

<b>Aujourd'hui</b>		
(17h00):	Lorient	- Reims
(19h00):	Lyon	- Strasbourg
(21h00):	Lens	- Rennes
<b>Dimanche</b>		
(12h00):	Brest	- Bordeaux
(15h00):	Nîmes	- Monaco
	Montpellier	- Dijon
	Saint-Etienne	- Metz
	Nice	- Angers
(17h00):	Nantes	- Lille
(21h00):	Marseille	- Paris SG

## Tennis - ATP Cup L'Espagne qualifiée sans Nadal



Le N.1 mondial serbe, Novak Djokovic, a battu l'Allemand Alexander Zverev vendredi lors de la 4e journée de l'ATP Cup à Melbourne mais n'a pu empêcher la défaite et l'élimination de la Serbie, tenante du titre, face à l'Allemagne. Dominé dans la première manche, Djokovic l'a finalement emporté en trois sets (6-7, 6-2, 7-5) avant de s'incliner dans le double, associé à Nikola Piatigorsky. Après la victoire initiale de Jan-Lennard Struff face à Dusan Lajovic (3-6, 6-3, 6-4), le double allemand Zverev/Struff a offert à l'Allemagne la qualification pour les demi-finales, où elle rencontrera la Russie de Daniil Medvedev. Dans le groupe B, en l'absence de Rafael Nadal, forfait sur blessure (dos) comme contre l'Australie, l'Espagne s'est

inclinée face à la Grèce (2-1). Mais les Espagnols, qui n'avaient besoin que d'un match gagné, sont quand même qualifiés pour les demi-finales. Avant l'Open d'Australie qui débute lundi, Nadal, N.2 mondial, espérait profiter de l'inattendue journée de repos de jeudi (matches suspendus à Melbourne à cause d'un cas de coronavirus) pour se remettre d'une raideur dans le dos qui avait provoqué son retrait mardi. Mais les organisateurs ont annoncé jeudi que c'est Roberto Bautista (13e) qui le remplacerait contre la Grèce. «Je ne suis pas suffisamment bien pour jouer. Je m'améliore petit à petit, mais je ne suis pas prêt à jouer un match avec une intensité maximale», avait déclaré mercredi Nadal à la télévision espagnole Vamos.



## Triple greffe réussie du visage et des deux mains à New York

Un jeune accidenté de la route, qui a reçu simultanément un nouveau visage et de nouvelles mains lors d'une opération mi-août, est en bonne santé et a retrouvé l'usage de ses mains, une première, a indiqué mercredi l'hôpital universitaire new-yorkais NYU où les greffes ont été effectuées. Plusieurs dizaines de greffes du visage et des mains ont déjà été réalisées séparément, mais les deux précédents connus de transplantation simultanée se sont soldés par des échecs. Le premier patient à recevoir une triple greffe, à Créteil en avril 2009, était décédé de complications deux mois plus tard. Dans le cas de Joe DiMeo, jeune homme de 22 ans originaire du New Jersey, l'opération de 23 heures réalisée le 12 août n'a pas présenté de complications et le patient, qui a participé mercredi à une conférence de presse, est en bonne santé. L'opération "me donne une deuxième chance dans la vie", a expliqué Joe DiMeo. "Je suis impatient de retourner travailler." Victime d'une embardée après s'être endormi au volant de son véhicule en juillet 2018, il avait été brûlé au troisième degré sur 80% de la surface de son corps, perdant notamment lèvres et paupières. Lors des quelque 20 opérations réalisées par la suite, les chirurgiens l'avaient également amputé de plusieurs phalanges. Mais même après cette série d'interventions, "la seule possibilité qu'il retrouve une bonne qualité de vie était d'envisager une greffe du visage et des mains", a expliqué le Dr Eduardo Rodriguez, responsable du projet, lors d'une con-

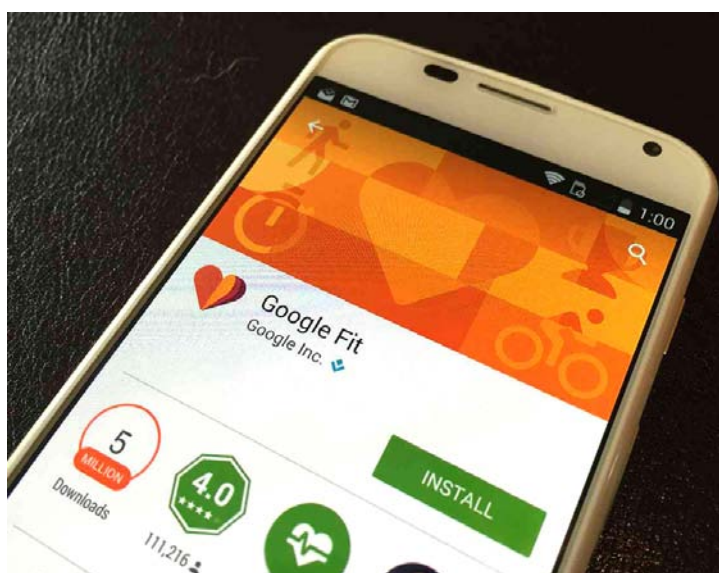


férence de presse virtuelle. Selon les analyses de l'hôpital NYU Langone, le patient, au système immunitaire fragilisé par les transfusions et les greffes de peau déjà réalisées, risquait le rejet avec 94% des donneurs. Mais avec le concours d'une association locale, Gift of Life, un donneur décédé compatible a été identifié. L'opération, qui avait été répétée une dizaine de fois, a nécessité six équipes chirurgicales différentes et près de 100 personnes au total. Les chirurgiens ont découpé le visage du donneur et prélevé plusieurs parties osseuses du crâne, des pommettes, du nez et du menton pour s'assurer d'un alignement satisfaisant sur la face de Joe DiMeo.

Sorti de l'hôpital après plusieurs mois de convalescence, le jeune homme peut déjà "faire pratique-

ment tous" les gestes avec ses nouvelles mains, a-t-il expliqué à l'AFP, même si le manque de sensations le handicape encore. Quant à la face, "dès que je l'ai vue pour la première fois, je me suis dit: c'est mon visage, maintenant", a expliqué celui qui était testeur pour un laboratoire pharmaceutique avant son accident. Même si la plupart des patients greffés du visage ou des mains connaissent un rejet du greffon dans les trois mois suivant l'opération, ce qui n'a pas été le cas de Joe DiMeo, "il n'y a pas de garantie qu'il ne fasse pas de rejet". Outre le traitement immunosuppresseur, il est important que le patient ne reçoive pas de choc sur les parties greffées, a indiqué le professeur Rodriguez à l'AFP, car un hématome ou une plaie pourraient provoquer un rejet.

## Les smartphones de Google vont mesurer les battements du coeur



Les utilisateurs de Pixel, la marque de téléphone de Google, pourront bientôt mesurer leurs fréquences respiratoire et cardiaque via la caméra de leur smartphone, a annoncé le géant des technologies mercredi. Sans avoir besoin d'équipements médicaux ou de montres connectées, les usagers auront accès à ces informations dans l'application de bien-être Google Fit, à partir du mois de mars, grâce à une manœuvre aussi simple qu'un selfie. "Nous voulons révéler le potentiel des appareils connectés que nous utilisons tous les jours", a expliqué Shwetak Patel, un directeur de la branche santé du groupe, pendant

une conférence de presse. "Avec l'intelligence artificielle, les capacités de ces appareils sont multipliées", a-t-il continué. "Et le plus répandu, c'est le smartphone, avec tous ses capteurs". Les ingénieurs de Google ont mis au point une technique dite d'apprentissage automatisé ("machine learning").

Les utilisateurs auront juste besoin d'ouvrir leur application Google Fit et la caméra détectera les légers mouvements de la poitrine qui se soulève et s'abaisse pour mesurer la fréquence respiratoire. Pour la fréquence cardiaque, ils se sont servis des imperceptibles changements de couleur de peau qui surviennent quand le sang fraî-

chement oxygéné se répand depuis le coeur au reste du corps. Les usagers poseront le bout du doigt sur l'objectif de leur téléphone, le flash s'activera et l'application rendra son verdict sur le nombre de battements du coeur par minute. "Nous avons pris en compte une large variété de couleurs de peau dans notre étude", a souligné Jiening Zhan, ingénieur de Google Health. "Même si notre technologie est conçue à des fins de bien-être, ses marges d'erreur sont comprises dans la même fourchette que celles d'équipements approuvés par la FDA", l'agence américaine du médicament. Ces nouveaux outils doivent arriver sur les téléphones Android (le système d'exploitation mobile de Google) dans les mois qui viennent. Google a précisé que les données seraient traitées directement sur le smartphone, sans passer par ses serveurs, à moins que l'utilisateur ne souhaite les garder en mémoire.

Le groupe n'a pas précisé ses intentions en termes de monétisation future ou d'éventuels partenariats avec d'autres marques de produits liés au bien-être, par exemple. De nombreux accessoires connectés, comme les montres Fitbit (rachetées par Google) ou celles d'Apple, permettent déjà de mesurer ce genre de fonctions corporelles.

## Huit fois plus que cette année Les Etats-Unis accueilleront 125.000 réfugiés par an

Joe Biden a annoncé jeudi son intention de multiplier par huit le nombre de réfugiés qui pourront être admis aux Etats-Unis par rapport au plus bas historique imposé par Donald Trump à la fin de son mandat. "Nous faisons face à une crise de plus de 80 millions de déplacés qui souffrent dans le monde", a affirmé M. Biden en annonçant un décret présidentiel permettant "d'augmenter les admissions de réfugiés à 125.000 pour la première année fiscale complète" de la nouvelle administration, qui débutera le 1er octobre prochain.

Le nouveau président tient sa promesse de campagne dans le cadre du programme de réinstallation, qui ne concerne que 15.000 personnes pour l'année budgétaire en cours.

Ce chiffre historiquement bas avait été annoncé près d'un mois avant la présidentielle de novembre perdue par Donald Trump, qui avait fait de la lutte contre l'immigration - légale et illégale - un des marqueurs de sa présidence. Sous le mandat de son prédécesseur, le démocrate Barack Obama, 100.000 personnes étaient accueillies cha-

que année en moyenne. Ce programme ne concerne que des réfugiés sélectionnés par les agences de sécurité et de renseignement américaines dans les camps de l'ONU à travers le monde pour être réinstallés aux Etats-Unis, essentiellement parmi les plus vulnérables comme les personnes âgées, les veuves et les handicapés. Pendant des années, les Etats-Unis ont accueilli plus de réfugiés que tous les autres pays ensemble, mais le Canada les a dépassés en 2019 en ouvrant ses portes à plus de 30.000 migrants, selon les chiffres des Nations unies. Le Haut-Commissaire de l'ONU pour les Réfugiés Filippo Grandi s'est félicité de cette annonce. "L'action du président Biden va sauver des vies, c'est aussi simple que ça", a-t-il réagi dans un communiqué. "Cela montre aussi que la force est ancrée dans la compassion", a-t-il ajouté, alors que selon l'ONU le nombre de réfugiés accueillis dans le monde n'a jamais été aussi bas depuis vingt ans malgré des niveaux records de déplacements forcés, en grande partie en raison de la pandémie de coronavirus.

## 237 migrants secourus au large de la Libye



L'équipe de l'Ocean Viking, navire de secours en mer, est venue en aide jeudi lors de deux sauvetages à 237 migrants tentant de gagner l'Europe, en détresse au large de la Libye, a annoncé l'ONG SOS Méditerranée.

Lors d'un premier sauvetage jeudi matin, 121 personnes à bord d'un canot pneumatique surchargé et en détresse ont été secourues. Plusieurs étaient "passées par dessus bord" selon l'ONG. 19 femmes et deux enfants en bas âge figurent parmi ces rescapés.

Leur canot se trouvait "dans les eaux internationales, à 30 milles nautiques (environ 56 km) au large d'Al Khoms, en Libye", selon SOS Méditerranée. Quelques heures plus tard, l'équipe de SOS Méditerranée a secouru un second canot en détresse, avec à son bord 116 personnes. Parmi l'ensemble des rescapés, souligne SOS Méditerranée, 101 sont des mineurs, en grande majorité non-accompagnés. L'Ocean Viking a repris la mer mi-janvier depuis Marseille, dans le sud de la France, après avoir passé cinq mois bloqué à quai en Italie où les autorités lui ont imposé des travaux à bord. C'est actuellement le seul navire de secours d'une ONG dans la région. Dès son retour en mer, l'Ocean Viking avait secouru 374 migrants tentant la traversée vers l'Europe, dont une femme en-

ceinte de huit mois qui a pu être évacuée par les gardes-côtes italiens. Le bateau de SOS Méditerranée était ensuite reparti du port d'Augusta (Sicile) mardi, a indiqué l'ONG à l'AFP.

Les candidats à l'exil venus de divers pays partent pour l'essentiel de Tunisie et de Libye pour rejoindre l'Europe via l'Italie, dont les côtes sont les plus proches. Au total, plus de 1.200 migrants ont péri en 2020 en Méditerranée dont la grande majorité sur cette route centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les navires des ONG, tels l'Ocean Viking, sauvent des vies mais sont aussi accusés depuis plusieurs années de faire le jeu des passeurs au large de la Libye, où les trafiquants d'êtres humains n'investissent plus dans des navires de haute mer capables de gagner les côtes italiennes, mais se contentent de bateaux pneumatiques, qu'ils surchargent de migrants et dont parfois ils récupèrent le moteur une fois franchie la limite des eaux territoriales libyennes, en laissant à un migrant un numéro de téléphone à appeler pour demander du secours. L'UE s'est divisée sur la manière de gérer le problème depuis que la crise des migrants clandestins a débuté en 2015, lorsque plus d'un million d'entre eux sont arrivés sur les côtes européennes.



## Covid-19 : la théorie d'une fuite d'un labo chinois jugée peu crédible



Le chef des experts de l'OMS qui enquêtent à Wuhan sur l'origine de la pandémie a semblé écarter jeudi la thèse de la fuite de laboratoire, "excellent scénario" de film selon lui, dans un entretien avec l'AFP. Peter Ben Embarek fait partie de la dizaine de chercheurs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) arrivés le mois dernier en Chine pour enquêter sur l'apparition du Covid-19.

L'équipe s'est rendue mercredi à l'Institut de virologie de Wuhan - dans le centre de la Chine -, accusé, notamment par l'ancien président américain Donald Trump,

d'avoir laissé s'échapper le virus d'un de ses laboratoires, accidentellement ou non. Il s'agit jusqu'à présent du site le plus controversé visité par la délégation. "Si nous commençons à suivre et à chasser les fantômes ici et là, nous n'irons jamais nulle part", a estimé M. Ben Embarek joint au téléphone de Pékin. Toutefois, la visite de l'Institut a été "une étape importante pour comprendre d'où viennent ces histoires", selon ce spécialiste de la sécurité alimentaire, en poste à Pékin pour l'OMS au début des années 2010.

L'Institut de virologie de Wuhan

dispose depuis 2012 d'un laboratoire de haute sécurité P3 (pour "pathogène de classe 3") qui étudie de nombreux virus, notamment les coronavirus. L'établissement possède également un P4 (pour les pathogènes encore plus dangereux). Un laboratoire à la sécurité davantage encore renforcée, qui peut héberger des souches comme Ebola, et que l'OMS a pu visiter. M. Ben Embarek affirme avoir eu avec ses interlocuteurs chinois des "discussions très franches", utiles "pour comprendre" leur position sur "un certain nombre d'affirmations vues et lues dans les médias". Avant de rendre son tablier de chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo avait de nouveau pointé du doigt à la mi-janvier l'Institut. Aucune preuve ne vient cependant jusqu'ici accréditer cette hypothèse.

Toutes ces conjectures feraient d'"excellents scénarios pour des films et des séries", estime le chef des experts de l'OMS, promettant cependant de "suivre la science et les faits" pour tirer une conclusion définitive sur l'origine de la pandémie. La délégation doit achever sa mission à Wuhan la semaine prochaine, selon M. Ben Embarek. "On n'aura pas de réponses complètes sur l'origine du virus, mais ce sera un bon premier pas", prévient-il.

## L'Arabie Saoudite ferme cinémas et restaurants

L'Arabie saoudite a fermé jeudi pour au moins dix jours cinémas, restaurants, cafés ainsi que d'autres lieux de divertissement, renforçant ainsi les restrictions en vigueur après une recrudescence des contaminations par le coronavirus. Le riche royaume du Golfe a suspendu "toutes les activités de divertissement", y compris les cinémas et les salles de jeux, ainsi que les services dans tous les restaurants et cafés pendant dix jours, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué publié par l'agence de presse officielle SPA. Cette suspension

pourrait être prolongée, a-t-il averti. Et "tous les événements et fêtes", y compris pour les mariages, sont suspendus pendant trente jours, a ajouté le ministère.

Ces mesures visent à "prévenir l'apparition d'une seconde vague" de contaminations par le coronavirus, a-t-il expliqué. L'annonce intervient après que le ministre de la Santé Tawfik al-Rabiah a averti dimanche que de nouvelles restrictions pourraient être imposées si la population ne respectait pas les restrictions sanitaires. L'Arabie saoudite a suspendu mercredi l'entrée des

personnes venant de vingt pays --proches ou plus éloignés comme les Etats-Unis-- afin de tenter de freiner la hausse des infections. L'interdiction de sortie du territoire pour les Saoudiens a été prolongée il y a une semaine jusqu'au 17 mai --contre le 31 mars auparavant. L'Arabie saoudite, qui a enregistré environ 369.000 cas de personnes contaminées et près de 6.400 décès, a lancé sa campagne de vaccination le 17 décembre après avoir reçu la première livraison de doses du duo américano-allemand Pfizer-BioNTech.

## L'état d'urgence sanitaire prolongé au 10 mars au Maroc

L'état d'urgence sanitaire en vigueur au Maroc depuis la mi-mars a été à nouveau prolongé d'un mois pour juguler la pandémie de coronavirus dans le royaume, a annoncé jeudi le gouvernement. "Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a décidé de prolonger l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire national jusqu'au 10 mars, et ce dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation de la pandémie", rapporte l'agence MAP.

La campagne nationale de vaccination lancée fin janvier a déjà bénéficié à plus de 300.000 personnes, selon le ministère de la Santé. L'objectif affiché est de vacciner, gratuitement et progressivement, environ 25 des 35 millions d'habitants.

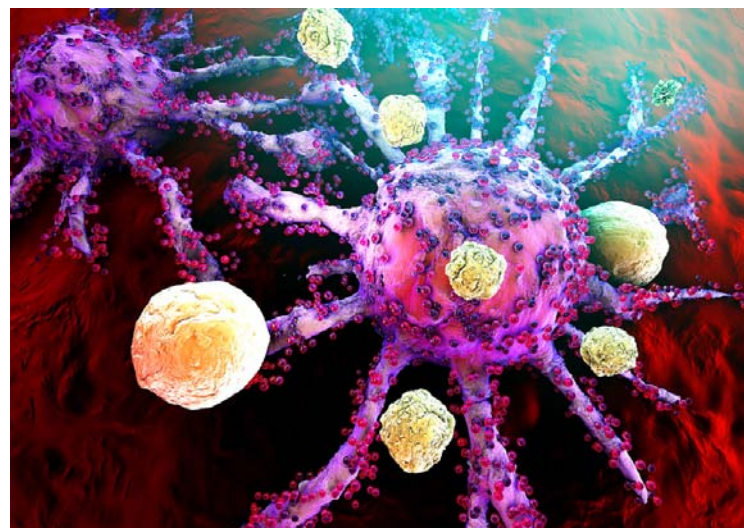
Le royaume a opté pour les vaccins, britannique Astrazeneca et le chinois Sinopharm, misant sur la vaccination pour un retour progressif à une vie normale. Les autorités marocaines ont aussi



prolongé mardi, de deux semaines et jusqu'au 16 février, le couvre-feu nocturne imposé fin décembre dans tout le pays pour compléter différentes mesures restrictives prises dans différentes localités. La pandémie régresse au Maroc avec en moyenne 800 cas par jour. Le pays a comptabilisé depuis la mi-mars un total de

473.000 cas de contamination, dont 8323 décès. La crise sanitaire a eu un impact désastreux sur l'économie du pays, qui s'est contractée de 6,3% en 2020, selon la Banque centrale marocaine. Le taux de chômage a bondi à 11,9% en 2020, contre 9,2% l'année précédente, en raison de la crise sanitaire et de la sécheresse.

## «Vaccin», immunothérapie, nanoparticules Les espoirs pour mieux traiter le cancer



Mieux tirer partie de l'immunothérapie, vacciner pour combattre la tumeur... Face aux cancers, qui constituent toujours la deuxième cause de décès dans le monde, avec 9,6 millions de morts en 2018, plusieurs pistes prometteuses se dessinent. Les médicaments d'immunothérapie, qui modifient le fonctionnement du système immunitaire pour lui permettre de reconnaître les cellules cancéreuses, ont bouleversé la prise en charge des cancers depuis une dizaine d'années. Mais ils ne sont efficaces qu'après d'environ 25% des patients, avec de fortes disparités selon le type de cancer. L'ambition est d'"augmenter" ce pourcentage, explique Christophe Le Tourneau, responsable des essais cliniques précoces à l'Institut Curie, l'un des principaux centres français de recherche et de traitement du cancer.

"Pas loin de 80% des molécules ou des voies thérapeutiques en développement pour les cancers sont à ranger dans le lot des immunothérapies", a indiqué à l'AFP le généticien Axel Kahn, président de la Ligue contre le cancer. Les chercheurs testent notamment l'association d'une chimiothérapie suivie d'une immunothérapie, la première provoquant des mutations dans les cellules cancéreuses qui les rendent ensuite plus facilement détectables par le système immunitaire. Beaucoup d'espoirs résident aussi dans les traitements dits "inhibiteurs de points de contrôle", qui cherchent à "réveiller" les lymphocytes tueurs présents dans la tumeur mais "endormis" par cette dernière. Ils ont déjà permis d'améliorer sensiblement le pronostic dans le mélanome et le cancer du poumon. Ces traitements représentent un espoir pour les 10% à 15% de cancers du sein à "mauvais pronostic", dits "triple négatif", sans traitement efficace actuellement, souligne la Fondation Arc. Une étude menée avec le durvalumab (médicament commercialisé par AstraZeneca pour certains cancers du poumon), publiée récemment dans Nature Medicine, montre que cet anticorps améliore la survie des femmes atteintes de ce type de cancer.

### «VACCIN» ?

Des essais en cours explorent l'efficacité d'une vaccination à effet thérapeutique, et non préventif. C'est la voie suivie notamment par la biotech française Transgene, avec un vaccin anti-virus HPV (papillomavirus) combiné à une immunothérapie classique. Un autre es-

sai d'un vaccin personnalisé du même laboratoire vient de débiter à l'Oncopole de Toulouse, pour traiter des patients atteints de cancers de la sphère ORL (nez, gorge...). Ce traitement "consiste à mettre à la disposition du système immunitaire une sorte de reconnaissance faciale", basée sur les mutations génétiques propres à la tumeur de chaque patient, "pour que celui-ci identifie les cellules cancéreuses et déclenche une réaction immunitaire spécifique", détaille l'Oncopole. L'appellation de "vaccin" vient du fait que, contrairement à d'autres immunothérapies, "on va vraiment chercher à cibler des protéines qui ne sont pas exprimées par les cellules normales, mais seulement par les cellules tumorales. On crée un vaccin contre ces protéines pour que l'organisme s'immunise contre elles", explique à l'AFP Eric Solary, directeur scientifique de la Fondation Arc. L'analyse morphologique et, de plus en plus, génétique de la tumeur et des cellules qui l'entourent joue un rôle majeur pour préciser le pronostic des patients mais aussi pour choisir leur traitement. La présence de certaines mutations dans l'ADN des cellules cancéreuses ainsi que la répartition des cellules immunitaires (lymphocytes notamment) permet en effet de prédire si tel type de traitement marchera. Mieux cibler les traitements, "c'est vraiment l'enjeu majeur", résume Eric Solary, évoquant des enjeux économiques mais aussi d'éviter des effets secondaires inutiles à des patients qui enchaînent souvent plusieurs traitements.

### NANOPARTICULES

Une autre voie prometteuse consiste à optimiser l'efficacité des molécules existantes en les enrobant dans des "nanocapsules" de lipides. Il s'agit ainsi de mieux "distribuer" le médicament, pour "qu'il aille directement dans les cellules tumorales et évite d'abimer les cellules normales", ce qui limite son effet toxique pour l'organisme, détaille le Pr Solary. Des essais cliniques "concluants et prometteurs" à l'Institut Curie concluent aussi que l'injection de nano-billes métalliques dans la tumeur augmente l'efficacité de la radiothérapie. Dans la même veine, plusieurs équipes de chercheurs américains utilisent des bactéries génétiquement modifiées pour administrer un "cocktail toxique" au centre de la tumeur, moins vascularisée et où les molécules de chimiothérapie qui passent par le sang ne parviennent pas.



## Tunisie : les hôpitaux se remplissent et le vaccin tarde



La crainte c'est pour les patients: notre service est plein": en Tunisie, des médecins s'inquiètent de la hausse continue du nombre de malades du Covid, mettant à rude épreuve un système de santé fragile alors que le vaccin se fait attendre. "Depuis décembre les 18 lits roulent en continu", explique Amira Jamoussi, médecin réanimatrice à l'hôpital Abderrahmen Memmi, dans l'un des principaux services de Covid en Tunisie. "Des malades peuvent rester 72 heures ou plus en attente d'un lit de réanimation - quelquefois le lit ne se libère pas et on a malheureusement des décès aux urgences ou dans les étages", s'émue-t-elle. Le ministère de la Santé annonce désormais 50 à 100 décès par jour, contre un total de 50 morts entre mars et juillet dernier, et il devient de plus en plus difficile de prendre en charge les cas très graves. "Le tunnel est encore long", a averti l'Organisation mondiale de la Santé, alors que la vaccination devrait débuter à la mi-février. Les médecins doivent choisir qui admettre dans leur service, "c'est beaucoup sur nos épaules", souligne le Dr Jamoussi. Des patients sont envoyés vers une annexe temporaire de l'hôpital, installée dans un complexe sportif de la capitale, et certains se tournent vers le privé, quitte à "vendre leur voiture".

### «SOUS PRESSION»

La Tunisie a bien circonscrit la première vague grâce à des mesures strictes et précoces, ce qui a laissé le temps aux services de santé de s'équiper et s'organiser. Le nombre de lits de réanimation Covid dans le pays est passé de 96 à 350, souligne le Pr Jalila Ben Khelil, membre de la commission Covid. Une plateforme informatique a été mise en place pour identifier les lits disponibles, explique-t-elle. Mais cela exige parfois des transferts à plus de 150 km de distance, impossibles pour certains malades. L'Etat, qui s'était engagé à réduire les emplois au sein de la fonction publique, a dû se résoudre à embaucher du personnel soignant - environ 1.300 personnes ont ainsi été recrutées pour un an. "On est de plus en plus sous pres-

sion, mais on est plus aguerris aussi", souligne le Pr Tahar Mestiri, qui dirige l'installation temporaire dans une salle de sport d'El Menzah, près de Tunis. Un service similaire a été lancé dans les locaux d'un futur hôpital construit par la Chine à Sfax, grande ville portuaire du centre. Dehors, une famille arrive pour tenter de faire soigner un proche, en vain: elle est orientée vers les urgences d'un hôpital, qui seules peuvent évaluer l'état des patients avant de les répartir.

### INSTABILITÉ POLITIQUE

Les mesures de prévention en vigueur depuis des mois restent peu appliquées, en dehors d'un couvre-feu à 20h: les difficultés sociales priment, et les autorités ont mené peu de contrôles. Face à la flambée épidémiologique, Tunis s'est jetée dans la course aux vaccins.

Une campagne était initialement programmée en avril, mais le gouvernement a finalement annoncé l'arrivée dès février de 94.000 doses du vaccin germano-américain Pfizer et de vaccins AstraZeneca. Des négociations sont également en cours pour obtenir des vaccins russes Spoutnik V, qui viennent d'être autorisés en Tunisie. La Tunisie a pâti de son faible poids diplomatique, et de son instabilité politique: le pays a compté trois ministres de la Santé depuis le début de la pandémie. Le député Hassouna Nasfi déplore un relâchement des efforts durant l'été, lorsque le gouvernement a été limogé.

En outre, Tunis s'appuie très largement sur la Banque mondiale pour financer la campagne, ce qui nécessite d'attendre l'homologation des différents vaccins. "Il y a un petit décalage mais on ne peut pas parler de retard", assure à l'AFP Ahlem Gzara, membre de la commission des vaccins au ministère de la Santé, indiquant que Tunis compte vacciner la moitié de sa population adulte d'ici la fin de l'année.

## Egypte

### Libération d'un journaliste d'Al-Jazeera après plus de 4 ans de détention

L'Egypte a remis en liberté Mahmoud Hussein, journaliste de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera en détention préventive depuis décembre 2016, soupçonné de "diffusion de fausses informations", a indiqué vendredi à l'AFP une source sécuritaire. Le journaliste égyptien a été libéré jeudi soir, a précisé cette source, sans autre détail. La chaîne de télévision -- qui avait affirmé à maintes reprises qu'il était détenu sans inculpation formelle, sans procès et sans condamnation-- n'a pas confirmé dans l'immédiat cette déclaration. Gamal Eid, président de l'ONG Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'Homme (ANHRI), a indiqué à

l'AFP que les autorités avaient décidé de libérer M. Hussein mais qu'il n'était "pas encore rentré chez lui". L'ONG Observatoire égyptien pour le journalisme et les médias a fait savoir sur Facebook que le tribunal pénal du Caire avait décidé lundi de remettre en liberté celui qui était soupçonné "d'incitation à la sédition contre l'Etat" et de "diffusion de fausses informations". Les appels à sa remise en liberté se sont multipliés, en particulier émanant d'Amnesty international. Un tribunal avait ordonné sa libération conditionnelle en mai 2019 mais, une semaine plus tard, il avait été frappé d'une autre série d'accusations et maintenu en dé-

tention. Mahmoud Hussein, un Egyptien qui travaillait au siège d'Al-Jazeera à Doha, avait été arrêté fin décembre 2016, trois jours après son arrivée en Egypte où il s'était rendu en famille pour des vacances. L'Egypte fait partie des pays arabes ayant rompu en juin 2017 leurs relations diplomatiques avec le Qatar, accusé de soutenir les Frères musulmans, qualifiés d'organisation "terroriste" par Le Caire. Al-Jazeera est considéré comme un relais médiatique des Frères musulmans. Ces relations ont repris officiellement le 20 janvier, dans le cadre de la réconciliation scellée en début de mois entre Doha et plusieurs pays de la région.

### L'artiste égyptien Ezzat al Alaili tire sa révérence

L'artiste égyptien Ezzat al Alaili est décédé vendredi matin au Caire à l'âge de 86 ans, a annoncé la presse locale. Diplômé de l'Institut supérieur des Arts dramatiques en 1960, Ezzat al Alaili a été, à ses débuts, concepteur de programmes télévisés, avant de décrocher son premier rôle dans le film "Message d'une femme inconnue" en 1962, ayant lancé sa carrière cinématographique. Il a campé plusieurs rôles au théâtre et au cinéma, notamment en incarnant le rôle principal dans le film "al ard" (la terre) en 1970, réalisé par Youssef Chahine où il s'est distingué.

Sa filmographie est riche de 160 œuvres cinématographiques dont "Tariq ila llat", "Ahl el qima", "Mansouriya", "Tout oua nabout", outre sa participation au film algérien "le moulin de monsieur Fabre". Au théâtre, il a joué dans plusieurs pièces, dont "Ahlan ya bakawat" et "Thawrat qaria".



## APARTEMENTS

■ Echange un bel et grand F3, 2 façades refait à neuf désistement à Hassi Ben Okba, 1er main, contre un F2 ou petite maison de maître à Oran ou environs - Tél : 0657.47.80.07

■ Loue F4 cité des Amandiers au 1er étage, 30.000 DA meublé ou 27.000 DA non meublé + Local commercial à USTO coop Hoggar ORAN - Tél : 0557.57.51.64

■ A louer pour couple : appartement grand standing, 1er étage, dans une maison de maître, porte fermée, 2 grands salons, 1 pièce, SDB, cuisine, cour. Oran, Boulevard Chakib Arslane - Tél : 0661.21.12.31

■ Promotion immobilière «EMI TURKISH» vous propose des appartements haut standing de type F2/F3/F4/F5 en vente sur plan au niveau de la forêt « El Menzah » (ex-Cannastel) ORAN. Contactez-nous sur 0770.96.45.63/64 ou sur Fixe : 041.83.84.26

## VILLAS

■ Je vends une villa à Belgaïd 145 m² R+2 dans une résidence promotionnelle clôturée avec poste de contrôle à l'entrée surveillance 24/24 toutes commodités nouvelle construction libre de suite Prix 5 milliards - tél : 0781.97.00.50

■ Vends à Saïda belle villa ext-int avec 2 locaux commerciaux - RDC : 3 pièces, cour, hall, WC, SDB - 1er étage : 4 pièces, hall, cuisine, SDB, WC - Niveau 2 : terrasse et grand salon - Téléphone : 0662.22.78.42

## VEHICULES

■ Vends tracteur routier Man TGA 19-440 année 2009, avec remorque citerne carburant SNVI année 2010, en très bon état 1<sup>ère</sup> main - Téléphone 0668.45.24.31

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers et lourds Tél : 023 24 33 83 / 0550 59 03 60 0771 39 49 82

## TERRAINS

■ A louer terrain clôturé 2.500 m² Z. Hassi Ameur - Tél : 0550.55.10.13

## EMPLOIS

■ Particulier recrute un maçon et un jardinier - Tél : 0555.89.08.39

■ Société de taxis, sise à Akid Lotfi ORAN, recrute des chauffeurs de taxi diplômés - Tél : 0771.20.80.31. Appelez SVP de 9h à 17h

■ Bureau d'études cherche Juriste habitant environ Seddikia - ORAN - Mail : gef019@yahoo.fr

■ Marketel Algérie Oran recrute des téléconseillers(ères) parfaitement francophones, à mi-temps ou à plein temps avec transport assuré le soir. Ssalaire fixe entre 35.000 et 40.000 DZD pour un temps plein + primes intéressantes. Mail : recrutement.oran@marketel-algerie.com - Tél : 041.83.01.68

■ Importante société de production distribution des carburants et lubrifiants recrute assistant administratif et juridique : Titulaire d'un diplôme universitaire, licence en droit + CAPPA - Capacité de déplacement sur le territoire national - Habite à BATNA et BLIDA - Maîtrise de l'outil informatique - Expérience souhaitée. Envoyez votre CV sur : cdrh2020@gmail.com

■ Je cherche des femmes couturières et aussi des employés pour la finition à Oran / C/V - Tél : 0551.68.45.01

■ Atelier de couture sis à SENIA/ ORAN cherche des employées femmes pour la finition. Salaire 20.000 DA/mois - 0560.20.28.88 - 0797.72.45.90

## LOCAUX

■ Chirurgien-dentiste, vend cabinet dentaire, centre-ville ORAN superficie 100 m², 1er étage - Tél : 0554.97.44.67

### DÉCÈS

Les familles TALBI et MEFTAH d'Oran ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur cher et regretté époux, père et grand-père **M. TALBI Abdelouahab** survenu le 25 janvier 2021 à l'âge de 82 ans. Domicile mortuaire Bir El Djir n° 41, Cité Chadid Ahmed Tounsi (cité FORA). Son épouse Fatiha, ses fils Rachid, Fouzi et ses filles Samira, Fayza et Djihane ainsi que tous ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

إنّا لله وإنا إليه راجعون

### PENSÉE

**BADRA HOCINE, née KAID-EDDINE** Déjà 4 ans. Un jour comme ce jour, le 06 février 2017 tu es partie et tu nous as quittés à jamais. Mais dans le cœur de chacun de tes enfants et petits-enfants tu es toujours présente. Les souvenirs sont intacts. Rien au monde ne pourra combler le vide que tu as laissé. Tu manques à chacun de nous et nous prions Dieu pour toi chaque jour. Tu étais une maman formidable, une mamie douce. Repose en paix maman. *Tes enfants et petits-enfants*

### Société industrielle privée Sise à Sidi Bel Abbès Recrute dans l'immédiat

#### 1) Responsable commercial :

- 1) -Universitaire
- 2) -Expérience dans le domaine, minimum 05 ans
- 3) -disponible immédiatement

#### 2) Responsable maintenance :

- 1) -Ingénieur
  - 2) -Expérience de 10 ans minimum
  - 3) -disponible immédiatement
- Salaire à débattre (1&2)

#### 3) Contrôleur Qualité

- 1)-Niveau : 3 As et plus
- 2)-Disponibles immédiat

Adressez : Lettre de motivation + CV

A Zone industrielle, Lot n°100, Sidi Bel-Abbès  
Ou Mail : tplast\_algerie@yahoo.fr



## Littérature - Mourir de la rage de vivre

« Un jour idéal pour mourir » de Samir Kacimi - traduit par Lotfi Nia. Sindbad/Actes Sud - Paris 2020

Par Hafid Adnani\*

Une nuit, à court de cigarettes, il est allé en demander à de fumeurs de haschisch de son voisinage. Ces misérables, dévastés par la marginalisation, le mal-vivre, la drogue et l'alcool, lui ont semblé soudain très proches de lui, qui a réussi à leurs yeux, et du bilan désastreux de sa propre vie, jonchée de chômage, de dettes et de problèmes de famille.

Il faut ajouter à cela, et ce n'est pas le moindre des détails, l'impossibilité pour lui de connaître un amour qu'il a tant espéré : « [Il] avait bien essayé de se marier [...] A cette époque il avait encore des cheveux sur le crâne, il prenait soin de lui et de son apparence [...], on aurait même pu dire qu'il était beau [...] Cette beauté relative lui avait permis de faire la connaissance d'une jeune fille qui vient de terminer ses études [...] son premier amour et le dernier. »

Tout ceci lui a sauté brutalement aux yeux cette nuit-là. Une déflagration qui ne sera pas sans conséquences.

Halim Bensadek, journaliste algérois (Halim el-Jôrnaliste), issu des bas-fonds de la capitale et ayant le plus grand mal à en sortir, a donc décidé d'en finir, en se jetant du haut d'un immeuble de 15 étages, seule façon sans doute pour lui de connaître une forme de tranquillité et de bousculer, de défier même, pour peut-être l'aider à sortir de son sommeil, une société gangrénée. Mais c'est sans doute aussi pour lui une manière d'exister enfin aux yeux des autres.

Il a décidé de quitter la partie de ce jeu sans fin, ce jeu que lui livrait une existence sans possibilité de la moindre espérance, sans possibilité de l'idée même d'une accession au bonheur. Au moins aura-il eu le courage, avec cet acte radical, de décider de sa destinée ; au moins aura-t-il eu une prise sur ce terrible jeu qu'il n'avait pas choisi : « Mais il y avait quelque chose de plus important que tout cela : il avait réussi à se soustraire au destin et à faire de l'instant de sa mort, une décision prise par lui seul... »

Tout le roman de Samir Kacimi tient dans quelques instants d'hésitation à se donner la mort – et dans les dix secondes de sa chute.

« Dix secondes c'est très long quand c'est mesuré en souvenirs. » Quarante ans de vie défilent. Ils mêlent un regard intérieur et des rencontres, jusqu'à l'épilogue.

Dix secondes suffisent à un corps élancé du 15<sup>e</sup> étage pour atteindre le sol. C'était le temps estimé par Halim au moment où il a décidé de mettre fin à ses jours. Dix secondes durant lesquelles le temps dilaté lui donnera le loisir de dérouler le fil de sa vie, de douter quelque peu de sa décision, de revenir aussitôt sur ses doutes et enfin de voir dans sa chute une délivrance paisible d'un fardeau beaucoup trop lourd à porter.

C'est la pesanteur d'une certaine Algérie qui l'a précipité dans le vide. Cette Algérie de la périphérie. Cette Algérie où s'entassent les damnés comme lui.

Ce roman, d'un écrivain algérien arabo-ophone de 46 ans, est le deuxième de ses 7 livres à être traduit et publié en France, après « L'amour au tournant » (Seuil 2017). C'est un texte d'une grande lucidité sur la réalité de l'Algérie, et qui représente en soi un grand espoir.

A travers plusieurs personnages comme Omar Toubna, un jeune du quartier, perdu, ravagé par l'alcool et la drogue lui aussi et tombé follement amoureux d'une femme

« *Un jour idéal pour mourir* » est le deuxième roman de Samir Kacimi dans l'ordre chronologique de publication. C'est aussi le deuxième traduit en France aux éditions Actes-Sud. Un roman algérien et universel dont il faut saluer ici l'auteur, témoin d'une génération nouvelle d'écrivains arabophones ou francophones (voire amazighophones), eux-mêmes témoins d'une Algérie actuelle, et connectés dans le même temps et irrémédiablement au monde. Des écrivains qui ne manquent ni de talent, ni d'audace, ni même d'humour...

débauchée que même son propre père fréquentait ; un « chikour » désœuvré, qui cache mal sa sensibilité et tente tant bien que mal de la faire taire à coups de poings ou de consommation de stupéfiants. S'il ne cesse d'aspirer à une vie tranquille avec son amour passionnel, le cours des événements vient inlassablement le déposséder de ce rêve...

A travers ces personnages perdus, condamnés au désespoir et touchants, Kacimi explore donc une Alger d'exclus, de marginaux, de crève-la-faim, ravagés par toutes formes de vices. Une Alger qui est en réalité un miroir grossissant (et sans concession) de la société algérienne dans son ensemble, et ce dix ans avant le Hirak : « [...] son avenir lui apparut, noir sur moi dans le noir. Quarante années d'une vie de mendicité, vingt ans de travail pour rien, dix ans à pourvoir aux besoins d'une famille qui n'en était plus une [...] »

La langue arabe, langue d'écriture de Samir Kacimi, et il faut rappeler ici qu'elle est antérieure à l'Islam et sécularisée depuis si longtemps, à travers et grâce, notamment, à la littérature, contrairement à ce qui est affirmé, çà et là, à l'occasion d'un triste et récent débat sur l'enseignement de cette langue en France. Sans doute que celles et ceux qui disent et écrivent que la langue arabe est intimement et exclusivement liée au Coran, n'ont-ils pas lu les classiques de la littérature antéislamique, ni à titre d'exemple, Mohamed Choukri le Marocain, Naguib Mahfouz ou Alaa El-Aswany les Egyptiens, Nizar Kabbani le Syrien, Mahmoud Drawiche le Palestinien...et bien d'autres encore... Cette langue magnifiée par la littérature et les écrivains qui se battent aussi pour lui faire respirer le langage de la rue, la langue populaire, malgré la rigidité des régimes en place qui voudraient à la fois la figer dans le temps et en faire le porte-parole d'un message politique et religieux, et surtout lui imposer une forme d'aliénation des autres langues des peuples qu'ils gouvernent, comme le berbère (Tamazight) en Algérie et ailleurs.

S'il est donc nécessaire de donner une preuve parmi d'autres, de la possibilité d'une langue arabe débarrassée des fioritures, des dogmes et des références religieuses, elle réside, entre autres et à nouveau, dans ce roman lumineux et impeccablement construit, qui traite, sans tabous, de questions souvent cachées dans la société algérienne : l'amour, le sexe, la drogue et l'alcool qui cohabitent certes et forcément avec les islamistes, les qamis, le musc et les prières du vendredi. Un texte ancré dans la réalité, comme il se doit. Après « l'amour au tournant », « ce banquet platonicien à la mode algéroise », traduit en 2017 aux éditions du Seuil par le même Lotfi Nia, un véritable festin littéraire auquel nous a conviés alors Samir Kacimi, il faut lire « Un jour idéal pour mourir », roman profondément algérien, parfaitement universel et en phase avec les questions du temps présent.

\*Né en Algérie. Journaliste et cadre supérieur de l'éducation nationale, il est également doctorant en anthropologie au Laboratoire d'Anthropologie sociale du Collège de France.



### L'ONCI reprend ses activités culturelles

L'Office national de la culture et de l'information (Onci) annonce la reprise de ses activités culturelles à l'adresse du jeune public au niveau de l'ensemble de ses espaces à partir d'hier vendredi 5 février, selon un communiqué de l'office. L'Onci annonce une programmation à l'adresse du jeune public, chaque vendredi et samedi, comprenant des spectacles éducatifs et des pièces de théâtre pour enfants dans le strict respect des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus.

Cette reprise concerne la salle Atlas à Alger, le complexe culturel Abdelouaheb Slim à Tipasa, la salle Isser à Boumerdes, la salle du 8 mai 1945 à Kherrata (Bejaïa), la salle Ahmed Bey à Constantine et la salle Essaâda à Oran, précise le communiqué. Cette reprise prévoit des re-

présentations de spectacles comme "Le laboratoire de Ammou Hakim" de l'association "Masrah Al Ghad", "L'espace des bons élèves" de la coopérative culturelle "Semout", "L'environnement des enfants" du conteur Ramzi Djamoui, "Le facteur" de l'association "Fen Bladi" ou encore "Smissma" de la conteuse Khediri Hayat.

L'Onci, à l'instar de toutes les structures et établissement du ministère de la Culture et des Arts, avait suspendu ses activités de spectacle depuis le mois de mars 2020 dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus.

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda avait donné instruction, le 10 janvier dernier, pour la reprise des activités des établissements du secteur dans le strict respect des mesures de prévention.



2

11.15 Les Z'amours  
11.50 Tout le monde veut prendre sa place  
12.50 Météo 2  
13.00 Journal 13h00  
13.20 13h15, le samedi...  
14.30 Rencontres à XV  
15.05 Rugby : Tournoi des VI Nations  
17.15 Rencontres à XV  
17.35 Rugby : Tournoi des VI Nations  
20.00 Journal 20h00

## 21.05 Secours Pop, la grande soirée



**Présenté par Daphné Bürki**  
France 2 et Le Secours populaire, qui vient en aide aux personnes vulnérables et lutte contre l'exclusion, s'associent le temps d'une soirée solidaire et festive présentée par Daphné Bürki, marraine engagée de l'association. Une quarantaine d'artistes - des chanteurs, des humoristes et des comédiens - seront présents au Cirque d'Hiver pour le lancement d'une grande tombola et appeler à faire un don.

3

10.45 Voyages & délices by Chef Kelly  
12.55 Les nouveaux nomades  
13.35 Samedi d'en rire  
15.15 Les carnets de Julie avec Thierry Marx  
16.15 Les carnets de Julie  
17.15 Trouvez l'intrus  
17.55 Questions pour un super champion  
19.30 19/20 : Journal national  
20.35 Tout le sport

## 21.05 Crime dans le Larzac



**Téléfilm dramatique - France - 2020**  
**Avec Florence Pernel, Stéphane Guillon, Guillaume Cramoisan, Lola Dewaere**  
A Saint-Affrique, une vaste commune de l'Aveyron. Pierre Loiseau, un important éleveur, est retrouvé assassiné. Les suspects potentiels sont nombreux. Est-ce sa petite amie qu'il s'apprêtait à quitter ? Son ex-femme, jalouse ? Un petit paysan qui estime avoir été spolié ? La vice-procureure Elisabeth Richard, le capitaine Charles Jouanic et le lieutenant Caroline Martinez n'atteindront la vérité dans leur enquête qu'après avoir exploré d'inattendus méandres...

4

10.55 Oscar & Malika toujours en retard  
11.50 Zine ! Zine !  
12.05 Il était une fois... la vie  
13.30 Minikeums  
13.35 Furiki  
14.40 Power Players  
15.15 Team Dronix  
16.00 Teen Titans Go!  
17.05 Coache-moi si tu peux  
18.25 Une saison au zoo  
20.15 C'est toujours pas sorcier

## 21.05 Scooby-Doo ! Mystère sur la plage



**Téléfilm d'animation - Etats-Unis - 2017**  
Après avoir résolu l'énigme de la momie, Scooby-Doo et ses amis ont bien besoin de repos. Ils décident donc de s'accorder quelques jours de vacances au bord de la mer. Ils se rendent alors dans une charmante station balnéaire où ils espèrent goûter aux joies du farniente, sans avoir à lever le petit doigt du séjour. Mais l'équipe ne tarde pas à découvrir que la bourgade est hantée par des pirates-fantômes...

5

10.10 Dorine, d'un ciel à l'autre  
11.10 Roumanie  
12.10 Réver le futur  
13.10 Serengeti  
14.05 J'irai dormir chez vous  
15.00 Destination 2024  
15.05 Silence, ça pousse !  
16.10 La maison France 5  
17.45 C dans l'air  
19.00 C l'hebdo  
20.00 C l'hebdo la suite  
20.20 Embarquement immédiat  
20.50 Echappées belles  
23.55 La p'tite librairie  
23.59 Cinéma de minuit

arte

TF1

12.15 Céphalopodes : le règne des ventouses  
13.00 La pieuvre géante du Pacifique  
13.45 Henri VIII : Complots à la cour  
14.40 Elisabeth Ire : Au service secret de Sa Majesté  
15.30 Elisabeth Ire : Les secrets de la reine vierge  
16.25 Invitation au voyage  
17.05 GEO Reportage  
17.50 Le secret des cheveux les plus longs du monde  
18.35 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes samedi  
20.50 Henri VIII

09.30 C'est mon choix  
11.45 C'Cauet Le meilleur  
13.45 The Middle  
16.20 The Big Bang Theory  
21.05 Modern Family

C8

11.00 Direct Auto  
12.00 Direct Auto Express  
13.40 Une famille en cavale  
15.30 Premiers doutes  
17.15 A l'ombre de mes yeux  
19.20 Enquête sous haute tension  
21.05 Animaux à adopter



CINE + FAMIZ 20.50

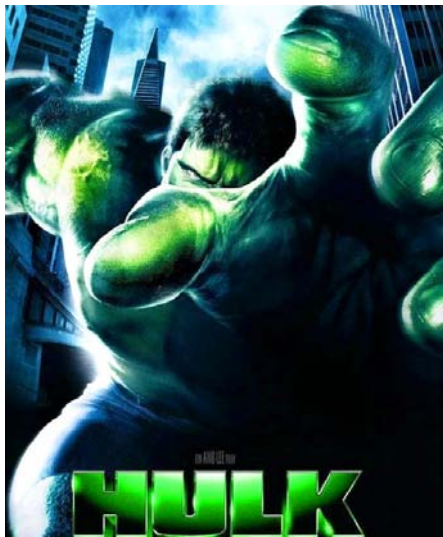
## UNE FAMILLE SUR LE RING

**Comédie dramatique - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2018**

**Avec Florence Pugh, Vince Vaughn, Jack Lowden, Lena Headey**  
A Londres, dans les années 1990, Zak et Saraya accompagnent régulièrement leurs parents, Ricky et Julia Knight, catcheurs amateurs, qui multiplient les petits tournois. Dix ans plus tard, Zak et Saraya participent toujours à l'entreprise familiale et forment de nouvelles recrues. Mais les finances sont précaires et tous découvrent avec joie la réponse positive de la fédération mondiale de catch à la vidéo de démonstration de Zak et Saraya.

CANAL+ family 20.52

HULK



**Film d'action - Etats-Unis - 2003**

**Avec Eric Bana, Nick Nolte, Jennifer Connelly, Sam Elliott**  
Alors qu'il effectue une expérience dans son laboratoire de San Francisco, le généticien Bruce Banner se retrouve exposé par inadvertance à une surdose de rayons gamma. Au grand soulagement de sa collaboratrice Betty Ross, Bruce en sort indemne. Mais peu après, il constate que quelque chose a changé en lui : à chaque émotion forte, il se transforme en un monstre incontrôlable, à la force surhumaine.

RTL9 20.50

## COMPTE À REBOURS MORTEL



**Thriller - Etats-Unis - Allemagne - 2002**  
**Avec Sylvester Stallone, Tom Berenger, Charles S Dutton, Kris Kristofferson**  
Depuis plusieurs mois, des corps de policiers sont retrouvés atrocement mutilés. L'agent du FBI Jake Malloy est chargé de l'enquête. Mais sa vie bascule quand Mary, sa future femme, est assassinée. Son collègue Chuck Hendricks lui recommande alors une cure de désintoxication au D-tox, un centre situé dans les régions montagneuses et isolées du Wyoming.

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.05 The Voice, la plus belle voix



Saison 10

**Présenté par Nikos Aliagas, Florent Pagny, Marc Lavoine, Amel Bent, Vianney**

Pour cette dixième saison, Amel Bent et Marc Lavoine retrouvent leur fauteuil rouge, rejoints par Florent Pagny, qui fait son retour après trois ans d'absence, et Vianney, petit nouveau de l'équipe. Le télé-crochet commence par la traditionnelle épreuve des auditions à l'aveugle. Chaque coach séduit par un candidat venu interpréter un titre de son choix peut se retourner afin d'espérer ajouter ce talent à son équipe.

6

## 21.05 Stumptown



**Série dramatique - Etats-Unis - 2019**  
**Saison 1 - Episode 14**

**- Pour quelques dollars de plus**  
**Avec Cobie Smulders, Jake Johnson, Monica Barbaro, Adrian Martinez**  
Après un mariage précipité, Dex est engagée par la jeune épouse pour découvrir pourquoi son mari tenait tant à se marier rapidement. Hoffman lui vient en aide...

CANAL+

## 21.02 Ligue 1 Uber Eats



**- Lens / Rennes**  
Gaël Kakuta et les Lensois poitaient à la 10e place du classement au terme de la 20e journée de la Ligue 1. Les Sang et Or réalisent pour l'heure un bon parcours et restent bien partis pour obtenir le maintien, leur premier objectif cette saison. Au stade Félix-Bollaert, les Artois reçoivent une solide formation rennaise qui lorgne sur les places qualificatives pour les coupes européennes.

PLANETE +

09.23 Les combattants du ciel  
10.23 Hitler, Blitzkrieg et drogues  
11.48 Traqueur de serpents  
13.44 Ours blanche, ours noirs : la belle histoire  
14.41 Faites entrer l'accusé  
16.00 Bellingcat  
17.37 Washington  
19.09 Des villes à hauteur d'hommes  
20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.

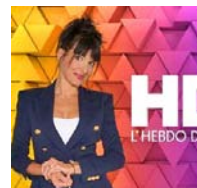
TFX

09.20 Nicky Larson  
11.00 Familles nombreuses : la vie en XXL  
21.00 Petits plats en équilibre  
21.05 Chroniques criminelles



W9

10.30 HDM : L'hebdo de la musique



12.45 Météo  
12.50 La demande en mariage  
14.30 Amour versus glamour  
16.10 Le mariage de ma meilleure amie  
17.55 Kaamelott  
19.30 La petite histoire de France





Bélier 21-03 au 20-04

En ce moment, vos amis vous sollicitent pour des sorties ou des voyages en groupe. Pourquoi ne pas mettre cela en place puisque vous avez besoin d'air ?



Taureau 21-04 au 21-05

Vous vivez une période où la réussite sociale est au centre de vos préoccupations. Cela vous permet de faire rentrer l'argent nécessaire à votre confort pécuniaire.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous vivez une période où la philosophie ou les voyages prennent de l'importance. Vous avez envie de partager ce nouvel élan, ce qu'apprécie votre partenaire.



Cancer 22-06 au 22-07

Vous traversez une crise salutaire car elle vous permet de prendre conscience de ce qui n'allait pas dans votre travail. Gare à la santé !



Lion 23-07 au 23-08

Depuis quelque temps, vous vous ouvrez aux autres et vous y trouvez un certain épanouissement puisque votre créativité y trouve une source d'inspiration.



Vierge 24-08 au 23-09

En ce moment, vous privilégiez votre vie professionnelle, ce qui ne vous laisse pas beaucoup de temps pour la famille. Pourtant, vos proches ont besoin de vous !



Balance 24-09 au 23-10

En ce moment, vous privilégiez l'amour, celui pour votre partenaire ou celui pour vos enfants. Ne manquez pas de multiplier sorties et discussions chaleureuses.



Scorpion 24-10 au 22-11

Votre volonté de tout faire pour que les choses s'arrangent dans votre famille vous permet d'occuper une place d'honneur à la maison. Pensez à agrandir votre patrimoine.



Sagittaire 23-11 au 21-12

C'est le moment de communiquer davantage et de penser à renouveler vos contacts. Pour cela multipliez les rencontres ou les déplacements, même si vous n'êtes pas de très bonne humeur.



Capricorne 22-12 au 20-01

En ce moment, vos pensées sont essentiellement orientées vers les acquisitions et les gains personnels. Mais ce n'est pas le moment de dévoiler vos buts. Ils gagnent à être plus clairs.



Verseau 21-01 au 18-02

Votre pouvoir de création doit être remarqué. D'autant qu'aujourd'hui vos projets ont le vent en poupe ! Vos amis peuvent vous aider à les concrétiser.



Poissons 19-02 au 20-03

Actuellement, vous préférez vous isoler afin de faire le point sur votre situation sociale. Préparez-vous à rebondir de plus belle !

## Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 7971

ELLES GROSSISSENT, ON LE VOIT BIEN !						COMP-RENDRE	
		BANDIT, HOMME DU MILIEU				PHASE DE LUNE	
		TAILLE DE GUEPE					
			VIEU DO				IDEM
			CRI DE DOULEUR				POINT DE VUE
			EN VITESSE !				
PRONOM					CHOPPEE		CORRECTION, VOLEE DE COUPS
S'IL VOUS PLAÎT !					A EN TOUTE POSSESSION		
		PREPOSITION					
		GRAND MODELE					
			QUEL SOULAGEMENT ! BON DEBARRAS !		PACTE		
			TOUR DE COU		RONGEUR : LA PESTE SOIT DE LUI !		
						EMPREINTES	CLAIR ET PRECIS
						TRADITIONS	DONNE UN TOUR DE VIS
		NOTE			SUIVIS DES AUTRES !		
		DEUX A TROIS			BOTTE A BOTTE		
		ILS SONT A POINT					
		ENTENDU AUX ARENES					
				A LA MODE		RANGEE, ON N'EN PARLE PLUS !	
				MONARQUE			
RESTAURATEUR, MARCHAND DE SOUPE !					POINTS OPPOSES		INFINITIF
					POSSESSIF		ENSUITE
			PENETRE				
			FIRMAMENT				
			CONDIMENT				

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

## Horizontalement:

- Livré à domicile.
- Font des vernis.
- Petit sac à puces.
- Alors...comblée !
- Infirmes. Point à la ligne.
- Carats. Ho !... élève !
- Casse-tête chinois.
- Donne l'air. Symbole du 93.
- Risque un oeil.
- Premier sujet de philosophie.
- Talent galvaudé.
- Pour pas un rond !
- Petites frappes.

## Verticalement:

- Prennent un sens tout azimuté.
- Je trouble. Submergea.
- Doucettes.
- Pays des Gaëls.
- Pronom
- Chien courant ici et là.
- Ont du goût.
- Pièces de toile. Entaille.
- Deux au tiers. Anneau marin. Tranche matinale.
- Files. Pousse à la grève.
- Faisait un effet bœuf ! Machine.
- Mettre en barre.
- Se met en avant pour dire que c'est après !

E	C	O	N	O	I	T	C	E	R	R	U	S	E	R
R	R	R	E	I	T	E	M	M	O	U	E	T	T	E
A	E	N	O	I	S	O	L	C	E	N	D	E	M	I
M	N	I	A	L	U	O	P	E	O	E	I	I	D	N
U	G	E	P	L	E	E	S	B	R	R	S	E	O	O
I	I	I	A	A	R	O	L	U	E	E	S	U	E	I
R	E	L	T	T	P	E	T	S	R	E	T	U	G	T
O	S	U	E	S	L	I	I	N	R	E	O	A	A	A
T	N	O	R	S	U	D	C	C	A	I	U	R	N	S
I	E	P	E	C	R	O	L	G	T	L	D	A	N	I
D	R	R	I	A	R	A	E	I	E	E	N	N	O	N
U	P	R	T	D	V	R	M	R	A	I	C	A	C	A
A	G	N	E	E	E	R	I	A	S	R	O	C	A	C
A	A	I	R	R	N	O	I	T	C	N	O	F	R	E
V	P	S	F	S	U	C	D	O	R	I	S	C	B	M

ACACIA - AGRICULTURE - ANIS - AUDITORIUM - AVERS - BRACONNAGE - CORAIL - CORSAIRE - DEMI - DESENCLAVES - ECLOSION - ETAL - FONCTION - FRERE - GOUTER - MARE - MECANISATION - METIER - MILIEU - MISERICORDE - MOUETTE - NOBLESSE - NOCE - NONNE - OUTRAGE - OUTRE - PATURE - PIED - POULAIN - POULIE - PREPOSE - PRESSE - RENSEIGNER - RESURRECTION - SERIE - SUER - TARD - VANTARDISE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un nombre. - Mon 2e va très vite.

Mon tout est une allocution.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A	R	M										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

7	18	6	13	6	2	1	5	7				
11	2		1	3	1	5	6	11	2			
12	9	10	2	6		5	2	6	7			
7	10		3	11	5	6	2					
6	15		9	5		8	10	6	2			
14		12	17	6		5	6	5	6			
11		9	1		1	10	8	6	7			
6	16	11	2	6		9	7		11			
3		13		10	2	8			10	13		
3	11	6	7		9	8	5			5		
6	8	19		16	11	6		7	1			
8	10	1		9	5	6	6		5			
5	9	2	4	11	6	7			11	7		
	8	4		18			6	8				
6	7	7	10	6	11	15		6	1			

CODÉS N° 7971



## 10 ERREURS



## LES SOLUTIONS

## CROISÉS N°7970

G	U	I	L	L	E	R	E	T	S
R	L	U	I	E	T	A	U		
A	L	L	E	G	R	E	S	S	E
V	A	U	T	O	U	R	S	U	
E	S	T	T			B	E	R	
L	A	I	E			V	I	R	E
L	I	O		S	O	F	A	S	
E	N	N	E	M	I		N		U
	E	S	T	O	C	A	D	E	S
A	S		A	G	I	L	I	T	E

## SUDOKU N°970

8	9	2	1	5	7	3	4	6
4	5	1	6	3	8	7	9	2
3	6	7	2	4	9	5	1	8
9	2	5	7	1	6	4	8	3
1	7	3	4	8	5	2	6	9
6	4	8	9	2	3	1	7	5
5	1	9	3	6	4	8	2	7
2	8	6	5	7	1	9	3	4
7	3	4	8	9	2	6	5	1

## FLECHES N°7970

V		H	I	V	E	R		C
A	M	A	S	P	A	I	E	
G	A	I	S					
I	E	M	U	E	O			
S	M	S	P	A	R	T	I	
S	I		S	E				
E	N	F	E	R	M	E	E	S
M	E	R	S		A	N		A
E	E		O	N		R	H	
N	O	I	X	G	A	G	A	
T	S	U	E	R		T	E	R

## FOUILLIS N° 7970

MIRAGE (Mi - Rage)

1	2	3	4	5	6
R	A	S	T	I	N
7	8	9	10	11	12
E	X	L	O	U	Q
13	14	15	16	17	18
C	P	B	V	M	
19	20	21	22	23	24

CODÉS N° 7970

	9	3		7	5	2		
	1	5	9	6	2		3	
	4							
2	5		3		7		8	1
	6			4	8	3		
9					6		7	
			1	3		8	9	
4							2	5

SUDOKU N° 971



## Le Brent atteint près de 60 dollars



Les cours du pétrole augmentaient encore vendredi après quatre séances consécutives de hausse, le Brent flirtant avec la barre de 60 dollars le baril plus franchie depuis le 20 février dernier, aux prémices de la pandémie de Covid-19.

Vers 10H50 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 1,10% à Londres par rapport à la clôture de jeudi, à 59,49 dollars, peu après avoir touché 59,75 dollars.

Le baril américain de WTI pour le mois de mars s'appréciait dans le même temps de 1,08% à 56,84 dollars, après avoir atteint 57,09 dollars, au plus haut depuis le 22 janvier 2020. Les prix du pétrole "continuent de grimper en flèche et le Brent s'approche de la barre psychologique importante des 60 dollars" le baril, a constaté Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank. "Les commentaires de soutien de l'Opep au sortir de leur réunion de mercredi" sont le principal moteur de cette hausse, a expliqué de son côté Stephen Innes, d'Axi.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Sahara occidental : l'UA inflige un nouveau camouflet au Maroc

Le Conseil exécutif de l'Union africaine a rejeté, lors de sa séance de jeudi, la tentative du Royaume du Maroc de faire passer deux projets d'infrastructure à travers les territoires sahraouis occupés vers les pays de l'Afrique de l'Ouest, a rapporté vendredi l'Agence sahraouie SPS.

Le rejet par le Conseil des deux projets, liés aux fibres optiques et au réseau électrique, que l'occupant marocain voulait faire passer des territoires sahraouis occupés vers l'Afrique de l'Ouest "a porté un coup dur au Maroc", a précisé la même source, soutenant que le Conseil a refusé les visées expansionnistes de Rabat, étant donné que l'UA n'accepte pas la violation des frontières des Etats membres conformément à l'article 4 de son Acte Constitutif.

Lors de son intervention devant le Comité technique spécial sur les transports, les infrastructures intercontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme (STC-TTIIET), le ministre sahraoui des Affaires étrangères, M. Mohamed Salem Ould Salek, a condamné



"la tentative de l'occupant marocain à légaliser son occupation par des initiatives que Rabat souhaite mettre au cœur de l'agenda africain d'intégration économique".

M. Ould Salek a ajouté que "le Maroc pense que cacher ses manœuvres derrière l'argent et l'économie peut tromper une organisation (UA) qui fait du rejet de l'acquisition de territoires par la force et du respect de la souveraineté et de l'intégrité

territoriale des Etats membres parmi ses grands principes et objectifs". Sur un autre plan, les produits provenant du Sahara occidental introduits au Royaume-Uni ne sont pas considérés comme des produits originaires du Maroc et doivent comporter des indications claires concernant leur vraie origine, a déclaré la sous-secrétaire d'Etat britannique à l'environnement et aux affaires alimentaires et rurales.

## L'ONU ordonne le déploiement d'observateurs en Libye



Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé jeudi au secrétaire général de l'Organisation, Antonio Guterres, de déployer une avant-garde d'observateurs du cessez-le-feu en Libye.

"Alors qu'ils étudient votre recommandation d'amender le mandat de la Mission de soutien des Nations unies en Libye (Manul), les membres du Conseil de sécurité vous demandent d'établir et de déployer rapidement une avant-garde en Libye", indique le Conseil de sécurité dans une lettre adressée au SG de l'ONU, citée par l'AFP.

D'autre part, le Conseil de sécurité précise dans sa lettre

attendre sous 45 jours au maximum un rapport sur les préparatifs menés par cette équipe d'observateurs, ainsi que ses propositions pratiques, pour amender le mandat de la Manul et mener à bien une opération d'observation amenée à prendre de l'ampleur progressivement et à s'étendre géographiquement.

Dans un rapport fin 2020, Antonio Guterres, sans définir le nombre de ses effectifs, avait préconisé la constitution d'un groupe d'observation non armé, formé de civils et de militaires à la retraite venant de pays de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Ligue arabe.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### DÉCOUPAGE ET RÉFORME TERRITORIALE

Le ministre de l'Intérieur vient de revenir devant le Sénat sur un prochain nouveau découpage territorial dont l'effet ne saurait dépasser la fin de l'année en cours. De nouvelles wilayates verront le jour pour, affirme-t-il, se mettre en conformité avec la Constitution et répondre à la nécessité d'une large décentralisation attribuant au pouvoir local de plus grandes prérogatives. La réorganisation territoriale prochaine interviendra dans la logique de la stratégie présidentielle et dans l'esprit des concepteurs elle devra mieux rapprocher la population à l'administration. Dans cette démarche souvent annoncée et réclamée, le vecteur de la fiscalité locale sera revu avec une approche qui devrait permettre aux élus de disposer de moyens financiers conséquents qu'ils ont toujours

demandés pour assumer la responsabilité pour laquelle ils ont été élus.

En principe tout devra baigner dans l'huile, si l'on s'en tient à l'esprit de cette réforme devenue impérative et sa logique serait censée effacer toutes les expressions qui colorent à l'heure actuelle ce que l'on entend par zones d'ombre.

Mettre l'administration et le pouvoir de décision au pas de la porte du citoyen est une action rationnelle et permettra une mobilisation conséquente et profitable pour toute la population. A ce titre, l'ensemble des Algériens ne peuvent qu'applaudir de bon cœur à une telle importante initiative, mais il restera dans cette bé-

néfrique nouvelle articulation territoriale et financière à se préoccuper de la carrure, du profil et de la compétence des hommes qui devront la prendre en charge.

Si les acteurs élus et les représentants de l'Etat au niveau local restent astreints volontairement ou malgré eux à se mouvoir dans la culture négative actuelle, n'importe quelle réforme aussi géniale qu'elle soit équivaudra à un coup d'épée dans l'eau. Bien au contraire, les résultats obtenus seront à l'opposé du bienfait recherché tant il est vrai que le choix des hommes est l'élément essentiel dans une telle importante reformulation.

La résolution de cette délicate équation n'est pas simple. Elle renvoie au mode électoral et oblige à scanner d'une manière sérieuse et objective et dans le détail le parterre politique national et ses acteurs.

## Un Palestinien tué par des colons israéliens



Un Palestinien a été abattu vendredi par des colons en Cisjordanie occupée, selon des sources palestiniennes. Khaled Maher Nofal, 34 ans, "a été abattu par des colons" près de son village au nord-ouest de Ramallah, selon l'agence officielle palestinienne Wafa, qui a précisé que l'armée d'occupation avait récupéré sa dépouille.

Khaled Maher Nofal, marié et père d'un garçon de quatre ans, travaillait au ministère palestinien des Finances, selon Wafa.

"Après que des colons ont saisi sa terre et construit des caravanes dessus (...), Nofal (y) a été tué par des colons", a fustigé sur Twitter le ministre palestinien des Affaires civiles, Hussein al-Sheikh.

Toutes les colonies sont considérées illégales du point de vue du droit international.

## Belgique: un diplomate iranien condamné à 20 ans de prison



Un diplomate iranien a été condamné jeudi à la peine maximum de 20 ans de prison par le tribunal d'Anvers, en Belgique, pour avoir projeté un attentat contre un rassemblement d'opposants au régime de Téhéran en France en 2018. Cette peine est conforme aux demandes formulées par l'accusation lors du procès, qui s'est tenu fin novembre au tribunal correctionnel de la cité portuaire flamande.

Assadollah Assadi, 49 ans, qui nie les faits, était poursuivi pour "tentatives d'assassinat à caractère terroriste" et "participation aux activités d'un groupe terroriste".

Trois complices belges d'origine iranienne ont eux été condamnés à des peines allant de 15 à 18 ans de prison, ainsi qu'à la déchéance de leur nationalité belge.

Ce dossier, mêlant terrorisme et espionnage, a suscité des tensions diplomatiques entre Téhéran et plusieurs capitales européennes, dont Paris. Le régime iranien avait prévenu en amont du jugement qu'il ne le reconnaîtrait pas, affirmant que la procédure initiée par la justice belge n'était "pas légitime, en raison de l'immunité diplomatique" de M. Assadi.